

Coup de force à Manille

Le ministre de la défense appelle à la révolte contre M. Marcos

La guerre civile menaçait les Philippines le samedi 22 février : le ministre de la défense, M. Juan Posco Enrile, et le commandant adjoint des forces armées, le général Fidel Ramos, ont en effet annoncé qu'ils rompaient tout rapport avec le président Marcos, dont ils ont contesté l'élection. Ils ont aussi lancé un appel aux forces armées et aux autres ministres du gouvernement pour qu'ils se joignent à eux.

Retranchés dans le ministère de la défense, occupé par des troupes fortement armées, les deux hommes ont déclaré au cours d'une conférence de presse : « Nous nous battons pour la démocratie. M. Enrile a précisé que la rébellion résulterait d'informations selon lesquelles les partisans de M. Marcos se préparaient à l'arrêter ainsi que plusieurs officiers appartenant au mouvement réformiste de l'armée.

« Certains de mes gens sont venus me voir chez moi et m'ont demandé de venir ici parce que nous risquons d'être tous arrêtés », a précisé le ministre. « Nous sommes sur une base, et il se pourrait que des gens nous attaquent, a-t-il précisé. Je ne sais pas pour combien de temps nous sommes ici. Cela dépendra de la situation.

« Nous disposons de forces armées dans l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air et les fusiliers-marins, et nous sommes disposés à faire appel à eux pour nous battre aux côtés du peuple », a déclaré, de son côté, le général Ramos.

« Nous n'avons jamais eu l'intention de faire un coup d'Etat mais nous nous défendrons contre l'assaut imminent », a poursuivi M. Enrile, tandis que le général Ramos déclarait : « Le président n'a pas gagné cette élection. Il a été proclamé élu à l'Assemblée nationale.

« Je retire mon soutien au président », a ajouté le général, qui avait été désigné il y a une quinzaine de jours par M. Marcos pour succéder à l'actuel commandant en chef des forces armées, le général Fabian Ver.

« Nous lançons un appel au monde pour qu'il nous aide dans cette situation. Nous ne pouvons plus faire appel à nos dirigeants. Si nous devons succomber dans notre entreprise, que l'histoire nous juge », a dit de son côté M. Enrile.

Le général Ramos a précisé que les ambassadeurs des États-Unis et du Japon avaient été prévenus de la rébellion.

M. Corason Aquino, qui était pendant ce temps à Cebu, une ville du centre des Philippines, a fait savoir qu'elle a constitué un gouvernement prêt à prendre le pouvoir si le président Marcos s'en va. — (AFP, AP, Reuters.)

Ariane à l'heure juste

La fusée européenne a mis sur orbite les deux satellites Spot et Viking

Le tir d'Ariane a été un succès. Toutes les opérations se sont déroulées exactement à la seconde près. A 2 h 44 (heure de Paris), samedi 22 février, le lanceur européen a quitté le centre spatial guyanais de Kourou et, quinze minutes plus tard, il a déployé les deux engins placés à son bord : le satellite français d'observation de la Terre Spot-1 (le Monde du 22 février) et le satellite scientifique suédois Viking.

Le tir d'Ariane, le 13 septembre dernier, et qui porte à treize tirs réussis sur seize le palmarès du lanceur. Ce succès a fait franchir à l'Europe « une nouvelle étape dans la conquête de l'espace », a déclaré M. Mitterrand dans un message de félicitations qu'il a adressé, samedi matin, au président du Centre national d'études spatiales, M. Jacques-Louis Lions. « Le septième tir du lanceur Ariane a confirmé les espoirs que la France et l'Europe ont mis dans ce programme », a ajouté le président de la République.

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Un millier de personnes dans le hall et l'amphithéâtre de l'université Paul-Sabatier, de Toulouse : le lancement du premier satellite français d'observation de la Terre, Spot-1, était l'occasion d'un grand rassemblement où constructeurs et futurs utilisateurs du satellite se croisaient dans un amable brouhaha. Deux avions charters avaient amené de Paris une bonne part des invités, qui se préparaient à passer une nuit blanche avant de revenir à l'aube dans la capitale.

C'était « la Nuit de Spot », grande manifestation audiovisuelle, avec projection de films, retransmission des derniers préparatifs d'Ariane depuis Kourou, puis du tir, puis des commentaires.

Pourquoi Toulouse ? Parce que le programme Spot est d'abord toulousain. En 1968, le Centre national d'études spatiales (CNES) décentralise de Brétigny-sur-Orge (Essonnes) à Toulouse toute son activité de construction de satellites, la seule direction des lanceurs restant à Brétigny. Une décentralisation est toujours une épreuve pour les personnels concernés. D'autre part, le début des années 70 est pour le développement spatial français une période d'incertitude. Il faut franchir le pas entre les premières tentatives d'expérimentation et l'engagement de programmes importants qui auront des retombées économiques significatives.

Le gouvernement hésite chaque fois qu'il doit décider d'un projet européen. Bref, le centre toulousain du CNES ne sait pas très bien quel rôle il devra jouer. Il lui manque un grand programme, propre à mobiliser les énergies.

MAURICE ARVONNY.
(Lire la suite page 8.)

Avec ce numéro
LE MONDE
AUJOURD'HUI
Il était une fois la télévision

Pologne : verdict sévère
pour trois dirigeants de l'opposition

Lech Walesa y voit « une nouvelle preuve que le pouvoir entend poursuivre sa politique de répression »

PAGE 3

La guerre du Golfe

L'état-major irakien admet que la reconquête sera longue et coûteuse

PAGE 5

Datos (2) • Etranger (3 à 5) • Politique (6) • Société (7 et 8) • Culture (9) • Communication (9) • Régions (12) • Economie (13 à 15) • Mots croisés (11) • Carnet (8) • Programme des spectacles (10) • Radio-télévision (11) • Météorologie (11)

Quelle majorité pour quel progrès ?

Démouant, le vendredi 21 février à Montpellier, F-16e droite selon laquelle « la droite ferait la même politique que la gauche », M. Laurent Fabius a déclaré : « Si l'on veut une politique de progrès, il faut voter pour une majorité de progrès. »

« Majorité de progrès » : la bonne formule. Magique, elle nourrit la conviction que les socialistes ne mènent pas campagne pour rien. Il ferait beau voir qu'un parti de cette importance oublie pour le 16 mars la finalité de toute formation politique : l'exercice du pouvoir.

Des socialistes avaient imaginé d'autres formules : le Front républicain — idée élaborée autour de M. Fabius — que M. Jospin a refusé au cours de l'été 1985 ; une sorte de rassemblement pour la République moderne, selon les vœux des amis de M. Chevènement. L'année, c'est que la République et les républicains appartiennent à tout le monde, que chacun y met ce qu'il veut et que, fondus dans la masse, les socialistes ne s'appartiendraient plus.

Va pour la « majorité de progrès ». Après tout, on n'a jamais



trouvé mieux pour gouverner en démocratie qu'une majorité indiscutable et, pour qualifier les socialistes, que le « progrès », ennemi du conservatisme. M. Fabius, Jospin et Joxe répètent la nuit. Majorité de gauche ? Audacieux. Les socialistes, en raison de l'effondrement du Parti communiste, l'admettent.

Quelle majorité donc ? A observer à la loupe les listes de candidats d'opposition éligibles — orthodoxes ou dissidents, — qui

découvrira un seul homme susceptible de s'en détacher, après le 16 mars, et à bref délai ? Lequel se joindrait aux socialistes pour former cette majorité, « sans avoir pour objectif de se heurter politiquement au président de la République » évidemment, mais aussi « avec pour objectif de poursuivre le septennat dans le sens du progrès économique et social », selon l'exposé des motifs fourni le 19 février à Antenne 2 par M. Jospin ?

Pourtant, la formulation utilisée par le premier secrétaire du PS devrait rassembler une majorité dans le pays. Selon les sondages, les Français ne veulent ni d'une crise politique, ni chasser M. Mitterrand ; et l'on ne voit pas pourquoi ils seraient hostiles au « progrès économique et social ». Mais à l'Assemblée nationale, c'est une autre paire de manches. La représentation parlementaire, émanation logique d'un combat partisan — « les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage » dit la Constitution — n'exprime pas toujours les espoirs et pas longtemps les fantasmes des électeurs.

On élabore un programme qui les conforte, et l'on prépare une

politique qui parfois s'en éloigne. On parle consensus et l'on se comporte comme si l'accord n'existait pas... On frappe à la porte pour proposer la cohabitation et l'on pose, de l'autre main, de gros verrous.

Cet écart entre les intentions affichées et la préparation de l'action est déjà perceptible à droite. A y regarder de près, il s'agrandit dans trois domaines :

— L'idée de cohabitation : sur des analyses et pour des raisons différentes, MM. Barre et Fabius assurent qu'elle vaudra aux Français une « pagaille » de première grandeur. Ceux qui la défendent, M. Chirac — premier ministre en puissance — et M. Giscard d'Estaing, donnent quelque constance à ce reproche en définissant les rôles respectifs du chef de l'Etat et du chef de gouvernement de telle sorte qu'ils interdisent l'accès à une coexistence pacifique. Quant à M. Mitterrand, il les a entraînés vers cette incohérence en réaffirmant très vite la prééminence de sa fonction.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 6.)

Volkswagen reprend l'offensive

En s'assurant le contrôle de SEAT, le constructeur allemand conforte sa première place en Europe

Après un an et demi de négociations, le numéro un de l'automobile en Europe, l'allemand Volkswagen a décidé le 21 février, de racheter 51 % de SEAT, le principal constructeur espagnol, propriété du holding public INI (Institut national d'industrie) en constant déficit. Cette prise de participation majoritaire coûtera 600 millions de DM au constructeur de Wolfsburg qui conforte sa position (12,9 % du marché européen en 1985), avec un deuxième réseau marque, aux côtés de Volkswagen et d'Audi.

D'ici à 1990, VW aura pris le contrôle total de SEAT avec l'acquisition de 25 % supplémentaires du capital dès la fin de cette année. Mais ces prises de participations ne représentent qu'une petite part des sommes que VW compte investir en Espagne. Volkswagen veut ainsi moderniser les ateliers SEAT de Barcelone et peut-être reconstruire complètement les usines de production de Martorell, des investissements qui se chiffrent à environ 5 milliards de DM pour VW (15 milliards de francs).

Pour le président de VW, M. Carl H. Hahn, l'engagement de Volkswagen dans SEAT relève d'une stratégie à long terme, visant à consolider la place du constructeur au niveau européen

dans le domaine des petites voitures. SEAT restera une sorte de section autonome de VW, un peu à la façon d'Audi, et il n'est pas prévu d'arrêter la production de ses propres modèles dont 153 000 ont été vendus l'an dernier en Europe. La direction de VW a précisé qu'elle comptait porter la production des usines SEAT à 400 000 voitures par an au début des années 90. En 1985, SEAT a fabriqué 320 000 véhicules (dont 94 000 VW), réalisant un chiffre d'affaires de 240 milliards de pesetas (environ 12 milliards de francs). VW dans le même temps sortait 2,4 millions de véhicules, et son chiffre

d'affaires franchissait la barre des 50 milliards de DM.

M. Croissier, président de l'INI, considère que l'automobile est une industrie en voie de « multinationnalisation » irréversible, et que l'INI, après l'adhésion de l'Espagne à la CEE et sa pleine intégration au Marché communautaire, ne peut plus prétendre faire concurrence aux « grands » du secteur. Cette décision s'inscrit dans une politique d'assainissement et de réduction sélective du secteur public que les socialistes ont été les premiers à mettre en œuvre.

(Lire page 13, l'article de THIERRY MALINIAK.)

Le Monde

dossiers et documents

NUMÉRO SPÉCIAL

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOSSIERS ET DOCUMENTS : LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

FÉVRIER 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 13 F

M. LE PEN SUR TF 1

comme le plus calomnié de France

Les grands témoins de la droite ont débattre avec M. Le Pen. Le président de la République, le président de la République, le président de la République... (Text continues with details of the debate and political context.)

NO: LE BON CHOIX

- Vente à partir de 3.900 F ou 218,21 F par mois
- Crédit souple et personnalisé
- Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés
- Location à partir de 235 F par mois
- Service après-vente garanti

ai roman-fleuve: le Rhin

5 JOURS 4 PAYS
En cabine 2 lits bas
Sont privés
5 414 F

Le Rhin, en passant par un territoire, le Rhin... (Text describes the river cruise experience.)

10 Kms légendaires à découvrir

100 Kms légendaires à découvrir... (Text promotes a travel or tourism package.)

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 24 février
- **Sofia** : Visite de M. Roland Dumas.
- **Bonn** : Visite du roi Juan Carlos d'Espagne.
- **Le Caire** : Visite du premier ministre grec, M. Papandréou.

Mardi 25 février
- **Moscou** : Ouverture du congrès du PC soviétique (jusqu'au 28).

Mercredi 26 février
- **La Haye** : Réunion de coopération politique européenne.

- **Washington** : Discours de M. Reagan sur la défense.

Jeu 27 février
- **Danemark** : Référendum sur la CEE.
- **Paris** : Sommet franco-allemand.

Vendredi 28 février
- **Rome** : Ouverture du congrès syndical de la CGIL.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAF 65072 F
Téléphone : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
570.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82
Télex MONDPUB 286 136 F

Impression
7, rue de la Harpe
PARIS 12^e

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGERS (par messagerie)
1 BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 752 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnements qui passent par chaque point
postal (trois volets) voudront bien joindre ce
chéquier à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines ou plus) : nos
abonnés sont invités à formuler leur de-
mande sur semaine au moins avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi
à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
pour les noms propres en capitales
d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dr. ; Tunisie,
200 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche,
20 sch. ; Belgique, 40 F. ; Canada, 1,80 \$;
Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark,
7,50 kr. ; Espagne, 170 pes. ; G.-B., 85 p. ;
Grèce, 140 dr. ; Indes, 80 p. ; Italie,
2 000 L. ; Libye, 0,280 DL ; Luxembourg,
40 L. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 G. ;
Paraguay, 120 esc. ; Pérou, 400 S CFA ;
Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,20 S. ; USA,
1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie,
110 ml.

IL Y A CINQ ANS

Le « coup d'Etat » saugrenu de Madrid

Les trois cent cinquante députés et les vingt-trois membres du gouvernement n'oublieront pas de sitôt cette funeste journée du 23 février 1981. Tout comme l'Espagne tout entière d'ailleurs ! La session du Congrès promet pourtant d'être sans surprise.

M. Leopoldo Calvo Sotelo, qui a été de peu, quarante-huit heures plus tôt, la majorité absolue, doit cette fois obtenir l'investiture comme président du gouvernement à la majorité simple. Il va ainsi succéder à M. Adolfo Suarez, qui a présenté sa démission vingt-six jours auparavant.

Le vote a commencé. L'un après l'autre, les députés répondent, de leur siège, à l'appel du président du Congrès. Mais M. Manuel Nunez Encabo n'a pas le temps d'émettre son vote négatif. On entend soudain un broncho, les huissiers se figent, et voilà qu'un groupe d'hommes en uniforme kaki font irruption dans l'hémicycle, pistolet au mitraillette à la main. « Tout le monde au sol », crie l'un d'eux. Ses compagnons tirent plusieurs rafales en l'air. Il est 18 heures 23.

La plupart des députés se jettent à terre. Qui sont ces intrus ? Des putschistes ? Des terroristes déguisés en militaires ? Les parlementaires ne tardent pas à reconnaître les moustaches abondantes du chef du commando : pas de doute, c'est bien le lieutenant-colonel Tejero, de la garde civile. Car ce militaire remuant est loin d'être un inconnu : après de multiples incartades, n'a-t-il pas été condamné en 1980 à sept mois de prison pour sa participation à un complot, heureusement avorté, prévoyant la prise du palais du gouvernement ?

C'est donc bien une tentative de coup d'Etat militaire. En Europe occidentale et en plein vingtième siècle ! Les députés, pourtant, ne sont pas vraiment surpris d'une telle incongruité. Car, depuis la mort de Franco, le spectre du putsch n'a cessé de planer sur Madrid. On ne compte plus les réunions subversives de chefs militaires, les conjurations découvertes in extremis, les manifestations publiques de rogne et de grogne d'hommes en uniforme. Dans les colonnes de la presse d'extrême droite, c'est à qui pressera avec le plus de vigueur les forces armées de « sauver la patrie ».

Mettre fin à la « chienlit »

L'institution militaire, d'ailleurs, est ébranlée : choyée et traitée durant quarante ans comme « l'armée de la victoire », elle a dû accepter le retour sur le devant de la scène politique de ceux qui sont pour elle les « vaincus » d'hier. Et assimiler pêle-mêle, en quatre ans à peine, le retour des partis politiques et des syndicats, le rétablissement des libertés, la reconnaissance des autonomies.

En ce début d'année 1981, la crise politique est sérieuse : le parti au pouvoir, l'Union du centre démocratique, est en pleine décomposition, ce qui a joué un grand rôle dans la démission de M. Suarez. Il n'existe plus de majorité stable au Parlement. Au Pays basque, la violence a atteint son paroxysme : l'ETA a assassiné quatre-vingt-seize personnes en 1980. La première visite du roi dans la région a donné lieu, le 3 février, à un grave incident à Guernica. Pour certains militaires avant tout préoccupés d'« ordre » et de « discipline », tout cela donne l'impression d'un inacceptable « vide de pouvoir » qu'il faut combler au plus vite.

Aussi ne sont-ils pas vraiment surpris, les députés et les ministres qui, l'un après l'autre, précipitamment, passent la tête au-dessus de leurs sièges avant de se rasseoir, humiliés et déçus. Ils ignorent par contre que cette « histoire d'un coup d'Etat annoncé » a commencé bien plus tôt. Au printemps de l'année 1980 plus exactement, lorsqu'un civil militant dans les milieux d'extrême droite, M. Garcia Carres, a présenté le lieutenant-colonel Tejero à l'aide de camp du lieutenant-général Milans del Bosch.

Intervenir au plus tôt pour mettre fin à la « chienlit » provoquée par les « politiciens ». Mais Milans del Bosch est un monarchiste convaincu, et il hésite à s'embarquer dans une aventure qui n'aurait pas l'approbation du souverain.

C'est alors qu'intervient le troisième protagoniste : le général Armada. Ancien précepteur de Juan Carlos, il passe pour un fidèle de la Maison royale. Or, s'il fait l'en croire, le roi, lui aussi, est inquiet devant l'aggravation de la crise politique.

Le 9 janvier 1981, Armada déjeune chez Milans à Valence. A leur procès, un an plus tard, les deux hommes divergent dans leurs témoignages sur la teneur de leur conversation. Il semble en tout cas que l'ancien précepteur du roi évoque devant son hôte le danger d'un coup d'Etat « dur » prévu pour le mois de mai 1981. Il suggère donc, à titre préventif, une « solution » moins traumatisante : la formation d'un gouvernement « au-dessus des partis », qui remettrait de l'ordre dans les affaires publiques. Un coup d'Etat « constitutionnel », en somme.

Le rôle du général Armada

De cette conversation, Milans retient surtout une chose : le roi n'est apparemment pas satisfait de la situation politique, selon l'un de ses proches. Le lieutenant-général peut donc aller de l'avant : à Madrid et à Valence, il multiplie les contacts préparatoires au putsch. Une réunion décisive a lieu dans la capitale le 18 janvier. Les derniers détails sont mis au point : selon le lieutenant-colonel Tejero, c'est le général Armada qui fixera finalement la date de l'opération... par l'intermédiaire d'un officier des services secrets, le commandant Cortina. Une venion qui sera toujours démentie, toutefois, par ces deux derniers.

Le 22, le lieutenant-général Milans prend contact avec deux officiers de la puissante division blindée Bruner, instrument d'appui indispensable à toute tentative séditionnelle. Le 23, tout semble fin prêt à Valence. Le matin, Milans a rédigé l'édit par lequel il va proclamer l'état d'urgence et le couvre-feu dans sa région dès l'occupation du Congrès. A Madrid, par contre, c'est plutôt l'improvisation : ce n'est que quelques heures avant le début de l'opération que le lieutenant-colonel Tejero recrute à la va-vite,

au sein de la division de circulation de la garde civile, des volontaires pour une mission dont il ne précise pas la nature !

En pénétrant dans l'hémicycle, Tejero est optimiste : l'appui de Milans n'assure-t-il pas à l'opération un « effet de contagion » immédiat ? Aux députés qu'il retient en otage, il annonce l'arrivée imminente d'une « autorité compétente, militaire bien sûr ». En attendant, ses gardes civils,



ROUIL

sans mission précise, vont et viennent dans les couloirs du Congrès. Comme prévu, le capitaine général de Valence a immédiatement décrété l'état d'urgence dans sa région : pour les insurgés, c'est une première bonne nouvelle.

Le roi au téléphone

C'est aussi la dernière : car les ralliements espérés ne se produisent pas. L'« autorité militaire compétente » se fait attendre (cinq ans après le putsch, on s'interroge d'ailleurs toujours sur son identité). Le chef de la division blindée, le général Juste, a réussi in extremis à annuler les ordres de mission donnés à ses unités par deux de ses subordonnés alliés des putschistes, et qui prévoyaient l'occupation des

points stratégiques de la capitale : la Brunete ne boudera pas.

Le lieutenant-général Milans del Bosch, de son côté, téléphone aux autres capitaines généraux pour leur demander leur appui. Beaucoup hésitent. Ils en sont encore à peser le pour et le contre lorsqu'ils reçoivent un second appel : cette fois, c'est le roi qui est au bout du fil. « Mon nom a été utilisé contre ma volonté », leur assure Juan Carlos, qui leur

enjoint de respecter l'ordre constitutionnel. Le souverain a apparemment fort à faire pour convaincre certains de ses interlocuteurs, et ce n'est qu'au bout de plusieurs heures qu'il peut considérer que le mouvement de rébellion est circonscrit. C'est alors seulement qu'il apparaît à la télévision, à 1 h 20 du matin, pour affirmer à la nation sa détermination de faire respecter la Constitution.

Pendant ce temps, au Congrès, les rebelles s'impatientent. Les visites que reçoit Tejero ne sont pas du tout celles qu'il attendait. Tour à tour, le chef de la police nationale et le directeur général de la garde civile sont venus le convaincre de se rendre. Il les a reçus pistolet au poing, se disant « prêt à tout ». Mais il sent que

ses hommes se démoralisent : à l'aube, nombre d'entre eux s'enfuirent subrepticement par la fenêtre. Il ne restera qu'un seul renfort : peu après 23 heures, une colonne de la police militaire, conduite par le commandant Pardo Zancada, de la division blindée, viendra se joindre aux insurgés du Congrès ; mais ils ne sont qu'une centaine, bien trop peu pour renverser la situation.

Enfin, vers minuit, une visite attendue : le général Armada arrive au Congrès. Il a réussi à convaincre le roi et le chef d'état-major de l'armée (qui ignorent encore son rôle dans la préparation du putsch) de lui permettre de mener, « à titre personnel », une mission de médiation. Selon le témoignage de Tejero, le général Armada lui fait alors part de son intention de s'adresser aux députés toujours prisonniers pour leur proposer la formation d'un gouvernement d'union nationale, composé de représentants de tous les partis, et présidé par...

Armada lui-même.

Tejero s'indigne : lui qui rejette en bloc toutes les « manœuvres politiciennes », lui qui s'attendait à l'installation d'une junte militaire, le voilà qui se sent trompé : a-t-il pris d'assaut le Congrès des députés pour favoriser les ambitions politiques d'un général ? Sans plus de cérémonie, il expulse son interlocuteur du Parlement. Sans doute est-ce là le moment-clé de cette nuit interminable : paradoxalement, c'est le coup d'Etat « militaire » du lieutenant-colonel Tejero qui vient de faire échouer le « 18-Brunaire », tout aussi séditionnel, du général Armada.

Cette fois, l'officier de la garde civile sait que la partie est perdue. A Valence, Milans del Bosch s'est plié aux injonctions répétées du roi et a révoqué, peu après 4 heures, son édit. Tejero et Pardo Zancada doivent capituler. Ils réussissent encore à imposer les conditions formelles de leur reddition, avant de libérer les députés et les ministres. Il est midi, le 24 février 1981 : le putsch a duré près de dix-huit heures.

Cinq ans plus tard, sans doute ignore-t-on encore bien des tenants et aboutissants de cette étonnante journée que les Espagnols appellent, simplement, le « 23-F », et où se sont entrecroisées plusieurs opérations distinctes. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que le « 23-F » servit en fin de compte de vaccin à un pays qui avait bien besoin de guérir du virus du militarisme !

THIERRY MALINAUK.

CORRESPONDANCE

L'Europe, chose des Etats ?

Notre ancien collaborateur Maurice Delarue ne partage pas l'analyse de « compromis de Luxembourg » que nous avons publiée sous le titre « L'Europe fut la chose des Etats... » (Le Monde daté 2-3 février). Il observe à ce propos :

« La relation que fait M. Goriely des origines de la crise de 1965 est étonnante. Tout allait bien, de Gaulle mettrait en œuvre les clauses douanières du traité de Rome, signé par d'autres en 1957, mais voilà « le gouvernement français exigeait en compensation une politique agricole commune et, dès 1961, les principes en étaient arrêtés... » M. Goriely ignore-t-il donc que cette « exigence », cette « compensation », cette « politique agricole commune » et ses principes figuraient en toutes lettres dans le traité de Rome (titre II, articles 38 à 47) ?

Cette « compensation » est en effet fondamentale. Le génie des promoteurs du traité de Rome réside moins dans des institutions spectaculaires, mais inévitablement imparfaites, et contestées, que dans l'établissement d'un équilibre, progressif et indivisible des grands intérêts nationaux. Robert Schuman l'avait clairement affirmé dans la fameuse déclaration du 9 mai 1950 qui lance la construction communautaire : « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord des solidarités de fait. »

Comme il était impossible d'équilibrer les grands intérêts dans l'instant ou même de les appréhender en totalité, les « pères fondateurs »

engagèrent l'Europe dans la voie d'un équilibre dynamique, avec un calendrier permettant de compenser équilibrablement dans le temps les avantages et charges de chacun. Au terme de la première période, dite « de transition », chacun y trouvait son compte, et la « solidarité de fait » prenait corps. Ainsi décidait-on que le désarmement douanier industriel, que l'Allemagne fédérale appelait de ses vœux, serait amorcé avant la politique agricole commune réclamée par la France, la PAC faisant cependant l'objet d'engagements impératifs dès l'origine du processus.

Encore fallait-il que le calendrier fût respecté. En laissant vide la « chaîne » de la France après le 30 juin 1965, de Gaulle exigeait seulement de ses partenaires le respect de leurs engagements les plus solennels. La PAC, qui est encore aujourd'hui la plus importante des politiques communes (les « réalisations concrètes » de Robert Schuman), lui doit l'existence. C'est cette intransigeance si vilipendée à l'époque par les vesterals de la « supranationalité » qui permit l'exécution du programme communautaire dans le plus court délai inscrit dans le traité.

Ce n'est que de surcroît que le général de Gaulle profita de l'occasion pour obtenir l'arrangement de Luxembourg, introduisant la règle de l'unanimité dans les prises de décision « lorsqu'il s'agit d'intérêts très importants » — un « arrangement » au demeurant de pur bon sens. A qui fera-t-on croire qu'il est possible de construire l'Europe en imposant des décisions qu'un Etat membre, serait-ce le plus faible,

jugerait contraires à ses intérêts « très importants » ?

Pourtant, l'essentiel n'est pas là. Il consiste aujourd'hui à ajouter de nouveaux chapitres et de nouvelles dates au calendrier ouvert le 1^{er} janvier 1958 en application du traité et épuisé depuis le 31 décembre 1969. Le domaine à explorer est immense : tout ce qui contribue à édifier « une Europe qui soit elle-même » est « communautarisable ».

Certes, l'enrichissement du contenu de l'Europe, le calendrier de l'union, n'empêchent pas d'améliorer simultanément le contenu, c'est-à-dire l'édifice institutionnel. L'avenir doit rester ouvert. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions. L'Europe est une affaire sérieuse ; elle ne naîtra pas d'une faite en avant institutionnelle... « L'Europe, l'Europe... » — La substitution de faux-semblants de procédure aux solutions de fond des problèmes concrets est le piège favori des professionnels de l'Europe des réalités. Celle-ci ne progressera que par des « arrangements » pragmatiques, par l'entente des gouvernements, désintéressés les plus légitimes d'un pouvoir démocratique. Dans l'avenir proche, ou même prévisible, mieux vaut faire une union de l'Europe qui soit « la chose des Etats » que l'Europe des discours et de l'illusion, c'est-à-dire rien du tout.

« Il ne s'agit pas de fusionner des Etats, de créer un super-Etat. Nos Etats européens sont une réalité historique. (...) mais il faut une union, une cohésion, une coordination. Qui disait cela ? De Gaulle ? Vous n'y êtes pas : Robert Schuman.

Pas de clémence les plus connus d'

De notre envoyé spécial

Vendredi. — Après un retard qui avait élargi l'incertitude, la Cour suprême de la République populaire de Pologne a fini par rendre, vendredi 21 février, un verdict attendu de longue date : Wladyslaw Frasyniuk, directeur de Solidarité, l'ancien dirigeant de l'intégralité de la prison de Lublin, purgera l'intégralité de sa peine : trois ans et demi de prison. Bogdan Lis, qui fut responsable du syndicat à Gdansk, et l'historien Adam Michnik, l'ancien animateur de KOR, resteront, eux aussi, en prison, mais leurs peines sont réduites de six mois. C'est-à-dire ramenées à deux ans (pour Lis) et deux ans et demi (pour Michnik).

Un bien maigre résultat, en dépit des nombreuses interventions faites en faveur des condamnés par l'étranger et en particulier le premier ministre italien Bettino Craxi. Les trois hommes qui comptent parmi les noms les plus connus de l'opposition pour leur rôle d'entre eux, parmi les régularités des prisons de Pologne, avaient été arrêtés il y a un an, alors qu'ils participaient à une réunion autour de Lech Walesa, et accusés d'avoir « dirigé une organisation terroriste ».

Leur procès, au printemps dernier, avait dérangé dans des conditions qui n'avaient rien de normales, la justice polonaise à préserver certaines personnes accusées d'être membres de la « Commission pour la vérité », pour avoir participé à la conviction ou au montage de fragments d'enregistrement.

Pour le procès en appel, les avocats des accusés semblaient tenir un dossier bien plus solide que celui des premiers juges. La Cour suprême, après avoir ajourné sa décision, « en raison de la maladie subite d'un juge », a estimé que si certaines irrégularités de procédure avaient pu être commises elles n'ont pas eu à l'établissement de la vérité. Et si la Cour suprême a une légère remise de peine à deux des accusés, c'est en faisant valoir qu'ils avaient, avant leur condamnation, déjà séjourné en prison sans être formellement jugés, alors que M. Frasyniuk est toujours considéré comme un véritable « terroriste ».

APRÈS TROIS MOIS DE M. Gerardo Fernandez à la tête du gouv

De notre correspondant

Madrid. — Près de trois mois de négociations souvent agitées et quatre votes successifs au Parlement de la région ont été nécessaires avant que M. Gerardo Fernandez Albor, candidat de la formation conservatrice Alliance populaire, ne soit finalement élu, le vendredi 21 février, président du gouvernement régional de Galice. Un poste qu'il occupait déjà depuis 1981, date du rétablissement de l'autonomie dans cette région.

Aux élections régionales du 24 novembre dernier, l'Alliance populaire avait obtenu trente-quatre sièges : deux de plus que les socialistes, mais deux de moins que la majorité absolue. Avec onze députés, la formation centriste Coalicion Galega profita de sa position d'arbitre pour se lancer dans d'interminables et confuses négociations. Elle avait d'abord proposé un pacte à l'Alliance populaire : elle s'était ensuite tournée vers les socialistes pour négocier avec eux et avec un parti nationaliste la formation d'un « gouvernement de progrès », mais l'accord s'ébrécha au moment de parvenir à un accord.

Traffic entre ses secteurs conservateur et « progressiste », Coalicion Galega se contenta finalement de s'abstenir lors du dernier vote d'investiture au Parlement, favorisant ainsi l'élection à la majorité simple de M. Fernandez Albor, qui sera

Étranger

IRAN

« Guerre, guerre jusqu'à la victoire ! »

Dans un nouvel accès de fervor belliqueux, l'Iran poursuit son offensive « Aurore 8 » au sud de l'Irak en criant victoire. L'occupation de Fao donne un nouvel élan à la mobilisation quotidienne de tout un peuple. Voici quelques récents clichés de cet appel aux armes qui résonne depuis six ans.

Correspondance

Téhéran. — A la tribune, l'hodjatolislam Hashemi Rafsanjani, président du Parlement, a les silences et les emballements opportuns de ceux qui savent maîtriser une foule. Derrière un rempart de sacs de sable flanqué de deux palmiers en carton-pâte, il exalte le « clergé courageux qui, au front, se bat aux côtés des soldats ». Le doigt au ciel, il annonce une « mobilisation qui, au moment voulu, éclairera le monde entier », puis, balayant les auditeurs d'un geste du bras, il lâche : « ... Et vous serez présents à ce moment-là ! »

Massés dans un stade couvert de l'ancien complexe olympique de Téhéran, dix-sept mille pasdaran (gardiens de la révolution) s'époumonent : « Hashemi ! Hashemi ! Conduis-nous jusqu'à la victoire ! » Ils célèbrent l'anniversaire du *bassidj* (mobilisation populaire). Au milieu des gradins, des prisonniers irakiens vêtus de rouge ou de blanc ont été disposés de façon à écrire de leurs corps captifs le motif du rassemblement. Dans l'assistance, hormis les femmes, que le tchador contraint à la réserve, et une quarantaine de moliniers compassés sous leurs turbans noirs ou blancs, tous s'efforcent de répondre d'une seule voix à l'orateur.

A la fin du discours de Rafsanjani, Hodj Mortazavi prend en main l'assistance. De ce marchand du Bazar, la révolution islamique a fait l'animateur de toutes ses manifestations officielles. Il a

pour seule tâche de lancer des slogans aux foules. Aujourd'hui, il est secondé par un gigantesque tableau électronique où ces phrases-chocs viennent s'inscrire. Les « classiques » résonnent : « Nous sommes tous des soldats, ô Khomeiny ! », « Guerre, guerre jusqu'à la victoire ! », et, poing levé, « Mort à l'Amérique ! ». Du toit, des hommes en treillis, porteurs de drapeaux, descendent sur des fils comme dans un parade de cirque.

Sur une place proche de l'avenue Waligo-Ar (maître de notre ère, l'un des noms de l'Imam caché), ce dimanche, six cents *bassidjis* s'apprennent à quitter Téhéran pour Ahwaz. Ils ont tous les âges, tous les visages. Ce sont, nous dit-on, des « fonctionnaires désireux de participer à la guerre ». En commun, un bandeau vert ou rouge sur le front : « Je suis amoureux de Karbala » (ville sainte chiite située aujourd'hui en Irak). « Je te rejoindrai ô Hussein ! »

Les *bassidjis* en trances

La cérémonie du départ, en l'espace de deux heures, devient un rite où les *bassidjis* en trances jouent de toute la gamme : portraits du « guide de la révolution » et de son successeur désigné, l'ayatollah Montazeri, litames contre Saddam Hussein, l'Est et l'Ouest, Israël, chants où la confusion entre Khomeiny et l'Imam caché, dont les chiites attendent la venue, est savamment entretenue. Plantée sur le trottoir, immobile, une petite fille en tchador regarde la scène. Des gamins rient en se frappant la poitrine comme leurs aînés en mal de sacrifice pour suivre l'exemple de leur imam martyrisé.

Dans la maison des Javadnia, trois des fils sont morts au front. « En son temps, dit Fatima, leur mère, on avait offert pouvoir et argent à l'imam Hussein. Il a refusé. Il s'est révolté pour construire l'homme et il a envoyé

ses enfants à la bataille. Nos enfants aussi doivent être fidèles à Hussein et venger le sang de nos martyrs. » Sur le tapis du salon, les deux derniers fils Javadnia, huit et dix ans, jouent au Lego. Ali Akbar, le père, à soixante et onze ans et va passer un mois par an au front. Il assure que si la guerre continue, les petits partiront à leur tour.

Fortis de leur nombre, les *bassidjis* sont destinés à épauler l'armée régulière que renforce déjà le corps des pasdaran (gardiens de la révolution). Trois millions d'Iraniens auraient suivi un entraînement militaire. Trois cent mille *bassidjis* seraient en permanence sur les différents fronts où on leur réserve souvent les premières lignes. Les pasdaran ne seraient que cent soixante mille, mais, à la guerre ou dans la vie du pays, ils constituent le fer de lance du pouvoir et son œil sur toutes les autres forces.

Dans la banlieue sud de Téhéran, celle des *moustazafins* — les déshérités au nom de qui la révolution a été faite, — on commence à trouver la guerre longue. « Dans nos campagnes, se plaint Ahmad, trente ans, six enfants, il n'y a ni travail, ni chemins, ni électricité, ni rien. Alors je suis venu ici. Mais regardez comment on vit... » Il montre les baraquements de tôle, les ordures où jouent les gosses, les femmes en train de laver autour de l'unique point d'eau ! « Je crois que je vais ramener tout le monde à la campagne. On attendra la révolution. Si Dieu le veut, elle l'emportera. Saddam sera anéanti et, peut-être alors, on s'occupera de nous... » Ahmad, dont le frano-parler a provoqué un attroupement, boche la tête : « Ça, oui, ce serait la révolution ! »

A tous les coins de rue, des peintures murales vantent la gloire des martyrs et stigmatisent l'ennemi. Saddam Hussein y joue le pantin, l'oncle Sam le croque-mort, Gorbatchev dévore une mappemonde, et le crâne de Miterrand abrite un stock de gre-

nades. Sur les terrains de sport, la publicité bannie par la loi islamique a été remplacée par de longs slogans : « Dans notre société, le sportif n'est pas distinct du soldat ». « La présence de groupes sportifs musulmans sur les terrains internationaux est un bon moyen pour exporter la révolution islamique. »

La prière des enfants

A l'école primaire, les élèves entrent en classe en scandant : « Guerre ! Guerre ! Jusqu'à la victoire ! ». Leur emploi du temps, affiché au mur, s'inscrit dans des obus qui bombardent le drapeau américain (voir le dessin ci-contre). On leur apprend la chanson : « O Dieu, enlève un peu de notre vie pour allonger celle de Khomeiny... »

Sur les marches désertes du perron, là où, les yeux bandés, les otages furent exhibés au monde, un jeune barbu en treillis vert de gardien de la révolution nous attend. Toujours maître des lieux, le collectif des étudiants dans la ligne de l'imam l'a chargé de guider la visite. Il sonne à une première porte blindée qui donne sur un long couloir, dans l'aile droite de l'ancienne ambassade américaine. Au mur, les portraits des « martyrs Darmini, Soliani, Yori et Fadhel », preneurs d'otages morts sur le front irakien. Sur un poster, figurent tous ceux qui vécurent le jour où, dit la légende, « le soleil et l'imam Khomeiny furent nos seuls témoins... ». Leur chef d'alors, Moussavi Khomeini, est aujourd'hui procureur général de la révolution...

Deuxième pièce à gauche, des bâtonnets gravés dans la paroi sont cochés par séries de dix. Bilan des jours d'attente, mémoire des otages. Le graffiti a été mis sous verre et encadré. Le compte s'arrête à 145. La détention avait duré quatre cent quarante-quatre jours...

Au mur toujours, une dizaine de fresques, obsession de rosaces



VIOLETTE LE QUÈRE

et de fleurs géométriques, œuvre d'un dénué. Dans la pièce voisine, quelqu'un a dessiné au fusain Khomeiny et Mossadegh. D'une armoire, notre hôte sort un épais dossier. Chacun des cinquante-deux otages y a sa fiche et sa photo. En les passant en revue, le pasdaran évoque un souvenir. Congu comme un roman-photo, un second dossier retrace, en cent cinquante clichés, l'épopée de la prise des otages. Le texte d'accompagnement s'indigne : « Ah ! vous buviez de l'alcool chez les martyrs de l'humanité ! Ah ! vous dansiez sur le cadavre de la liberté humaine ! » « Quelle grandeur, bander les yeux de la justice ! Comme c'est beau ! »

Le « nid d'espions »

Le « collectif » ne l'y ayant pas autorisé, notre guide refuse de répondre à la moindre question. Il se réinstalle posément à sa table de travail et, d'un tas, il tire une fine lanterne blanche d'une quinzaine de centimètres pour taster de la casser dans le puzzle d'une dépêche incomplète. Ce n'est pas le bon bout. En silence, il évalue un autre morceau, le place ailleurs... Une fois achevée, la dépêche aux allures de tapis persan ira rejoindre le lot de celles qui,

reconstituées au fil des années à partir des documents passés au broyeur par les diplomates américains, ont déjà donné le jour à cinquante-six ouvrages marqués du sceau « confidentiel », dont *l'Interventionnisme US en Iran, les Etats-Unis et le chah, la CIA et Bani Sadr*.

La « collection » comprend des titres moins attendus : *les Chefs arabes, marionnettes du Grand Satan, le Pakistan, l'URSS en sept volumes, la Palestine, l'Egypte, etc.* Depuis Téhéran, la CIA « observait » en effet toute la région. Dans une dépêche « top secret » qui traîne — par hasard ? — sur la table de travail, Washington demande, au printemps 1979, au chef de l'antenne locale, si l'ayatollah Shariat Madari (rival de Khomeiny) dispose de partisans armés. Sinon, « une des factions armées existantes est-elle proche de Shariat Madari ou peut-elle être poussée vers lui ? »

Dans la cour, une dizaine de gardiens de la révolution en herbe jouent au basket-ball sur le terrain désaffecté de l'ambassade. Le « nid d'espions » est devenu une école pour pasdaran. Une inscription en arabe rappelle la nouvelle vocation du lieu : « Celui qui obéit à Khomeiny obéit à Dieu. »

PATRICE BARRAT.

LA GUERRE DU GOLFE

L'état-major irakien sera longue et co...

Les forces irakiennes poursuivraient leur grignotage du terrain conquis par les Israéliens le 9 février dans la région de Fao. Le commandant en chef de l'armée irakienne de front sud a affirmé vendredi que les troupes irakiennes ne contrôlaient plus que 200 kilomètres carrés autour de Fao, ville irakienne occupée depuis douze jours. De côté irakien, l'hodjatolislam Hashemi Rafsanjani représentait personnel de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de la défense, a affirmé vendredi que « les objectifs de la première

Bagdad. — La bataille du Chatt-el-Arab promet d'être l'une des plus meurtrières de la guerre si l'on en juge par l'importance des moyens mis en œuvre par les deux parties.

Pour faire face à l'invasion du territoire national — c'est la première fois que les Iraniens réussissent l'exploit de traverser le Chatt-el-Arab — Bagdad a mobilisé les deux brigades blindées de la garde républicaine, qui fut à l'origine la garde présidentielle du président irakien, et qui a participé à toutes les grandes batailles depuis 1982. Le déploiement de ces chars, défilant à la tombée de la nuit dans les rues de Bagdad en direction vers le front, a été un événement dans la capitale, et témoignage de la gravité de la situation.

La mobilisation de la garde républicaine a coincidé avec l'utilisation massive des chasseurs-bombardiers de l'armée de l'air et des hélicoptères de « libération légère », qui, ensemble, ont effectué jusqu'à 75 sorties par jour, record absolu pour cette guerre. D'habitude, la puissance aérienne irakienne est tenue en réserve, « pour ne pas risquer les appareils inutilement ».

Autre facteur marquant l'importance accordée par Bagdad à l'issue de cette bataille, la nomination de généraux « politiques ». A la tête des colonnes qui sont chargées de déloger les Iraniens retranchés à Fao, il s'agit du chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, le général Hachem Sabah El Fahri, et du général Saïd Toumah El Jabouri,

SÉNÉGAL

La chaloupe pour la démocratie

Avec l'Université des mutants, M. Léopold Sédar Senghor avait voulu faire de Gorée un Centre international d'échanges culturels. Après une longue léthargie, les « mutants » semblent se réveiller.

De notre envoyé spécial

Dakar. — Il y a quelques jours, devant un grand hôtel de la capitale sénégalaise, les touristes regardaient avec perplexité de graves messieurs entasser dans un petit autobus. Un carton sur le pare-brise en indiquait la provenance étonnante : « Université des mutants ». Les plus curieux essayaient de déchiffrer discrètement le badge que les passagers pour l'étranger portaient au revers du léopard-veston : « Colloque AFETIMON ».

La réponse à une partie de leurs interrogations se trouvait dans le quotidien national *le Soleil*. Plusieurs dizaines d'universitaires venus d'Europe, d'Afrique noire et du Maghreb, membres de l'Association française pour l'étude du tiers-monde, viennent de se rendre au Sénégal pour faire « le bilan » et tracer « les perspectives de la démocratie » dans les pays dont ils sont les spécialistes.

Ancien élève, comme tant d'Africains, du professeur Gonide, président de l'AFETIMON, M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, avait lui-même inauguré les travaux, dans lesquels il voyait « un encouragement aux efforts d'instauration d'une démocratie nationale et africaine », avec le concours de l'Université des mutants.

Vanité des entreprises humaines ! Qui se souvient qu'en 1978 Roger Garaudy proposa à son ami Senghor de réunir sous ce fronton des hommes venus de tous les pays, « portant en eux le pro-

jet d'un ordre économique social et culturel nouveau, et préparant ainsi une « mutation historique ». Un an plus tard, la presse internationale était conviée à la naissance de l'établissement, financé par l'UNESCO et l'Agence de coopération culturelle et technique.

Rien n'aurait tant M. Birame Ndiaye, actuel directeur des « mutants », qu'une allusion à leur apparent sommeil depuis des années. Des Dakarais nous avaient assuré que l'étrange espèce s'était éteinte. « Allez voir sur place, mon directeur des études vous attend », nous dit Birame Ndiaye.

Les cogitations des « mutants »

Nous prenons donc la chaloupe pour Gorée, cette « île serene, accrochée comme un canot de sauvetage au flanc du vaisseau Afrique et propice à l'illumination de la conscience », comme dit le professeur Ki-Zerbo dans le « guide » des lieux. Flanqué de l'ancien consulat des Etats-Unis, restauré par un riche Américain, le siège de l'Université, autrefois occupé par la marine française, a encore fibre afflue. Dans la « salle de méditation », notre mentor nous fait une discrètement compagne pour ne pas troubler notre face-à-face avec une « nymphe indienne époque Gupta » et un « Sargon mésopotamien ».

« Il y a une cassette explicative de Garaudy, si vous avez le temps... », indique-t-il sans insister. Le philosophe ne paraît plus en odeur de sainteté. « Il se fait rare depuis que Senghor n'est plus président. Il est passé ici il y a un an, lors d'un colloque sur l'Islam, je crois. »

Le « directeur des études » ne cache pas certaines déceptions. « Le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), qui nous avait aidés au début, nous a lâchés. Le Québec

nous avait promis de l'argent en 1981 : nous attendons toujours. Récemment, nous avons demandé le concours du ministère français de la culture pour un séminaire, mais sans résultat. »

La vie continue néanmoins, et un organisme annonce un effectif de quinze personnes, dont deux chauffeurs et une « ménagère ». Il importe, souligne le directeur des études, de « faire partager par la grande majorité de la population les résultats des cogitations des mutants, afin que l'institution contribue véritablement au développement collectif des populations des campagnes comme des villes ». C'est pour quoi des brochures sur papier glacé sont généreusement distribuées. Il existe même un trimestriel — le *Mutant d'Afrique* — dont le premier numéro est sorti en avril 1982. Il y eut un numéro deux quelque temps plus tard, le numéro trois « est en préparation ».

Il n'y a pas, ici, d'enseignement continu, mais des stages sous la direction d'« experts internationaux de haute compétence ». Aucun diplôme n'est exigé pour les stagiaires, mais chacun d'eux est tenu de laisser un mémoire. Nous aimerions lire une *Contribution à une saine émulation spirituelle entre chrétiens et musulmans* et une réflexion sur la *Médecine sénégalaise à la croisée des chemins*, mais la personne qui détient les clés de la bibliothèque a été appelée « en ville ».

Le prochain stage, dans deux mois, aura pour thème l'intégration en Afrique. Le gîte du Relais de l'espérance, où les heureux élus allaient naguère, étant en réfection, les stagiaires « devront coucher à deux par chambre au-dessus de la porte ».

Birame Ndiaye ne cherche pas à dissimuler la minceur du bilan. « C'est vrai, admet-il, que les mutants ont été en léthargie pendant quelque temps, mais les choses sont en train de changer. Nous

avons le soutien du président. » Le gouvernement sénégalais assure un budget annuel de 25 millions de francs CFA, que peuvent écouler différentes contributions extérieures. L'Université des mutants est chargée des stages sur l'île mais s'occupe aussi de quelques-uns des nombreux colloques dakarois.

Il n'est guère de jour où un ministre sénégalais ne soit mobilisé pour ouvrir ou clôturer les réunions de bavards étrangers. Experts-comptables ou chirurgiens-dentistes, qui, en cette saison, préfèrent le soleil de Dakar aux frimas de Montfort-l'Amaury pour la réunion de leur association, ont droit à un écho aimable dans le *Soleil* grâce à la figuration desdits ministres, mais ils ne sont pas défrayés. Beaucoup plus adroite est la démarche des experts en développement, sachant faire participer l'élite africaine à leurs réflexions altruistes dans un paradis touristique qui a fait du colloque et du séminaire une « industrie nationale ».

« Tout cela n'est futile qu'en apparence, objecte un observateur indulgent de la scène dakaroise. Le Sénégal n'a qu'un véritable atout : sa bonne image internationale. Le colloque est une façon de l'entretenir, et seuls les esprits chagrins se scandaliseront de dépenses qu'ailleurs on préfère consacrer à l'armée ou au palais du parti unique. »

Il n'empêche qu'en ouvrant le colloque sur la démocratie, le professeur Gonide se demandait publiquement si un tel exercice ne paraîtrait pas vain à beaucoup, tant sur le continent noir, ce mot est vide de sens. « On ne peut qu'être surpris par le paradoxe dont témoignent la quasi-totalité des systèmes politiques africains, qui tentent de concilier régime parlementaire et monopartisme, constatant d'entrée de jeu le secrétaire général de l'AFETIMON, M. Albert Bourgi. Le régime parlementaire ne suppose-t-il pas la

mise en concurrence de deux partis politiques au minimum et n'implique-t-il pas l'alternance démocratique ? »

Entre ceux pour qui la « démocratie formelle » crée une « déperdition d'énergie » dans la lutte pour le développement et les partisans du « pluralisme démocratique, garant des libertés publiques », le débat est souvent rude.

Cultivant avec un plaisir évident la provocation, M. Jacques-Marcel Nzouankeu, maître de conférences à la faculté des sciences juridiques de Dakar, est le plus batailleur du second camp : « On prétend que la démocratie pluraliste est un régime importé, non adapté à l'Afrique. Curieusement, ceux qui soutiennent cette thèse ne renoncent pas à d'autres articles importés, tels que les voitures. Ils veulent bien importer les machines et autres biens, mais non le système politique qui a permis leur création. » Cet universitaire sans inhibitions est un Camerounais, qui a trouvé à Dakar un climat propice à ce genre de joute, sans risque d'ennuis avec le pouvoir. Nombre de ses collègues, venus d'autres pays d'Afrique noire ou du Maghreb, « se défont » manifestement sans susciter l'émou des autorités.

En marge du colloque, certains responsables de quelque quinze partis d'opposition sénégalais se chargent de plonger les délégués dans les travaux pratiques sur les institutions locales.

Hommages posthumes

Lors de la séance inaugurale, le président Diouf a observé une minute de silence à la mémoire du professeur Cheikh Anta Diop, décédé quelques jours auparavant. Il donnait en cela l'exemple assez rare d'un chef d'Etat africain rendant hommage à un adversaire.

Le défunt s'était surtout opposé au président Senghor, pour lequel il était un rival sinon par le sens politique, du moins par la stature

intellectuelle. L'auteur de *Nations nègres et culture* ne fut-il pas le maître à penser de nombreux Africains dans les années 60 ? Le président Diouf avait essayé de normaliser les relations entre le pouvoir et cet intellectuel, si utile pour l'image du Sénégal, justement, par exemple en 1983, quand il fit une tournée de conférences dans les universités américaines à l'invitation de l'Association Martin-Luther-King. Il n'en resta pas moins qu'élu sur une liste d'opposition en 1983, Cheikh Anta Diop avait refusé d'occuper son siège à l'Assemblée nationale pour protester contre la fraude électorale. Un geste que bien des participants sénégalais au colloque tenaient à rappeler au milieu des hommages officiels à titre posthume.

Au soir du dernier jour, Birame Ndiaye, fidèle au poste, reçoit dans sa villa. Masques âgés sur les murs ; dernières nouveautés françaises dans la bibliothèque. Des Sénégalais qui ont été les élèves ou les camarades de faculté de membres de l'association sont présents. Birame Ndiaye et son épouse donnent des nouvelles d'un absent, rappellent un bon souvenir commun.

Parmi les hôtes de l'Université des mutants, tous se sont pas des africanistes. Leurs communications pendant le colloque ont souvent été abstraites. Maintenant, en marge de la réunion, ils s'informent des réalités locales. Installés à Reims, qui à Limoges, et se présentent plaisamment comme des « turbo-profs ». Ce sont aussi des « jets-profs » habitués des colloques, de préférence au bord des mers bleues. Il suffit pour cela de savoir adapter sa thèse de jeunesse à tous les thèmes et de la ressusciter avec un assaisonnement nouveau. Plus tard, ailleurs, ils colporteront la bonne image du Sénégal. Le chef des « mutants » n'a peut-être pas perdu son temps.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

LE PREMIER... POUR L'ANNÉE... ALLEZ-Y EN 2 VOTURE

Liban

Washington déplore « la reprise du cycle de la violence » au Sud

Les Etats-Unis ont « profondément regretté », le vendredi 21 février, « la reprise du cycle de la violence » au Liban du Sud à l'occasion des opérations de rattachement israéliennes et appelé au retour au calme dans la région. « Nous comprenons le désir du gouvernement israélien de libérer ses soldats prisonniers, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, mais nous croyons qu'un retour au calme au Liban du Sud et la fin du conflit actuel sont dans l'intérêt de tout le monde. »

Sur le terrain, le rattachement, par les forces israéliennes de plusieurs localités du Liban du Sud, a été marqué vendredi par un incident, au cours duquel un soldat du bataillon ghanéen de la FINUL (Forces intérimaires des Nations unies pour le Liban) a été blessé, et par des tirs de roquettes lancées contre la Gailée occidentale qui n'ont pas fait de victimes.

L'armée israélienne, qui recherche deux de ses soldats enlevés lundi par la Résistance islamique, a principalement perquisitionné vendredi cinq localités, a indiqué le porte-parole de la FINUL, M. Timour Goksel.

Dans un des villages, Choura, l'armée israélienne, pour la première fois depuis lundi, a interrogé des femmes et les enfants, alors que jusqu'à présent seuls les hommes étaient soumis à un interrogatoire.

A Jérusalem, le chef d'état-major de l'armée israélienne a révélé que d'importants effectifs militaires israéliens engagés dans l'opération au Liban du Sud pour retrouver les deux soldats disparus ont été retirés vendredi de la région de Tibna.

« Tel est le changement substantiel survenu aujourd'hui », a-t-il souligné en s'appuyant sur le souhait de dissiper l'« atmosphère d'hosti-

Une photo de la Ville sainte

A Beyrouth, l'hebdomadaire du mouvement intégriste pro-iranien Hezbollah Al-Aash (l'Engagement) a publié vendredi des détails sur l'opération qui a abouti, lundi dernier, à la capture au Liban du Sud de deux soldats israéliens, dont il publie la photo.

L'hebdomadaire, daté de jeudi dernier selon le calendrier musulman et distribué vendredi à Beyrouth, publie en première page une photo représentant deux jeunes gens sous perfusion, étendus sur des lits blancs. Sur les murs de la chambre, une photo de la Ville sainte de Jérusalem, des portraits de dirigeants musulmans, notamment de l'imam Khomeiny, et un slogan : « Le fusil de la Résistance islamique est l'unique réponse et les cohortes des martyrs assurent la victoire. »

La légende de la photo où l'on voit un des blessés avec un bandage au front précise : « Les deux prisonniers israéliens avant l'exécution de l'un d'eux. La Résistance islamique avait annoncé mercredi soir par téléphone l'exécution d'un de ses deux prisonniers, après l'expiration de l'ultimatum qu'elle avait lancé aux forces israéliennes pour qu'elles se retirent des villages du Liban du Sud, où elles ont pénétré depuis lundi pour rechercher les deux soldats. Elle n'a pourtant fourni aucune preuve de cette « exécution », même pas le nom de sa victime. » (AFP.)

LA GUERRE DU GOLFE

L'état-major irakien admet que la reconquête de Fao sera longue et coûteuse

Les forces irakiennes poursuivent leur lent grignotage du terrain conquis par les Israéliens le 9 février dans la région de Fao. Le commandant en chef de l'armée irakienne de front sud a affirmé vendredi que les troupes irakiennes ne contrôlaient plus que 200 kilomètres carrés autour de Fao, ville qu'elles occupent depuis douze jours. Du côté iranien, l'hebdomadaire Hachemati Rafsanjani, représentant personnel de l'imam Khomeiny au Conseil supérieur de la défense, a affirmé vendredi que « les objectifs de la première

étape de l'offensive Aurore-8 avaient été atteints », ajoutant que le but de Téhéran n'était pas de prendre Basorah, la grande ville du sud de l'Irak, contrairement à ce qui avait été annoncé par certains milieux militaires occidentaux.

Aux Nations unies, où le débat sur le conflit irano-irakien s'est poursuivi vendredi, les quinze membres du Conseil de sécurité se sont mis d'accord, pour la première fois depuis le début de la guerre, sur un texte de résolution faisant la part des responsabilités des deux belligérants, sans toutefois condamner « les actes initiaux qui ont provoqué le conflit, ainsi que la poursuite des hostilités ». Le texte de résolution sur lequel les quinze membres du Conseil de sécurité se sont mis d'accord demande aux deux belligérants d'observer un cessez-le-feu immédiat et de soumettre « immédiatement tous les aspects du conflit à la médiation ou à tout autre moyen de règlement pacifique des différends ». (AFP.)

Jusqu'à présent, les Irakiens ne sont pas tombés dans le piège, et les quelques renforts qu'ils ont expédiés vers Fao sont venus de garnisons beaucoup plus lointaines. On estime à Bagdad que les Irakiens ne pourront monter deux opérations à la fois, une au sud, où ils auraient amassé plus de 84 000 hommes au total, et une autre à des centaines de kilomètres plus au nord.

Néanmoins, la concentration de quelque 50 000 soldats irakiens devant Ahwaz, à l'est des îles Majnoon, demeure pour Bagdad une réelle source d'inquiétude. Cette force, toujours disponible, serait capable soit d'avancer vers le nord pour lancer une attaque sur Qourmah, qui couperait la route Bagdad-Basorah, soit de pivoter dans l'autre sens pour venir derrière les colonnes irakiennes qui font route actuellement vers Fao, dans le but de les prendre en tenaille.

« Ce ne sont plus des gamins... »

Les Irakiens ont lancé leur contre-attaque à partir des trois pistes plus ou moins praticables qui mènent à Fao : une le long du Chatt-el-Arab sous la direction du général Fahri, une autre au sud et la troisième au milieu. En même temps, l'aviation plonge les arrières pour empêcher le renforcement du dispositif irakien.

Cette bataille a révélé un professionnalisme nouveau de la part des

gardes révolutionnaires irakiens, qui, jusqu'ici, étaient mal équipés et entraînés, se livrant à des attaques suicides plus qu'à des opérations conventionnelles soigneusement préparées. Pour traverser le Chatt-el-Arab, par exemple, large d'un kilomètre à Fao, ils ont jeté des pontons flottants durant la nuit du 9 au 10 février, formés de gigantesques cubes de Styrofoam et recouverts de morceaux de tôle. Ce genre de construction, fait de moyens de fortune, est néanmoins assez solide pour supporter le poids de camions légers, mortiers et pièces d'artillerie tractées, qu'ils amenèrent en grand nombre pour appuyer leur attaque.

La presse irakienne estime que la traversée du Chatt-el-Arab a été accomplie par « cinq brigades bien entraînées des gardes révolutionnaires », tandis que des observateurs étrangers notaient d'après les images de la télévision irakienne que « les gardes révolutionnaires paraissent cette fois plus âgés que les vagues humaines des autres années, et surtout mieux équipés : uniformes réglementaires, bottes et masques à gaz. Ce ne sont plus des gamins de douze ou treize ans, mais des jeunes hommes de vingt ou vingt-cinq ans ».

Autre détail significatif, les nombreux équipements d'homme-grenouille retrouvés sur le champ de bataille laissent penser qu'au moins une partie de la première vague a traversé le Chatt-el-Arab à la nage.

KENNETH TIMMERMAN.



Les forces irakiennes poursuivent leur lent grignotage du terrain conquis par les Israéliens le 9 février dans la région de Fao.

reconstituées au fil des années à partir des documents publiés dans ce journal, ont déjà orné le jour à du sceau « confidentiel », dans l'attente de l'interdiction de l'usage de ces photos. Les Etats-Unis et le chah, la CIA et le Pentagone, ont compris les enjeux politiques de ces photos. Les documents sont destinés à servir de preuve dans les procès de la liberté de la presse et de la justice.

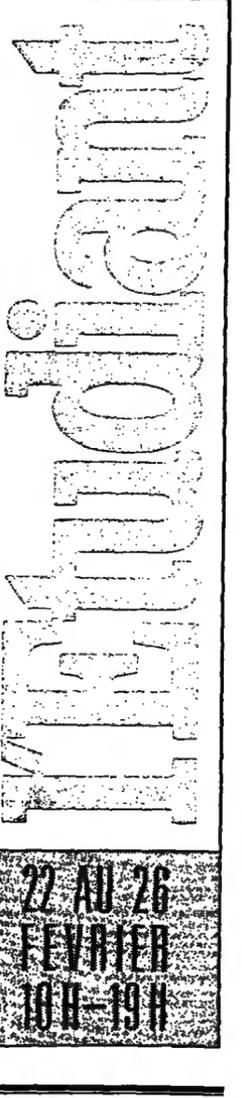
PATRICE BARRAT.

intellectuelle. L'absence de notions rigoureuses de culture ne fait pas le maître à penser de nombreux Africains dans les années 60. Le président Diouf avait essayé de normaliser les relations entre le pouvoir et les intellectuels, mais pour l'image de Senegal, notamment par exemple en 1983, quand il fit une tournée de conférences dans les universités américaines à l'invitation de l'Association Martin-Luther-King. Il n'en resta pas moins qu'un sur une liste d'opposition en 1983. Cheikh Anta Diop avait refusé d'occuper son siège à l'Assemblée nationale pour protester contre la fraude électorale. La geste que rien des participants nigérian au colloque tentait de rappeler au milieu des hommages officiels à titre posthume.

Au soir du dernier jour, Birame Ndiaye, fidèle au poste, repart dans sa villa. Masques blancs sur les murs, dernières conversations françaises dans la bibliothèque. Des Sénégalais qui ont été les élèves ou les camarades de faculté de membres de l'association sont présents. Birame Ndiaye et son épouse donnent des nouvelles d'un absent, rappellent un bon souvenir commun.

Parmi les hôtes de l'Université des mutants, tous ne sont pas des africainistes. Leurs communications pendant le colloque ont souvent été abstraites. Maitenant, en marge de la réunion, ils s'interrogent sur des réalités locales. Installés à Paris, ces juristes enseignent qu'à Reims, qui à Limoges, et se présentent plaisamment comme des « turbo-profs ». Ce sont aussi des « jets-profs », habitués des colloques, de préférence au bord des mers bleues. Il suffit pour cela de savoir adapter sa thèse de la nasse à tous les thèmes et de la resservir avec un assaisonnement nouveau. Plus tard, ailleurs, ils cogiteront la bonne image de Senegal. Le chef des « mutants » n'a peut-être pas perdu son temps.

LE PREMIER SALON QUI FAIT TOUT POUR NE PAS VOUS REVOIR L'ANNÉE PROCHAINE. LES 5 JOURS DE L'ETUDIANT POUR CHOISIR SES ETUDES ET SON METIER. ALLEZ-Y EN 2 VOITURE France Inter la Villette 22 AU 26 FEVRIER 1988-1989



France

EN CAMPAGNE

M. François Létard fait son marché

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Les médias n'ont aucune morale. François Létard en est la révélation un soir, en chantant l'ajaccien en direct. Quelques temps auparavant, il plançait à « l'heure de vérité ». Trac, répétitions, bachotage : « On a fait 12 % d'écoute ». Puis, on l'invite à une émission de variétés avec Patrick Sébastien en lui demandant de pousser la chansonnette. Il choisit l'hymne immémorial de l'île de Beauté : l'école bondit à 54 %. « Le lendemain, les gens m'arrêtaient dans les aéroports et me demandaient de sauver la France ».

Tout d'un coup, tout lui devient clair. Et d'abord qu'une soirée électorale réussie ne se bétonne pas comme un discours de sous-préfet, mais se figeole savamment comme un patchwork d'apercus calibrés en direction de l'adversaire et de cibles irrésistibles au public. Aux Cortes, le jeudi 20 février, on se doit donc de rappeler, de Bastia à Ajaccio : « Je suis fier d'être corse » — il l'est, de fait, par sa mère.

M. LE PEN A BESANÇON

« Sommes-nous des Untermenschen ? »

De notre correspondant

Besançon. — Pour entendre M. Le Pen, vendredi soir 21 février, au Palais des sports de Besançon, ils étaient venus un millier. Il y avait là un bon échantillon de la population citadine enrichie de l'apport rural des communes périphériques. Ne manquaient guère que les gardiens de la paix retenus malgré eux à l'extérieur pour cause de risque de « manif », et, bien sûr, les immigrés dont, au demeurant, on aurait été étonné qu'ils donnent 20 francs pour payer leur entrée mais au sujet desquels le président du Front national a souligné, au passage, qu'il veut mieux payer un éboueur français 10 000 francs qu'un éboueur sénégalais 6 000 francs, ce qui nous revient en fait à 20 000 francs.

Le chef de l'extrême droite a aussi évoqué sa prestation de la veille sur TF 1 : « J'ai hésité à me présenter à la télévision avec une étoile blanche marquée dessus « Français », car la défense de l'identité française est très mal vue par la classe politique et la classe médiatique », a-t-il expliqué.

« Sommes-nous des Untermenschen (1), des citoyens de deuxième catégorie, pour ne pas oser prétendre préserver notre culture française ? »

Il apparut en tout cas que M. Le Pen reste l'un des rares dirigeants politiques à savoir encore conduire un meeting, jouant savamment de tout son registre pour susciter les applaudissements toutes les trois minutes. Ah ! bien sûr, ce ne sont pas forcément toujours les mêmes

● Le capitaine Dominique Prieur refuse de figurer sur la liste de M. Le Pen. — M^{me} Daniel Soulez-Larivière a annoncé, le 21 février, à l'AFP, que sa cliente, la capitaine Dominique Prieur, emprisonnée en Nouvelle-Zélande à la suite de l'affaire du Rainbow Warrior, a rejeté « simplement mais fermement » l'offre que lui avait faite le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, de figurer sur sa liste parisienne aux élections législatives. M. Le Pen avait fait publiquement état de cette proposition le 16 février, au cours d'un meeting à Limoges (Haute-Vienne).

LIVRES A VENDRE ?
Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

Aux journalistes, dans l'avion : « Ce n'est pas pour vous flatter, mais j'aurais aimé faire votre métier. » A un marathonia qui l'agrippe à une sortie de salle : « Téléphonez-moi donc, on ira courir ensemble. » A Toto, berger corse et barbu, descendu tout exprès de son maquis : « Toto, mets ton chapeau pour la photo. » Aux gendarmes qui surveillent à mi-voix son avion sur la piste glacée de l'aéroport : « Ça va ? » Dans le mille. A tout coup, sauf une fois, quand il félicite son public d'être venu l'entendre « ce soir, pourtant le soir de la cinquième chaîne ». « Hé, ici, on ne la capte pas », marmonne un vieux Corse au fond de la salle.

Un référendum

Soyons juste, François Létard n'a pas seulement assimilé des petits « trucs » d'idole des jeunes, mais aussi qu'un chef de parti en campagne, pour crever chaque jour dans les médias la muraille molle des petites phrases, se doit de réagir vite aux coups de l'adversaire et de

cogner fort. Le grand adolescent aux idées larges et au sourire de bachelier avec mention, qui, voici quelques années, ringardisa toute la classe politique et construisit son image en envoyant des bises aux majorettes, s'est insensiblement, au fil de la campagne, transformé en chaboteur teigneux dont on craint les coups de pied et dont on redoute le fluide glacial. « Au fond, je suis tolérant. Jospin aussi, j'en suis sûr. Mais un chef de parti est obligé d'agresser. Vous vous y pliez ou vous faites autre chose ».

Pan donc, l'été dernier, sur M. Mitterrand « qui n'est plus un Etat », Pan aujourd'hui sur « le socialisme qui nous laisse des cadavres dans les placards et des bombes à retardement dans les couloirs ». Et pan sur Badinter. Pas sur l'homme, bien sûr, — « je respecte la personne » — mais sur le ministre « qui depuis 1981 a essayé trente-trois rejets de ses projets de loi par le Conseil constitutionnel qu'il préside aujourd'hui ».

Et surtout, à peine plus de vingt-quatre heures après le choc de la nomination du garde des sceaux à la présidence du Conseil constitutionnel, voici la parade, étincelante comme une lame de mousquetaire jaillie du fourreau : un référendum. Après le 16 mars, François Létard demandera à l'opposition d'« assurer, par la voie du référendum, la garantie du respect de la liberté économique, de la liberté de l'école, de la liberté de la presse ». Autrement dit, la proclamation de ces trois libertés dans le préambule de la Constitution, pour que M. Badinter, si possible, s'y emmêle un peu les pieds.

Du punch et du jarret, certes, mais pas seulement. Notre marathonia s'est aussi frotté au marketing,

ce qui est bien le moins pour un fervent du libéralisme : « Une campagne, c'est comme un marché. Il y a l'offre, c'est-à-dire le message. Et la demande : le public. » Bref, François Létard a peut-être compris qu'il est nuisible de dire n'importe quoi à n'importe qui.

La compromission nécessaire

Les téléspectateurs ignorent donc encore — et ignorent probablement toujours — que l'homme François Létard considère en conscience comme « une injustice tout à fait intolérable » le licenciement par la firme Sumitomo-Dunlop de Monthloup de l'ouvrier Alain Clavaud, accusé d'avoir accordé à l'Humanité une interview sur ses conditions de travail.

De même, les développements sur la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, proposée par la plate-forme de l'opposition, sont réservés de préférence « aux publics de socio-professionnels ». Quant au Front national, François Létard, coincé entre ses électeurs lepénistes du Var et sa nécessaire image libérale, admet prudemment y trouver « le meilleur et le pire ».

Mais comme il est touchant, François Létard, quand il avoue, avec une moue de saint Sébastien de la compromission nécessaire, que « c'est vrai, cela ne vole pas toujours bien haut. Mais enfin, c'est une campagne... ». Une campagne efficace ? On le saura le 16 mars. En attendant, elle se déguise comme un verre d'eau en pleine canicule à la terrasse d'un café de Fréjus : rafraîchissante, et délicieusement sans saveur.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

Plusieurs intellectuels et des personnalités des arts et des spectacles signent le « manifeste du 17 mars »

Plusieurs personnalités, sollicitées par le journal *Globe*, ont décidé d'adopter, en vue du scrutin législatif, un « manifeste du 17 mars » qui précise : « Dans moins de quatre semaines maintenant, une nouvelle majorité politique se formera — peut-être — au Parlement. Sans préjudice des contours de cette majorité ni de la nature du gouvernement qui en sera issu, les soussignés entendent réaffirmer leur attachement à un certain nombre de valeurs qui leur paraissent en toute hypothèse devoir être scrupuleusement respectées. Par avance ils à rendre publique, par le présent, la liste des dix mesures,

orientations, ou dispositions, qu'ils n'accepteront en aucun cas car elles constitueraient, à leurs yeux, une intolérable régression. Par-delà leur diversité, leurs désaccords éventuels, ils s'accordent à penser que ces dix mesures forment aujourd'hui l'infranchissable limite au-delà de laquelle c'est notre culture démocratique qui se verrait entamée. »

- Les dix points sont les suivants :
- 1) Le rétablissement de la peine de mort.
 - 2) La remise en place des juridictions d'exception, telle la Cour de sûreté de l'Etat.
 - 3) La restauration de la loi Sécurité et Liberté, c'est-à-dire le retour à une politique privilégiant la régression sur la prévention.
 - 4) La révision du code de la nationalité dans le sens d'une remise en question du « droit du sol », promulgué par le général de Gaulle à la Libération.
 - 5) L'instauration d'une discrimination raciale implicite ou avouée, dans le régime des prestations sociales et familiales.
 - 6) La nomination de ministres issus du Front national.
 - 7) Le déclenchement d'une chasse aux sorcières dans la fonction publique, les médias et les entreprises nationales.
 - 8) La remise en cause du soutien de l'Etat à la création culturelle, le blocage ou l'arrêt des grands travaux (Louvre, Palais-Royal, La Villette, l'Opéra de la Bastille).
 - 9) La remise en question du principe de service public, de radio et de télévision.
 - 10) A propos de radio et de télévision, la remise en cause du processus de libération des ondes amorcé par François Mitterrand.

« Votez ras-le-bol votez Lutte ouvrière »

Lutte ouvrière est à la vie politique française ce que le gîte rural est à l'hôtellerie de luxe. Rigueur du discours et asotisme du décor. Le « bourgeois » à toujours droit à sa vote de bois vert, et les drapeaux rouges sont censés représenter l'horizon émancipateur de la « classe ouvrière ». Le vendredi 21 février, pour son meeting de lancement de campagne à la Mutualité à Paris, LO n'a pas failli à sa tradition trotskiste. Pas de fioritures inutiles pour les mille deux cents personnes environ qui étaient venues écouter la vedette « américaine », M. Daniel Bédard, salarié de Renault-Films, tête de liste dans les Yvelines, et la vedette de toujours, M^{me} Arlette Laguiller, porte-parole nationale de LO et tête de liste législatif et régionale en Seine-Saint-Denis.

Pas de pitié pour les gouvernements. « Faire le bilan de la gauche, c'est faire son procès », a déclaré M. Bédard, car « les socialistes prétendaient changer la vie, mais ils n'ont fait que favoriser la spéculation ». Pour M^{me} Laguiller, « la gauche s'est déconsidérée au gouvernement » et, ce qui est pire, « c'est

qu'elle a déconsidéré les idées de gauche ».

Et si les socialistes sont responsables de « la démolition de la classe ouvrière », le PCF n'en est pas quitte pour autant. « Il serait trop facile pour le Parti communiste, devenu critique, de se laver les mains, car il a été l'un des artisans de cette politique. » A bien comprendre les dirigeants de LO, la présence des ministres communistes n'avait qu'une seule fonction : faire avaler la pilule de la politique « anti-ouvrière », parce que « les militants du PCF ont du crédit dans les entreprises ».

Résultat : le seul vote utile pour l'électorat communiste et ouvrier, c'est le vote LO. Une façon d'exprimer son « ras-le-bol » tout en sachant qu'il ne faut faire « confiance qu'à la lutte de classes ». Au-dessus de la tribune, une banderole résumait le tout : « Voter ne sert à rien si on ne sait pas se fâcher à temps. » Les électeurs pourront tout de même « se fâcher » le 16 mars, dans les trente-trois départements où LO présente des listes aux deux élections.

O. B.

Propos et débats

M. Joxe : aidé

M. Pierre Joxe a mis un nom, le vendredi soir 21 février à Louhans (Saône-et-Loire), sur chacun des choix des élections législatives : « En économie, le choix c'est quoi ? C'est Bérégovoy l'équilibre et Monory l'inflation ; c'est Chevènement l'ouverture et Haby la séduction ; c'est Croisson l'expansion ou Giraud la faillite. » En politique extérieure, c'est le verbe « aider » qui marque la différence : « Soit aider l'horrible Bokassa à opprimer son peuple, soit aider le peuple haïtien à se débarrasser de l'horrible Duvalier. »

M. Toubon : 8 %

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, promet, dans une interview à l'Est républicain, que l'opposition devenue majorité allègera toutes les tranches de l'impôt sur le revenu de 8 % en 1987. D'autre part, il définit en ces termes la différence entre M. Le Pen et le RPR : « Lui parle de choses qu'il ne fera pas, alors que nous, nous débarrasserons des immigrés clandestins. »

M. Juillet : la cohabitation-Liban

Pour M. Pierre Juillet, ancien conseiller de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac : « La cohabitation entraînerait une situation à la libanaise, les armes en moins. » Derrière de la liste législative de M^{me} Garud à Paris, M. Juillet affirme également : « François Mitterrand mettra à profit les deux ans qu'il a devant lui pour compromettre ses adversaires et ruiner leur audience ; Jacques Chirac a besoin de temps pour préparer la dernière vague d'assaut sur l'Elysée ; Valéry Giscard d'Estaing craint que le temps ne lui soit compté pour éliminer ses rivaux. » Aujourd'hui, assure-t-il, Raymond Barre gagnerait une élection présidentielle.

M. Rocard : le pire

Pour M. Michel Rocard, qui parlait le vendredi 21 février à Ribecourt (Oise), « le pire de la plate-forme RPR-UDF, c'est ce qu'il n'y a pas dedans : rien sur le chômage, rien sur le tiers-monde... Il est dangereux de confier la France à ces gens-là ». D'autant, a poursuivi l'ancien ministre de l'Agriculture, à Compiègne, que la droite « dissimule la même idéologie sécuritaire que le Front national ».

M. Marchais : la charité

« Ce n'est pas pour la charité, ce n'est pas pour les soupes populaires que les gens ont voté en 1981, c'est pour la justice sociale », a déclaré M. Marchais le vendredi 21 février à Colombes (Hauts-de-Seine). Le secrétaire général du PCF a une nouvelle fois insisté sur l'idée que la droite est l'adversaire de son parti.

M. Mermaz : introuvable

M. Louis Mermaz, interrogé, le vendredi 21 février, par Radio-France-Ile-de-France, a souligné « que, le RPR et l'UDF ne sont apparus que leur plate-forme « produisant le pire effet ». Aussi « est-elle introuvable aujourd'hui », a assuré le président de l'Assemblée nationale.

M. d'Ormesson : les assassins

M. Olivier d'Ormesson, membre de l'Assemblée des Communautés européennes, conseiller général et maire d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne), a appelé à voter Le Pen, « pour mettre un terme au temps des voleurs et des assassins ». Selon lui, il faut « rejeter de France tous les Cosaques, tous les fellaghas et tous les frères du Djihad islamique qui sèment le sang et la terreur ».

Quelle majorité pour quel progrès ?

(Suite de la première page.)

Les zones de consensus : comment peut-on à la fois parler d'accord général sur la palette extérieure de France et disputer au président de la République la responsabilité de la conduire dans les réunions internationales, là où il ne serait autorisé à ouvrir la bouche que pour bâiller d'ennui ? Comment peut-on laisser croire que la stratégie de défense de la France fait l'unanimité, alors qu'il y a divergence sur le programme européen Euréka et sur la réponse à l'IDS américaine, que M. Giscard d'Estaing conteste la politique militaire des socialistes, que M. Chirac promet à l'un de ses secrétaires nationaux, spécialiste de ces questions, M. François Fillon, d'ouvrir des brèches vers des révisions stratégiques ?

— Les programmes : au gré de l'actualité, la plate-forme de l'opposition est agrémentée, sous l'impulsion du RPR, d'ajouts et de modifications. M. Chirac, sous les yeux d'un François Létard dépité, développe ses propres thèses sur la sécurité, puis corrige la copie commune sur la privatisation du service public de la télévision.

L'année dernière à Marienbad

Les socialistes sont victimes d'un phénomène différent. M. Mitterrand leur ayant signifié qu'il ne s'engagerait dans la campagne que sur son bilan, et qu'il n'était pas question d'éparpiller ses forces en exposant d'autres projets que la continuation du sien, ils ont dû en rabattre sur leur programme. On n'a encore jamais entendu parler de cette « nouvelle

Sécurité sociale » qui devait en être le cœur.

Malgré leurs protestations — « Quand vous draguez votre copine, explique l'un d'entre eux, vous ne lui dites pas : l'année dernière à Marienbad. Vous lui dites : ce sera l'année prochaine aux Seychelles », — la mise en valeur de leur projet d'avenir reste des plus discrètes. Aujourd'hui, les socialistes disent très fort aux Français : vous allez nous regretter parce que nous avons passé de bons moments ensemble et qu'il n'en ira pas de même avec les autres demain. Ils ne disent pas, ou si peu : si vous refusez, vous regretterez ce que nous avons préparé pour la suite.

En fait, les socialistes paraissent tirer un trait sur les deux premières années de la prochaine législature. Pour eux, ce ne sont guère que les deux dernières du septennat de M. Mitterrand. Il s'agit, a noté M. Jospin jeudi dernier, de « passer au second souffle du septennat ». Le premier secrétaire du PS balise déjà le terrain afin que les prétendants à la prochaine élection présidentielle évitent de déchoir, par excès de précipitation, leur pari, et d'injurier l'avenir, c'est-à-dire de compromettre une éventuelle candidature du président sortant. Tout candidat devrait s'interdire — s'il veut être « incontestable », selon le mot de M. Jospin — de se manifester trop tôt. L'avertissement ne va pas que pour M. Rocard. C'est en 1988 que la recherche d'une « majorité de progrès » prendra tout son sens.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE
MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Hippolyte, 75001 Paris - 260-69-02
Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 20 à 19 h 20 - Visite et contrôle gratuits

Le « patron » pour sa Force

De passage à Paris, où il a l'invité de l'Institut français de relations internationales (IFRI), le général américain Bernard Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, a rendu hommage remarqué au gouvernement français pour sa création, sein des unités françaises, de Force d'action rapide (FAR).

Composée de 47 000 hommes la FAR est une grande unité lutte antichars en Europe d'intervention outre-mer, à demande des pays avec lesquels France a des accords de défense.

Après avoir rappelé que « la situation des forces classées françaises revêt un grand intérêt pour les responsables militaires que nous sommes », le général Rogers a expliqué : « Je suis heureux d'apprendre que la FAR formation pourrait intervenir pour renforcer les troupes allées au cas où celles-ci seraient attaquées. J'ai apprécié l'intérêt que la FAR a eu de la récente déclaration du ministre français de la Défense, annonçant que la France procéderait en 1987 aux manœuvres les plus importantes jamais exécutées en Allemagne ».

TENNIS

LENDI ET WILANDER

FINALISTES A BOCA-WEAVER

Le Tchecoslovaque Ivan Lendl rencontrera le Suédois Mats Wilander, dimanche 23 février, en finale masculine du tournoi de Boca-Weaver (Floride) doté de 1,8 million de dollars. Vendredi, en demi-finale, Tchecoslovaque a battu Jimmy Connors par disqualification (1-6, 1-6, 2-6, 5-2). L'Américain, qui refusé de reprendre le jeu après un ballé qu'il jugeait litigieux, a été sanctionné d'une amende de 5 000 dollars. Dans l'autre demi-finale, Wilander s'est imposé (6-1, 6-1) par abandon de son compatriote Stefan Edberg, victime de douleurs stomacales.

● ATHLÉTISME : record polonais. — Le Soviétique Sergueï Bubka a amélioré de 1 centimètre

POUR L'EUROPE CONTRE LE CANCER

A L'OCCASION DE LA GRANDE EXPOSITION

du vendredi 21 de 10 h 00 à 19 h 00

Cette exposition

- INFORMATIQUE
- PREVENTION
- DIAGNOSTIC

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER

UNE CAMPAGNE SUR LE DÉPISTAGE DU MÉLANOME

Le vilain grain de beauté

Il faut réaliser pour le mélanome malin ce que l'on a fait entre autres pour le cancer du sein, le cancer du col de l'utérus, et le cancer du côlon... Le problème est que deux millions de mélanomes qui chaque année, en France, se dissimulent parmi les quelques milliards de lésions foncées ou rosées (les naevi pigmentaires) pour 100 000, leur taux de mortalité est nettement supérieur à celui des autres tumeurs malignes cutanées (le taux de survie à cinq ans se situe autour de 60 %).

REPERAGE

Un grain de beauté « bizarre ». Ou du moins le pensez-vous. Avant de vous inquiéter, répondez plutôt à ces six questions : 1. - Est-ce que la surface s'est agrandie récemment ? 2. - Est-ce que le bord est devenu irrégulier ? 3. - Est-ce que l'épaisseur a changé par endroits ? 4. - Est-ce que la couleur a changé par endroits ? 5. - Est-ce qu'il y a une rougeur autour de la lésion ? 6. - Est-ce que la surface a des reliefs bizarres ?

qui leur ressemblent sont rarement reconnus. Les mélanomes cutanés ne sont pas les tumeurs cutanées malignes les plus fréquentes, leur incidence étant nettement moins élevée que celle des épithéliomas de la peau (environ 55 pour 100 000 habitants), mais le taux de mortalité de mélanomes est beaucoup plus élevé que celui des épithéliomas. Ces deux types de cancer surviennent avec une beaucoup plus grande fréquence chez les personnes à peau claire (blond, roux) qui s'exposent à un soleil.

Le « patron » de l'OTAN félicite la France pour sa Force d'action rapide et le projet Euréka

De passage à Paris, où il a été l'invité de l'Institut français des relations internationales (IFRI), le général américain Bernard Rogers, commandant suprême des forces de l'OTAN, a rendu un hommage remarquable au gouvernement français pour sa création, au sein des unités françaises, de la Force d'action rapide (FAR).

Composé de 47 000 hommes, la FAR est une grande unité de lutte antichars en Europe et d'intervention outre-mer, à la demande des pays avec lesquels la France a des accords de défense.

Après avoir rappelé que « la situation des forces classiques françaises revêt un grand intérêt pour les responsables militaires que nous sommes », le général Rogers a expliqué : « Je suis heureux d'apprendre que la FAR en formation pourrait intervenir pour renforcer les troupes allemandes au cas où celles-ci seraient attaquées. J'ai appris avec intérêt la récente déclaration du ministre français de la Défense, annonçant que la France procéderait en 1987 aux manœuvres les plus importantes jamais exécutées en Allemagne de

l'Ouest depuis la fin de la seconde guerre mondiale, en vue d'éprouver les capacités de la FAR. Cette coopération bilatérale entre la France et l'Allemagne caractérise des liens existant entre les forces armées françaises, celles d'autres pays de l'Alliance et le commandement allié en Europe. »

Le général Rogers a ajouté : « Le supplément de souplesse que confère la FAR à la France, dans ses efforts de préservation des intérêts français et occidentaux en dehors du commandement allié en Europe, vient également bien à point. A une époque où maints pays européens de l'OTAN ont tendance à ne pas regarder au-delà des frontières de l'Europe, le rôle que joue la France sur les plans culturel, économique et militaire en dehors de l'Europe est compris et apprécié dans de nombreuses sphères, et tout particulièrement à Washington. »

Nuage radio-actif au Pays de Galles

Un nuage de gaz radio-actif s'est échappé dans l'atmosphère au-dessus de la centrale nucléaire de Trawsfynydd, dans le nord du Pays de Galles, à la suite du mauvais fonctionnement d'une valve de sécurité, le 21 février. La fuite, qui a duré un quart d'heure, a libéré environ 15 tonnes de dioxyde de carbone - sur les 120 tonnes que contient le réacteur pour son refroidissement.

LA POLÉMIQUE SUR LE CŒUR ARTIFICIEL

Vingt chirurgiens soutiennent le professeur Carpentier

L'opéré du cœur va aussi bien que possible. C'est ce que l'on indiquait dans la soirée du 21 février à l'hôpital Broca. Dans le même temps, une polémique continue d'agiter les milieux de la chirurgie cardiaque française. D'une part, le Figaro-Magazine - cautionné par le professeur Christian Cabrol - maintient sa position : « le cœur artificiel utilisé la semaine dernière par le professeur Carpentier n'en est pas un en réalité ». D'autre part, une vingtaine parmi les plus grands spécialistes français de chirurgie publient un communiqué dans lequel ils rappellent que l'intervention faite par l'équipe du professeur Carpentier a été « réalisée dans des conditions techniques et éthiques irréprochables... De même que le terme « rein artificiel » désigne différents types d'appareils extracorporels d'épuration rénale, le terme « cœur artificiel » désigne différents types d'appareils extracorporels ou non, dès lors qu'ils prennent en charge totalement, et pour une durée suffisamment longue, la fonction circulatoire d'un malade en état d'arrêt cardiaque. Ce qui était le cas... Parmi les signataires de ce communiqué, on retrouve les noms des professeurs Jean-Paul Binet (Paris), Philippe Blondeau (Paris), Jean-Paul Cachera (Créteil), Daniel Guilmet (Suresnes), Jean-Raoul Monties (Marseille), Jean-Yves Neveux (Paris).

MORT A CENT VINGT ANS

Il aura suffi d'une petite pneumonie pour que l'humanité perde son doyen, Shigechiyo Izumi, un Japonais de cent vingt ans. Il était né le 29 juin 1868, dans l'île de Tokuyoshima, au sud de l'archipel. En ce temps-là, Napoléon III dirigeait la France et Bismarck l'Allemagne. Le secret de sa longévité ? Réveillé à 5 heures par beau temps, une heure plus tard les autres jours ; à chaque dinner une fiole de shochu, un alcool doux de canne à sucre et, surtout, le secours de la grâce divine. Pour plus de sûreté, il avait arrêté de fumer il y a trois ans, à cent dix-sept ans. Vendredi 21 février, il est mort paisiblement, « comme dans son sommeil ». Il naquit au moment de la naissance d'Izumi, un registre d'état civil qui permet d'authentifier l'âge réel du grand vieillard.

nos et débats

M. Joxe : aidé

M. Joxe a mis un nom à l'ordre du jour. Sur chacun des deux 21 février, le chef d'état civil de la République a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

M. Toubon : 8 %

M. Toubon, secrétaire général de la République, a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

Juliet : la cohabitation-Liban

Juliet, ancien conseiller de Georges Pompidou et de Charles de Gaulle, a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

M. Rocard : le pire

M. Rocard, ancien premier ministre, a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

M. Marchais : la charité

M. Marchais, ancien secrétaire général du PCF, a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

M. Mermaz : introuvable

M. Mermaz, ancien ministre, a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

l'Ormesson : les assassins

l'Ormesson, ancien ministre, a fait passer le message de la République. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

majorité pour quel progrès ?

Secours « sociale » qui doit être le nôtre. Malgré leurs protestations, les socialistes ont voté en faveur de la loi sur la sécurité sociale. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

En fait, les socialistes...

En fait, les socialistes ont voté en faveur de la loi sur la sécurité sociale. C'est le message de la République, c'est le message de la République, c'est le message de la République.

JEAN-YVES LHONEAU

MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE

TENNIS

LENDI ET WILANDER FINALISTES A BOCA-WEST

Le Tchèque Ivan Lendl rencontrera le Suédois Mats Wilander, dimanche 23 février, en finale masculine du tournoi de Boca-West (Floride), doté de 1,8 million de dollars. Vendredi, en demi-finale, le Tchèque l'a battu Jimmy Connors par disqualification (1-6, 6-1, 6-2, 2-6, 5-2). L'Américain, qui a refusé de reprendre le jeu après une balle qu'il jugeait litigieuse, a été sanctionné d'une amende de 5 000 dollars. Dans l'autre demi-finale, Wilander s'est imposé (6-4, 1-0) par abandon de son compatriote Stefan Edberg, victime de douleurs stomacales.

meilleure performance mondiale en saut à saut à la perche, en franchissant 5,94 mètres, vendredi 21 février à Inglewood (Californie). L'ancienne meilleure performance était détenue par l'Américain Billy Olson depuis le 8 février.

BOXE : Lucien Rodriguez se retire. - Ancien champion d'Europe des poids lourds, le Français Lucien Rodriguez, âgé de trente-quatre ans, a annoncé, vendredi 21 février, à Saint-Ouen, où il venait d'être battu aux points en huit reprises par l'Allemand de l'Ouest d'origine camerounaise Louis Pergaud, qu'il mettrait définitivement un terme à sa carrière.

SKI : Coupe du monde. - Le Suisse Peter Mueller a remporté, vendredi 21 février, la première descente d'Are (Suède), comptant pour la Coupe du monde. Il a devancé l'Italien Michael Mair et le Luxembourgeois Marc Girardelli. Le Français Patrick Piccard a terminé quinzième.

ATHLÉTISME : record pour Bubka. - Le Soviétique Sergueï Bubka a amélioré de 1 centimètre la

POUR MIEUX VOUS INFORMER :

L'EUROPE CONTRE LE CANCER

A L'OCCASION DE LA SEMAINE EUROPÉENNE DE LUTTE CONTRE LES CANCERS, L'ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER ORGANISE UNE GRANDE EXPOSITION AU CHAMP DE MARS du vendredi 21 février au dimanche 2 mars (côté Ecole Militaire) de 10 h 00 à 19 h 00 entrée gratuite Cette exposition regroupe les principaux thèmes de lutte contre les cancers :

- INFORMATION • TRAITEMENT • PREVENTION • RECHERCHE • DIAGNOSTIC • DEPISTAGE (unité mobile près de l'entrée)



Tous les moyens de communication et d'information à destination du grand public, des médecins et des chercheurs à votre disposition.

Advertisement for the 'La lutte contre les cancers' exhibition. It features a graphic of a sunburst with the word 'fondamental' written across it. Below the graphic, it says 'La lutte contre les cancers GRANDE CAUSE EUROPÉENNE'. There is also a circular stamp that says 'VOUS ALLEZ RECEVOIR RÉPONSEZ TRÈS NOMBREUX CE NUMÉRO SPECIAL'.

Société

AU CONSEIL D'ÉTAT

Rejet d'une demande de sursis pour le transfert des plans-reliefs du musée des Invalides

Le Conseil d'Etat a rejeté, le 1^{er} février 1986, une demande en sursis concernant l'affaire de démantèlement des plans-reliefs du musée des Invalides. On se souvient que le gouvernement a décidé le transfert à Lille, de cette collection exceptionnelle des principales places fortes de France, commencée en 1668, sur l'ordre de Louis XIV (le Monde du 11 janvier 1986).

Un certain nombre d'associations, dont la Compagnie des architectes et des monuments historiques, avaient lors saisi le tribunal administratif de Paris, puis, en appel, le Conseil d'Etat.

La décision de l'Assemblée du Palais-Royal ne prend pas parti sur le fond, mais tranche un point de procédure contentieuse. C'est, en effet, par la voie du référé que les associations requérantes demandent d'une part, d'ordonner le sursis à l'exécution des décisions de transfert du musée des Invalides et de

transférer à Lille; d'autre part, de diligenter une expertise en vue de déterminer les risques et les conditions d'un tel transfert, les précautions à prendre, et le coût de l'opération.

Mais lorsqu'il est saisi par la voie du référé, le juge administratif ne peut « coordonner toutes mesures utiles, sans faire préjudice au principal, et sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative ». Le Conseil d'Etat a donc rejeté, tant la demande de sursis, qui aurait fait obstacle aux décisions prises que la demande d'expertise: en effet, celle-ci tendait, par son objet, à faire déterminer des mesures que le juge administratif n'a pas le pouvoir d'ordonner à l'administration.

Ce n'est donc qu'ultérieurement, dans le cas où il serait saisi d'autres appels, que le Conseil d'Etat pourrait être amené à se prononcer sur la légitimité des décisions de transfert.

● M. Luigi Cavallo a été extradité. — M. Luigi Cavallo, un journaliste italien accusé d'avoir voulu indirectement soutirer une grosse somme d'argent au banquier Roberto Calvi, a été extradité, mercredi 19 février, en direction de Milan.

UN SOMMET DE L'ÉGLISE BRÉSILIENNE À ROME

Un sommet de l'Église brésilienne a été convoqué par le pape à Rome, du 13 au 15 mars prochain. Il réunira les cinq cardinaux brésiliens, les responsables de la conférence épiscopale et des différents secrariats régionaux.

Il ne s'agit pas d'un « synode extraordinaire », à tenu à préciser le Saint-Siège, mais d'une « rencontre informelle », destinée « à approfondir le dialogue sur la vie et l'activité de l'Église au Brésil ». Il est probable que la théologie et la libération — le Père Boff, sanctionné, est brésilien — occupera une place importante dans les débats. — (AFP.)

LA COUR DE CASSATION VA ÊTRE SAISIE D'UNE AFFAIRE CRIMINELLE DATANT DE 1946

Avant de quitter le ministère de la Justice, M. Robert Badinter a donné, jeudi 20 février, son accord pour transmettre le dossier de Raymond Mis et de Gabriel Thiennot à la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Les deux hommes, aujourd'hui âgés l'un et l'autre de cinquante-neuf ans, ont été condamnés, une première fois, en 1947 à quinze ans de travaux forcés par le cour d'assises de Châteauroux pour le meurtre, le 29 décembre 1946, d'un garde-chasse à Mézières-en-Brenne (Indre). Après avoir reconnu leur culpabilité, ils étaient revenus sur leurs aveux et avaient affirmé avoir avoué sous la contrainte.

Après deux cassations, ils ont été de nouveau condamnés, successivement par la cour d'assises de Poitiers, le 3 décembre 1948, à vingt ans, et par la cour d'assises de Bordeaux, le 5 juillet 1950, à quinze ans.

Raymond Mis et Gabriel Thiennot ont continué à proclamer leur innocence et ont déposé sans succès plusieurs requêtes en révision depuis 1980. Le 11 février dernier, leur avocat, M^{me} Jean-Paul Thiébaut, avait indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'il était en possession d'éléments nouveaux « de nature à remettre en cause le bien-fondé des verdicts ». Le 19 février, il a été reçu par M. Badinter, qui a accepté de transmettre le dossier à la chambre criminelle de la Cour de cassation qui sera appelée à statuer sur le fond.

M. BARRE NE COMPREND PAS L'EXPULSION DES DEUX TERRORISTES PALESTINIENS

Commentant l'expulsion des deux terroristes palestiniens (le Monde du 22 février) au cours de sa tournée en Languedoc-Roussillon, M. Laurent Fabius a indiqué que « juridiquement, il était possible de le faire ». Le premier ministre a ajouté: « Nous ne souhaitons absolument pas garder des terroristes sur le territoire français, et vous savez que, récemment, d'autres personnes, dans d'autres conditions il est vrai, avaient été expulsées ». Mais, ajoutant qu'il ne faut pas oublier les récentes rafles effectuées par la DST dans divers milieux de ressortissants étrangers.

De son côté, M. Raymond Barre a déclaré à Tournon (Ardèche), qu'« il ne comprend pas » les raisons de l'expulsion des deux terroristes. « Ils avaient été condamnés, n'est-ce pas, par la justice française à des peines très lourdes. Je ne vois vraiment pas pourquoi cette peine n'est pas exécutée ».

D'autre part, l'Association Franco-Palestine proteste contre la libération « des deux accusés de M. Ezzedine Kalak », ancien représentant de l'OLP à Paris. Selon elle, « cette attitude du gouvernement français est de nature à encourager les partisans de la lutte violente au détriment de leurs victimes favorables à une paix juste au Proche-Orient ».

● Attentat à Bastia. — Un attentat à l'explosif a été commis, samedi 22 février à 2 h 10, contre un collège d'enseignement secondaire au centre de Bastia. La charge, de 200 grammes environ, avait été placée à l'extérieur de la loge du concierge. Les dégâts sont assez importants mais il n'y a pas eu de victime.

● Les ravisseurs de M. Lorber se manifestent. — Les ravisseurs de M. François Lorber, trente-cinq ans, directeur d'une entreprise de peinture en bâtiment de Sévres (Hauts-de-Seine), enlevé le 18 février, se sont de nouveau manifestés vendredi, à deux reprises, pour demander par téléphone à la famille si elle avait « commencé à régler la rançon » dont ils ont fixé le montant à 3 millions de francs « en petites coupures ». (le Monde du 22 février).

● Manifestation à Bayonne contre les attentats du GAL. — Cinq cents personnes environ ont défilé, vendredi soir 21 février, entre 19 et 20 heures, dans les rues de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour protester contre les trois derniers attentats revendiqués par le GAL (Groupe armé pour la libération), et

Ariane à l'heure juste

(Suite de la première page.)

Celui-ci viendra en 1976 avec la décision de réaliser un système pour l'observation de la Terre (Spot) qui engagera la France dans une voie prometteuse: la télédétection des ressources terrestres. Dix ans plus tard, le premier satellite de ce programme est prêt à quitter Kourou.

C'est un instant important que celui qui concrétise dix ans d'efforts. Instant à proprement parler, car Spot-1 doit décrire autour de la Terre une trajectoire circulaire, dans un plan qui fait un angle bien défini avec la direction du Soleil, ce qui permettra au satellite de voir défiler sous lui un sol bien éclairé. Il faut donc lancer le satellite quand la rotation de la Terre fait passer Kourou dans ce plan. La « fenêtre » de tir est très courte, une dizaine de minutes. Or, Ariane est souvent partie en retard, la « chronologie » a fréquemment été interrompue par des défauts mineurs, souvent la mauvaise transmission d'une information de contrôle. Aujourd'hui, ce n'est pas permis.

Il n'y aura pas d'arrêt dans la procédure de lancement. Les voyants de la salle de contrôle resteront éternellement verts. L'heure « H » avait été fixée à 2 h 44 (heure de Paris). A la seconde près, les moteurs d'Ariane sont mis à feu. Quinze

minutes d'attente un peu inquiète, ponctuées par les annonces des allumages et extinction d'étages, toutes se produisant aux instants prévus, se terminant par la « séparation du satellite Spot » qui déstend les visages, libère des cris de joie, et déclenche les salves d'applaudissements.

Tout n'est pas fini pour autant. Mettre un satellite en orbite n'est qu'une première étape. Il faut ensuite vérifier qu'il fonctionne. Dans ses premières secondes d'autonomie, le satellite doit orienter une antenne vers le sol. Puis les miroirs des instruments de visée doivent être débriqués et mis en position. Encore un quart d'heure et le panneau solaire doit se déployer. Et là, le pépin. Un « microswitch », c'est-à-dire un témoin qui doit indiquer le déploiement du panneau, refuse d'envoyer le signal attendu. Crispation des visages, qui se transforme en ombre légère quand on apprend que le courant électrique fourni par le panneau solaire est normal. Une demi-heure après l'incident, M. Frédéric d'Allest, directeur général du CNES, confirme que le panneau solaire est déployé et que les autres manœuvres vont pouvoir être exécutées dans la matinée de samedi. Les paramètres d'orbite (période de 818,27 kilomètres, apogée de 833,2 kilomètres, inclinaison de 98,77 degrés) sont égaux à quelques pour mille près aux valeurs prévues. M. d'Allest indique aussi que le satellite scandinave Viking, lancé en même temps que Spot-1, est aussi correctement mis en orbite, et qu'on peut parler de succès.

C'est aussi ce que dira M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Il précise qu'il faut attendre les premières images. Spot-1 doit fournir dès dimanche matin les vues de la Provence et de la Turquie, et une équipe de l'Institut géographique national en commencera immédiatement l'analyse. Mais tout porte à la confiance, et M. Curien fait aussi remarquer que ce tir diffère de tous les précédents: en effet Ariane partait vers le nord et non vers l'est, il fallait donc utiliser des moyens de poursuite nouveaux.

L'orbite est quasi circulaire, et non pas très allongée comme d'habitude. Elle est parcourue en un temps beaucoup plus court. On avait donc moins de temps pour faire les premières manœuvres de mise en bonne position des satellites. La réussite de ce tir difficile apporte ainsi une preuve de la souplesse d'emploi d'Ariane, ce qui lui donne encore plus de prix. MAURICE ARVONNY.

LA BANDE DES 4 J'EN AI PLEIN L'HEBDO!

LE 26 FEVRIER, UN AUTRE JOURNAL, UN NOUVEL HEBDO!

Carnet

- #### Naissances
- Salim GUERGOUR et son épouse ont la joie d'annoncer la naissance de Salim, le 17 février 1986, à Sfax (Tunisie).
- #### Mariages
- M. et M^{me} Marcel MAISONNEUVE, M. et M^{me} Daniel CERF, Le docteur Édouard FOUCHÉ, officier de la Légion d'honneur, et M^{me}, M. et M^{me} Igor LEVENOK, ont l'honneur de faire part du mariage de Virginie et Michel, le samedi 22 février 1986, à 11 heures, à la mairie d'Origny-en-Thiérache (Aisne).
- #### Décès
- On nous prie d'annoncer le décès de M. Philippe CHENEUX DE LEYRITZ, survenu en son domicile dans sa quarante-sixième année. De la part de M. et M^{me} Jean-Louis Beson, M. et M^{me} François Cheneux de Leyritz, ses frères et sœurs, Virginie et Robert Barbaud, Caroline, Nicolas, Hélène et Marie Beson, Marc, René et Gabriel Cheneux de Leyritz, ses neveux et nièces, Et toute sa famille, Simone et Richard Faye, Et tous ses amis, Les obsèques ont lieu dans l'intimité, le samedi 22 février 1986, à 15 heures, en l'église Saint-Sauveur du Petit-Andely (Eure).
- #### Une messe sera célébrée le vendredi 14 mars, à 9 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6.
- M. et M^{me} Beson, 113 bis, rue de la Tour, 75116 Paris.
 - M. et M^{me} Cheneux de Leyritz, 105, rue de Courcelles, 75117 Paris.
- #### Le conseil d'administration, La direction générale, Et tout le personnel de UNIBAIL, ont le tristesse d'annoncer le décès de M. Philippe CHENEUX DE LEYRITZ, directeur, survenu brutalement dans sa quarante-sixième année.
- Jean-Pierre Delarge, son mari, Frédéric-Henri Delarge, Pascale et Philippe Méillet, Alexandre et Joëlle Delarge, Natalie et Denis Gadbin, ses enfants, font part que Bernadette DELARGE, née en Belgique, à Mont-Saint-Guibert, le 17 août 1931, est entrée dans la paix de Jésus de Nazareth, après un bref cancer, le 21 février 1986. La messe des obsèques aura lieu le mardi 25 février, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Bernard de la gare du Montparnasse. Le corps sera ultérieurement incinéré et les cendres déposées au columbarium du Père-Lachaise. Ni fleurs ni couronnes, mais si vous avez l'intention d'assister aux obsèques, une seule rose par personne est souhaitée pour le dernier à Dieu. 24, rue d'Enghien, 75010 Paris. Bernadette Delarge avait créé la collection « Pour mieux vivre », aux Éditions universitaires Jean-Ferre Delarge. À partir de 1986, elle publiera les quatre volumes de la Vie et l'Amour, une série qui sera traduite en une dizaine de langues. Elle crée, en 1985, le Club Féminin Pour mieux vivre, y mêlant d'innombrables conférences. En 1976, elle s'adonne à la psychopédagogie et à la psychosociologie, exerçant, entre autres, à l'IMP de Méry-sur-Seine.
- #### — M. et M^{me} Roger Lazare Igleas, M. et M^{me} Raymond Castro, M^{me} Gisèle Igleas, ses enfants, M^{me} Pierre Pelissie et sa famille, M^{me} C. Engelbert-Castro, M. et M^{me} Olivier Castro, M. Stéphane Igleas, ses petits-enfants, M^{me} Véronique Castro, son arrière-petit-fils, ont le tristesse de faire part du rappel à Dieu de M^{me} Sébastien IGLESIS, née Elisabeth Masrou, survenue le 20 février 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année.
- #### Le service religieux sera célébré le mardi 25 février, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule.
- #### Selon les vœux de la défunte, ni fleurs ni couronnes.
- #### Cet avis tient lieu de faire-part.
- 34, rue Langier, 75017 Paris.
- #### — M^{me} Roger Kahn et ses enfants, M^{me} Denise Levy, ont le douleur de faire part du décès du grand rabbin Roger KAHN, survenu à Jérusalem, le 15 février 1986. Ramat 2-9 Jérusalem.
- #### Anniversaires
- Il y a un an, le 23 février 1985, disparaissait M. André NICOLE. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

génie de Topor

Un génie de Topor... zéphire, pas d'ég... vivre dans un... couronné. C'est... de jouer avec le... peur...

Une élection

Avec le manoir... casme, l'étrange... bête, la porocrag... le noisseur, la peur... par celle, priorita... devenir un artiste... stie des ingrédients... composent l'électi...

Portrait de Topor... par... Ramat, 1986.

Topor. On la retrouve... houeuses terrifiées... près des cascades... ville, le corps su... littéralement avalé... d'un livre, sur la t... toute désespérém... peintre dépourvu de...

structures de la septième

Le conseil de sur... chaine est composé a...

- Trois représen... actionnaire principal... société (1) : M^{me} J... Glandier et An... M. Thierry Caillon, programmes de FR 3.
- Trois représen... MM. Jérôme Clér... général du Centre... cinématographie, M... fer, chef du service... technique de l'info... çois Gros, professeur... France.
- Quatre pers... fides » (Historien G... metteur en scène P... la réalisatrice Co... directeur de la Vi... auteur de télévision... Drot.
- M. Jean-Noël... sident de Radio-Fra...
- M. Jacques Po... de l'INA.

(1) FR 3 : 45 % ; Radio-France : 15 % ;

L'INSTITUT CULTUREL ITALIEN ORGANISE LE COLLOQUE VIVRE A VENI

Les thèmes de l'Utopia architecturale, le res... de la « culture aujourd'hui » avec la particip... de Casati, Pariso, Ceccarelli, Mauries Aymard, Joseph... Matarri, Francesco Indovina, Cesare De Michel... le 22 février, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, 50, rue de Valenciennes, 75001 Paris.

VOTRE CESE

43-87-28-87 Déj. dim. j. 22 à 24 h. bacalao, calzonnes

heure juste

minutes d'attente un peu inquiète, alourdis par les annonces des jours de prochain départ...

Tout n'est pas fini pour autant. Mettre un satellite en orbite n'est qu'une première étape. Il faut ensuite vérifier qu'il fonctionne d'autonomie...

C'est aussi ce que dira M. Huber, directeur de la recherche et de la technologie. Il précise qu'il faut attendre les premières images...

L'orbite est quasi-circulaire et non pas très elliptique comme d'habitude. Elle est prévue en un temps beaucoup plus court...

M. et M^{me} Roger Lasserre, M. et M^{me} Raymond Castro, M^{me} Geneviève Iglesis, M^{me} Pierre Pelissier, M^{me} C. Equibert-Castrol, M. et M^{me} Olivier Castro, M. Stéphane Iglesis, M^{me} Véronique Castro, M^{me} Sabine Pelissier.

M^{me} Elisabeth IGLESIS, née Elisabeth Masarou, survenu le 20 février 1986, dans sa quarante-neufième année.

M. et M^{me} Roger Kahn et ses enfants, M^{me} Denise Levy, ont la douleur de faire part du décès de grand rabbin Roger KAHN.

Anniversaires - U) à un an, le 23 février 1985, des parents: M. André NICOLE.

Le génie de Topor

Dire d'un artiste qu'il a du génie est un compliment qui peut paraître nagé. Le dire de Topor, pourquoi pas ? Pour s'en rendre compte, il suffit de regarder le volumineux album en couleurs que vient de publier Albin Michel...

Il s'agit d'un retour aux sources : Topor s'installe en quelque sorte dans ses meubles puisqu'il a étudié à 1955 à 1964. Dans un parcours achronologique élaboré, sans chronologie ni thématique, avec un amusement complexe...

Topor. On le retrouve dans ces silhouettes terrifiantes d'ogre échappés des cauchemars fous de Grandville, le corps nu de cette femme littéralement avalée par les pages d'un livre...

Derrière ses paupières lourdes, son regard glauque, son rire dévastateur, Topor, qui éprouve un terreur panique de l'aviation, se nourrit de sa peur pour mettre au jour ses grands sujets : la mort, bien sûr, qu'il considère comme une infirmité, la mélancolie et la métaphysique, le sexe, dont il use comme d'un sixième sens...

Mais si l'animalité, la scatologie, la salacité et même la pourriture de rendre à Abram, son père devenu peintre sur le tard, qui incarne la figure absolue de l'artiste et qui, dès son plus jeune âge, a su lui inculquer l'art d'utiliser ce qu'il y a dans sa tête et dans son subconscient.



Portrait de Topor par René, 1985.

«OTELLO», de Rossini, par la Fenice

Les égarements du cœur et de l'esprit

« Venise à Paris », qui déroule ses fastes pendant toute cette quinzaine, nous aura permis de découvrir enfin l'Otello de Rossini, qui n'avait pas été joué ici depuis un siècle...

Cot opéra sera d'un Rossini de vingt-quatre ans n'a rien à voir avec le pompeux Siège de Corinthe présenté à l'Opéra en novembre. L'œuvre est vive, pleine de jeunesse, délicate et brillante tout à la fois...

Et c'est un charme de plus que de découvrir bien des formes et des procédés (le crescendo ou l'accelerando par exemple) auxquels nous ont habitués les opéras bouffes de Rossini (Otello précède immédiatement la merveilleuse Cenerentola), sans que le ton en paraisse moins tragique.

couleurs sombres ou cuivrées d'Otello. Mais Ponnelle metteur en scène alterne l'excellent et le pire : le goût très sûr avec lequel il ordonne les groupes et les scènes dramatiques est gâté par des détails ridicules...

La belle et touchante June Anderson domine de haut la distribution : voix dense, riche et aérienne, remplissant ses vocalises d'une profonde expression, entourée de trois ténors (1) honorables : le Maure de Curtis Rayam, au jeu et au phrasé émouvants, malgré une pose de voix et une technique hasardeuses...

Certains spectateurs ont méchamment hué Roderick Brydon, qui a pourtant mené avec finesse et précision l'orchestre de la Fenice, qui n'est toujours pas d'une qualité et d'une homogénéité irréprochables.

(1) Il y a un même élog, et ce nombre explique peut-être la rareté des représentations d'Otello. * La Fenice présentera les 27 février (19 h 30), 2 mars (17 h) un opéra-bouffe napolitain des frères Ricci, Cristofano e la comare, ainsi qu'un concert de musique de chambre, le 26 février, et les « Musiques du carnaval de Venise », le 28 février, toujours au Théâtre des Champs-Élysées.

Les structures de la septième chaîne

Les structures de la « 7 », la nouvelle chaîne culturelle destinée au satellite TDF 1, ont été mises en place vendredi 21 février, lors d'une réunion qui s'est tenue au siège de l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA), siège principal de la chaîne. Cette dernière est dotée, d'une part, d'un conseil de surveillance, dont les membres ont été élus à l'unanimité...

- Trois représentants de FR 3, actionnaire principal de la nouvelle chaîne (1) : M^{me} Janine Langlois-Glandier et Anne Gaillard, M. Thierry Caillon, responsable des programmes de FR 3. - Trois représentants de l'État : MM. Jérôme Clément, directeur général du Centre national de la cinématographie, Marc-André Feller, chef du service juridique et technique de l'information, et François Gros, professeur au Collège de France. - Quatre personnalités « qualifiées » : l'historien Georges Duby, le metteur en scène Patrice Chéreau, la réalisatrice Coline Serreau, le directeur de la Villa Médicis et auteur de télévision, Jean-Marie Drot. - M. Jean-Noël Jeanneney, président de Radio-France. - M. Jacques Ponomi, président de l'INA.

L'INSTITUT CULTUREL ITALIEN ET L'ASSOCIATION DIALOGUE ENTRE LES CULTURES ORGANISE LE COLLOQUE VIVRE A VENISE. Sur les thèmes de l'Utopie architecturale, la restauration et la vie à Venise aujourd'hui avec la participation de : André Chastel, Paolo Cecorelli, Maurice Aymard, Joseph Belmont, Michel Mazari, Francesco Ludovica, Cesare De Michelis, etc.

ROCK AU FORUM

Trois générations

Rendez-vous désormais instauré, le Rock au Forum élargit son champ d'action pour sa quatrième édition en mêlant les styles et les nationalités. Du 22 février au 2 mars, à raison de trois groupes par soir, on pourra voir les représentants : les Pretty Things, le groupe de Phil May, disparu depuis des lunes, qui a connu ses heures de gloire avec les Small Faces, les Kinks, les Who au milieu des années 60 dans la mouvance mod-rhythm'n blues ; John Mayall, celui qu'on avait surnommé le père du blues anglais - aujourd'hui son arrière-grand-père - et dont le groupe, les Bluesbreakers, a servi de plate-forme à Eric Clapton, Jack Bruce (Cream), Mick Fleetwood, Peter Green (Fleetwood Mac), Andy Fraser (Free), Mick Taylor (Rolling Stones).

Les tentants, représentés en force par les groupes français : Top Fuel, Vertigo, Dirty Ducks, Fie, Moby Dick et surtout Les Bandits, qui jouent serré et dégingant. Les valeurs sûres : Vincent Palmer, guitar-hero français, ancien leader de Bijou qui fait, désormais, cavalier seul ; Christophe Johnson, chanteur franco-britannique, trépané dans le pub-rock et les mélodies stéties. Les Italiens : RAF - rien à signaler - et Litfiba, pionniers nouveaux genre d'un rock latin néo-punk qui tient à ses racines. Les Beurs : Rains Ré, synthèse romanesque de traditions et de modernité.

« Les Longs Manteaux » de Gilles Béhat

Loti Murat, géologue français, vit en misanthrope sur un haut plateau de Bolivie, non loin de la frontière de l'Argentine. Un jour, il descend dans la vallée, rend service, par hasard, à la fille d'un fonctionnaire argentin qui va être libéré de prison et ramené dans son pays par le train de La Paz, ce que l'organisation para-militaire des « longs manteaux » veut empêcher. Loti Murat va être obligé d'intervenir. Il y avait, là, un bon sujet, avec des implications politiques, mais il n'est pas vraiment traité, on commence à comprendre de quoi il s'agit dans le dernier quart d'heure !

Gilles Béhat, réalisateur visionnaire des passions et de la violence urbaine, s'est égaré dans un film d'action qui se traite comme un escargot. Les morceaux de bravoure sont eux aussi pour le dernier quart d'heure. Bernard Giraudoux essaie de composer un personnage façon Lino Ventura des années 60. Et se plante. On n'y croit pas. Béhat, Giraudoux, qu'est-ce qui vous est arrivé ? Cette coproduction franco-argentine a été tournée dans la cordillère des Andes. Pour le peu qu'on sent d'atmosphère locale, nos Cévennes auraient tout aussi bien fait l'affaire. J. S.

LE THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS recherche un jeune comédien ayant au moins seize ans, mais ne parlant pas, par sa taille, que trois, quatre ou six. Téléphoner pour rendez-vous au 47-70-52-77.

15 MILLIONS DE DOLLARS POUR UNE BIBLIOTHÈQUE. La collection d'ouvrages anciens et de documents en langue anglaise datant des seizième et dix-septième siècles rassemblée par le financier américain Carl Pforzheimer Jr., décédé en 1957, a été acquise par l'université du Texas pour la somme de 15 millions de dollars. Cette bibliothèque compte plus de mille trois cents pièces, dont certaines exceptionnelles comme la Bible de Cloverdale (1535), première Bible complète publiée en anglais, ainsi que des éditions des œuvres de Shakespeare, Bacon, Chaucer et Donne. L'université du Texas avait déjà, en 1978, acheté à cette même Fondation Pforzheimer une Bible originale de Gutenberg. (AFP.)

★ Voir les films nouveaux.

VOTRE TABLE CE SOIR. DINERS RIVE DROITE. 43-87-28-87. Déj., dîner j. 22 à 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zazaish, gambas, bacalao, calamars litts. Environ 145 F. Fermé à 79,30 F. s.a. avec spécialité.

En raison de la participation de MICHEL LEEB à la remise des Oscars du cinéma, LE SAMEDI 22 FÉVRIER, la représentation du TOMBEUR au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, aura lieu ce jour-là à 21 à 30 au lieu de 21 à 15.

PETIT MARIGNY Compagnie Robert Hossein 100° dernières (15) Candice PATOU Robert HOSSEIN LORNA et TED de John HALE, adaptation de Claude Baignères. Mise en scène de Michel FAGADAU. LOCATION 42.25.20.74 et agences

هكرامن الأرحم

Radio-Télévision

Samedi 22 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

LES LONG-DRINKS ÉTONNANTS
 Pour connaître les recettes des cocktails à préparer avec
CAMPARI

20 h 40 Au théâtre ce soir : *Le Malin imaginaire*. De Molière, réa. P. Solbiat, mise en scène J. L. Foulon. Avec J. L. Foulon, J.-S. Prézel, J. L. Foulon, J.-S. Prézel, J. L. Foulon, J.-S. Prézel. *Mise en scène par le nouvel administrateur général de la Comédie-Française, qui joue aussi le rôle principal, comédien archaïque de Molière est toujours aussi actuel.*

22 h 45 Droit de réponse : Exercices d'administration. Émission de Michel Polac. Avec Michel Tourneur, Antoine Sips, Laure Adler, Roland Jaccard, Michel Batail, François Weyergans, Jean-Marcel de Montigny, etc.

0 h 15 Journal.

0 h 30 Ouvert le nuit. Série : Les incorruptibles (rediff.).

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Les Cœurs 1986. Prélude par *Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault, cette année remise des « Cœurs du cinéma français »* consacrer les meilleurs professionnels du grand écran.

23 h 15 Journal.

23 h 30 Les enfants du rock. *Kid Créole and the Cocanuts. Reconstitution, déjà diffusée en juin dernier, d'un concert de ce groupe style latino-américain.*

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 5 Disney Channel. *Cocktail de dessins animés et divers programmes de*

Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « *Davy Crockett* ».

21 h 55 Journal.

22 h 20 Feuilleton : *Dynastie*. *Black s'infirmité toujours à la riche veuve lady Ashley.*

23 h 15 *Thais*, opéra de Massenet (un simulcast sur France-Musique) par l'Orchestre de chambre d'Aquitaine.

FR 3-PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

17 h 30, Paris Kinéma; 18 h 55, La pastiche rose; 19 h 30, Les nouvelles; 19 h 55, Informations; 19 h 55, Ciné-Fix; 19 h 55, Les nouvelles de Gil et Julie.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : *Défense d'aimer*; 22 h 20, Série : *Mike Hammer*; 23 h 20, *L'Abominable Dr Phibes*, film de R. F. Foster; 0 h 50, *Les Producteurs*, film de M. Brooks; 2 h 15, *West-end* (série), film de W. Frons; 3 h 45, *Bois*; 4 h 45, *Mardi*, film de R. Feistchen.

LA 5

20 h 30 *Le grand show du sport*.

22 h 30 *Rediff. des programmes de la soirée*. (23 h 30, *Cinq sur cinq*; 0 h 30, *Chez la femme*; 2 h 30, *Le grand show du sport*).

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Nouveaux répertoires dramatiques* : « *Traces* », de Michel Vitrac, précédé d'un entretien avec l'auteur.

22 h 15 *Le concert de la semaine* : « *Maro* », de Platz, « *Nombres premiers* », de Krausz, « *Carto occulto* », de J. Estrada, « *Hidden Sparks* », de Maschauer, « *Violin Fantasy* », de Fullerton, « *Dixiana* », de Komack, « *Duetto* », de Berio.

0 h 05 *Clair de nuit* : Hubert Nyssen, Rémanence.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert (en direct de la salle Pleyel)* : « *Le Poire de Sorotchinski* » (ouverture), de Monosergski; « *Concerto pour piano et orchestre n° 2* », de Tchaïkovski; « *Symphonie n° 2* », de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. E. Svetlanov, sol. S. Cherkassky, piano.

22 h 55 *Les solistes de France-Musique* : à 23 h 5 en simulcast avec FR 3 : « *Thais* », opéra de J. Massenet (version abrégée), par les chanteurs et l'orchestre de l'école de Bordeaux, dir. J. Ferron; à 1 h, voyage à travers la chanson avec les Chanteurs de la grande voix.

Dimanche 23 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Cinéma : *Little Big Man* ou les extravagantes aventures d'un Visage pâle. Film américain d'Arthur Penn (1970), avec D. Hoffman, F. Dunaway, M. Balaban, R. Mulligan. *Un Blanc, recueilli, enfant, par des Cheyennes, va se trouver, toute sa vie, partagé entre deux mondes, deux cultures. Une construction éclatée, une mosaïque de scènes aux tons différents. Ce n'est plus un western mais une chronique de l'Ouest. Arthur Penn démonte au point de vue la routine des westerns indiens. La composition de Dustin Hoffman est remarquable.*

22 h 50 Sports dimanche soir. *L'actualité sportive du week-end.*

23 h 50 Journal.

0 h 5 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

AUGUSTIN DUMAY
 La Voix de son Maître
MASSENET : La Méditation de Thais
RAVEL : Tzigane

20 h 35 Série : *Maigret et les témoins récalcitrants*. D'Yves G. Simonon, adap. J. Rémy et Cl. Barne, réal. D. de La Pastellière. *Mourne dans une bicyclette.*

21 h 55 Magazine : *Projection privée*. *Marcel Jouhad rapporte cette semaine le cinéaste Henri Verneuil.*

22 h 55 *Musiques en concert*. Magazine d'E. Ruggieri. *Les musiques du Carnaval et sous le signe de Venise, avec les musiciens du théâtre de la Fenice, et le groupe Banator; l'Orchestre de Paris interprète « Le Chant du rossignol », de Rossini.*

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Documentaire : *Les enfants de la lune*. de Pierre Bouhin, D. Marchal et M. Teinturier, réal. M. Boivin. *Les Indiens Yanomama, en Amazonie, à la frontière du Venezuela et du Brésil.*

21 h 25 *Aspects du concert* : *Le concert de la lune*. de Pierre Bouhin, D. Marchal et M. Teinturier, réal. M. Boivin. *Les Indiens Yanomama, en Amazonie, à la frontière du Venezuela et du Brésil.*

21 h 55 Journal.

22 h 30 Cinéma de minuit : *Marienne de ses jours*. Film français de Jean Devrières (1954), avec M. Hald, P. Vassal, L. P. G. Vidal, J. Galland, J. Yonnel (N.). *Un adolescent, pensionnaire d'un château-collège de Bretagne, s'prend d'une mystérieuse jeune femme, enfermée dans un manoir de l'autre côté de la mer. C'est l'histoire d'un amour impossible. C'est, chez Devrières, une œuvre à part, poétique, à demi-consciente, un peu magique. Brèves et fortes, amoureuses, érotiques, gorgées exaltées et rêve de la femme idéale.*

0 h 15 *Préface à la nuit*. « *Ronde n° 12, opus 25* », de Chopin, par J.R. Pommeret.

CANAL PLUS

7 h. Long Bow, un village indien chinois; 7 h 55, *Carbon* (film de L. Besson); 8 h 45, *Le Dernier Combat*, film de L. Besson; 10 h 10, *Pins* (film de M. Hald); 11 h 30, *Deux secondes pour un livre*; 12 h 5, *Cannelle* (film de L. Besson); 13 h 5, *Deux secondes pour un livre*; 14 h, *Téléfilm*; 15 h, *Deux secondes pour un livre*; 16 h 15, *Deux secondes pour un livre*; 17 h 45, *Les Rescapés du Bata*, film de

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, Cinéma : *Duel*, film de S. Spielberg; 22 h 10, Début de « *L'avenir du futur* »; 23 h 10, *Journal*; 23 h 25, *C'est à lire*.

A2 20 h 35, Feuilleton : *A l'est d'Eden*; 22 h 15, *Les jours de notre vie*; 23 h 15, *Journal*.

FR3 20 h 35, Cinéma : *Au revoir à lundi*, film de M. Dugowson; 22 h 30, *Journal*; 23 h 25, *Tous en scène*; 23 h 45, *Préface à la nuit*.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 22 FÉVRIER
 M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire général aux universités, est reçu au Journal de 22 heures sur TF1.

DIMANCHE 23 FÉVRIER

M. Jacques Chirac, maire de Paris, président du RPR, répond aux questions des journalistes, à l'émission « Forum » de RMC, à 12 h 30.

M. Jack Lang, ministre de la culture, est l'invité de l'émission « *Le grand-jury RTL-Monde* », à 18 h 15.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, participe au « Club de la presse », d'Europe 1 à 19 heures.

M. Laurent Fabius, premier ministre, est le grand témoin de l'émission « *Sept sur sept* » sur TF 1 à 19 heures.

LUNDI 24 FÉVRIER

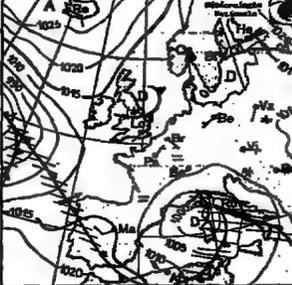
M. MM. Alain Madelin, député UDF d'Ile-de-France, et Jean-Jack Querré, député PS de Villourbanne, sont invités à l'émission « *Face à face* » pour un débat « *Presses et audiovisuel* » sur RTL à 18 h 30.

M. Michel Debret, ancien premier ministre, député RPR de la Réunion, participe à l'émission « *Face au public* » de France-Inter à 19 h 15.

France/services

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.02.86 A 0 h GMT.



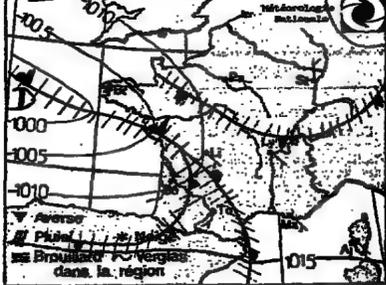
Évolution probable du temps en France entre le samedi 22 février à 0 heure et le dimanche 23 février à minuit.

Au cours des prochaines quarante-huit heures, une masse d'air relativement chaude d'origine océanique abordera le littoral atlantique tandis que de l'air froid et instable en provenance des îles Britanniques envahira la France par le nord. Ces masses d'air contrastées entrant en conflit au niveau de notre pays dans la journée de dimanche, donneront naissance à d'importantes précipitations de neige dans l'intérieur et de pluies côtières.

Dimanche, une zone de temps doux et couvert abordera l'ouest du pays dès le matin. Il pleuvra sur la côte atlantique et les régions de l'intérieur des pays de Loire aux Pyrénées. Quelques chutes de neige beaucoup plus faibles se produiront également le matin du Nord à l'Alsace avec l'arrivée d'air froid.

En cours de journée, de belles éclaircies se développeront un nord de la Seine à un temps variable.

PRÉVISIONS POUR LE 23 : 286 DÉBUT DE MATINÉE



Les températures minimales avoisineront -10 degrés à -15 degrés dans le Nord-Est (localement -20 degrés), 0 à 5 degrés en Méditerranée, 6 à 8 degrés dans le Sud-Ouest.

Les températures maximales seront de l'ordre de -2 à -4 degrés dans le Nord-Est, 0 à 2 degrés sur la moitié nord, 8 degrés dans le Sud-Ouest, 10 à 12 degrés en Méditerranée.

Le vent soufflera de secteur nord-est sur la moitié nord, ouest sur la moitié sud. Il soufflera modérément, se renforcera légèrement dans l'après-midi sur le quart nord-ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 21 février, le second le minimum de la nuit du 21 février au 22 février) : Ajaccio, 14 et 7; Biarritz, 10 et 7; Bordeaux, 6 et -3; Brétigny, 0 et 1; Brest, 0 et -4; Caen, 10 et 4; Clermont, -1 et -5; Clermont-Ferrand, 3 et -6; Dijon, -2 et -15; Digne, -1 et -7; Embrun, 4 et -3; Grenoble-St-M-H., 6 et -4; Grenoble-Saint-Genès, 6 et -5; La Rochelle, 3 et -5; Lille, -2 et -11; Limoges, 7 et -4; Lorient, 0 et -7; Lyon, 1 et -7; Marseille-Musiciens, 12 et 2; Nancy, -3 et -18; Nantes, 1 et -9; Nice, 11 et 6; Paris-Montsouris, 0 et -7; Paris-Orly, -1 et -9; Pau, 7 et 5; Perpignan, 6 et 5; Rennes, 1 et -8; Rome, -2 et 10; Saint-Brieuc, 2 et -6; Strasbourg, -2 et -19; Toulouse, 4 et 3; Tours, -1 et -10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 12; Genève, 8 et -8; Lisbonne, 14 et 12; Londres, -2 et -7; Madrid, 1 et 11; Rome, 14 et 9; Stockholm, -7 et -11.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 23 FÉVRIER

« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (P.-Y. Jalet).

« Clés d'artistes de la Gloire et de la Bette aux Galles », 15 heures, sortie métro Glacière (G. Botreau).

« Saint-Eustache et le vieux quartier des Halles », 15 heures, sortie métro Louvre (René Bourdon du passé).

« Le Palais Bourbon », 15 heures, tel. Cite : 47-34-25-15, ou D. Bouchard : 45-57-97-93 (9 heures-10 heures).

« Le Séant », 14 heures, angle rue Tournes et Valenciennes (Arves).

« L'Opéra », 11 heures, vestibule (Avalonia), ou 14 heures, bust des marches gauche (AITE), ou 11 heures devant groupe de la danse (Lutz).

« L'Académie française » à l'Institut, 13 heures, 23, quai Condé.

« Louis XIV et le grandeur des Invalides », 15 heures, cour d'honneur (Approche de Paris).

« Le Marmottan », 10 h 30, rue Boilly.

« L'Hotel de la Paive », 11 heures, inscriptions : 48-87-24-14.

« Les deux rurs de la rivière de Bievre », les Gobelins, à 13 h 30, métro Gobelins, sortie Arago (M. Banassat).

« Les salons officiels et du protocole de la Marine », 14 h 15, 2, rue Royale

DES ARRÊTÉS

Le 24 décembre 1985 fixant les droits de certains examens (bac, BTS, BT, BP, BEP, CAP).

Le 13 février 1986 relatif à l'organisation et aux horaires des classes de première et des classes terminales des lycées, sanctionnées par le baccalauréat de l'enseignement du second degré.

UNE CIRCULAIRE

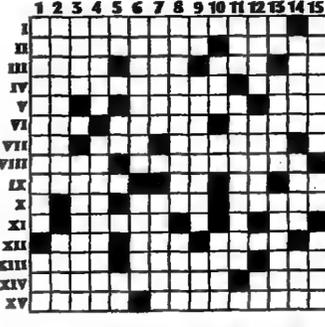
Le 5 février 1986 relative à l'hospitalisation des personnes...

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4168

HORIZONTALEMENT

I. Prend beaucoup de verres mais consomme principalement de l'eau. - II. Représente le risque d'être dévoré par le feu. Souleva sans trop d'efforts. - III. Cherche à faire perdre l'inspiration. Précieux outil pour les gars du... Dans ce cadre. Fait travailler maints chercheurs. - IV. Fait balancer en flottant. Centrons quel cent donner à couper. - V. Donne naissance à certaines feuilles. S'en est allé lors d'un suraut de révolte. Pour qui sait attendre, il y a toujours quelque chose à en tirer. - VI. Aussi nuisive pour l'économie que pour la culture. Apprécié la situation quand elle est envoyée au diable. Sont véritablement rases quand ils en ont plein le dos ! - VII. Ne fait pas fausse route. A souvent été pris pour ce qu'il n'était pas. N'hésite pas à s'acharner. - VIII. On a fait bloc contre lui ! Mangés lors d'une faim dévorante. - IX. Mère à profit le fait qu'on lui ait vendu la... Allume le rêve. Élément d'un lustre. - X. Participe à un concert. Tous dans lequel on peut tomber. Aurait été susceptible d'interrompre celui qui avait la folle des grandeurs. - XI. Ce n'est pas l'idéal pour faire marcher un briquet. Note. - XII. Inversé : Partie d'automne. Son retour a lieu avant l'automne. Rien d'autre. - XIII. Permet de placer...



VERTICALEMENT

I. Asticot. - II. Liza Union. - III. Su. Clin. - IV. Arme. FI. - V. Scipion. - VI. Sic. Oméga. - VII. Et. - VIII. Et. Noah. - IX. Ni. - X. Tu. Toimé. - XI. Sibac.

Solution du problème n° 4167

I. Asticot. - II. Liza Union. - III. Su. Clin. - IV. Arme. FI. - V. Scipion. - VI. Sic. Oméga. - VII. Et. - VIII. Et. Noah. - IX. Ni. - X. Tu. Toimé. - XI. Sibac.

Verticalement
 1. Assasinat. - 2. Sourcil. Nui. - 3. Tu. Michas. - 4. Cep. Eléza. - 5. Cal. Jos. En. - 6. Ombroscence. - 7. Tu. Ne. - 8. Géante. - 9. Anti-pathie.

GUY BROUTY.

Le Monde REGIONS

ALSACE

Bières sans eau

En mars 1985, après trois années de recherche, la brasserie Fischer de Schiltigheim commercialise son premier conteneur de bière concentrée par micro-filtration. Huit mois plus tard, la petite brasserie alsacienne — un millier de salariés pour un million d'hectolitres de bière par an — a été contactée par une centaine de clients de soixante-dix pays différents. Et son PDG, M. Michel Debus, annonce son ambition : occuper, grâce au concentré de bière, au minimum 2 % du marché brassicole mondial.

Le ressort de ce vaste programme sera Fischer International Development, nouvelle filiale de la brasserie Fischer. Face à la réaction probable des grandes brasseries, Fischer ID a pour vocation de promouvoir rapidement le label Fischer de concentration de bière en créant des franchises à travers le monde entier.

Cette opération permettra le financement des investissements nécessaires à une production plus importante de concentré de bière. Fischer souhaite en effet acheter les superproductions de brasseries européennes et les commercialiser en concentré, en jouant sur l'inversion des saisons entre les deux hémisphères.

HAUTE-NORMANDIE

Une deuxième écluse pour Rouen

Les travaux de construction de l'écluse François-1^{er} dans le port de Rouen pourraient débuter fin 1987. Le gouvernement vient, en effet, de donner la « prise en main » de ce projet, ce qui signifie que l'Etat assumera la nécessité de construire une deuxième écluse, à charge néanmoins pour le port de Rouen de présenter le dossier technique et financier.

Une réalisation de ce genre, dont le coût est évalué à 1 milliard de francs, sera financée par l'Etat (70 %) et par le Port autonome de Rouen (30 %).

L'écluse, par laquelle passeront de nombreux porte-conteneurs, per-

C'ÉTAIT UNE CENTRALE SOLAIRE

Thémis s'éclipse



Installée dans l'une des régions les plus ensoleillées de France, la centrale Thémis, dont le but principal était l'expérimentation scientifique, deviendra-t-elle le premier musée-cimetière du soleil ?

Le 15 juin prochain, à quelques jours du solstice d'été, fête depuis quelques années comme jour du soleil, l'exploitation de la centrale solaire Thémis, située à Targassonne, dans les Pyrénées orientales, sera officiellement arrêtée.

En 1977, l'implantation sur 5 hectares, à 1 700 mètres d'altitude, dans une des régions les plus ensoleillées de France, avait été achevée à la fin de 1982. Elle avait coûté 230 millions de francs, financés principalement par EDF pour 100 %, le Centre national de l'énergie solaire (COMES), par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) pour 23 %, la région Languedoc-Roussillon et le département ayant participé pour les 7 % restants.

Cette centrale à tour avait subi les intempéries en 1981 (vent et neige), qui avaient détruit une trentaine des 201 miroirs plans (héliostats) et son exploitation avait été alors perturbée.

Reconnue au réseau électrique pour alimenter la commune de Font-Romeu (1 000 habitants) le 17 mai 1983, elle avait pour but principal la recherche et l'expérimentation scientifique.

Ainsi, les chercheurs du CNRS qui y travaillaient ont reçu l'été dernier, durant deux mois, une équipe américaine intéressée par la « boucle à sels fondus » permettant le stockage d'énergie.

La rentabilité souvent mise en avant par EDF pour se désengager de la centrale Thémis avait été évaluée à une centrale thermique au charbon, comme elle avait été expérimentée actuellement en Crimée (URSS).

De plus, les miroirs Thémis, également sur le site de Targassonne, permettent des expériences en astrophysique, tandis que le déplacement des 201 miroirs est assuré par une automatisation programmée très sophistiquée. Et unique en France.

Par ailleurs, l'Agence spatiale européenne (ASE) a proposé par l'Agence nationale ou les astrophysiciens sont proposés par les chercheurs et étudiés par l'Agence pour la maîtrise de l'énergie et le conseil régional. Sinon, le 15 juin prochain, la centrale Thémis sera démantelée.

JEAN-CLAUDE MARRÉ.

MIDI-PYRÉNÉES

La route de l'Espagne

Le ministre des transports a décidé d'engager une étude de faisabilité d'un tunnel routier reliant la France à l'Espagne, sous le col de Puymoreaux. 750 000 F ont été affectés par l'Etat dès 1986 pour les études préliminaires.

Lors d'une réunion avec les élus du midi pyrénéen, le ministre a indiqué que, l'Etat de l'Espagne dans la CEE, « dans ce pays, il y a un intérêt particulier pour les liaisons interrégionales ».

La part et d'autre de la frontière pour le développement économique du territoire du massif : la route nationale 134 Pau-Le Somport, et la RN 20 Toulouse-Puymoreaux vers Barcelone.

Le gouvernement français prévoit notamment une mise à deux fois deux voies de la RN 20 entre Toulouse et Tarascon-sur-Ariège, et entend préciser rapidement le niveau d'aménagement à retenir pour l'ensemble des liaisons.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Carte d'identité par Minitel. Les habitants de l'arrondissement de Béthune, dans le Pas-de-Calais,

que et d'Amérique du Sud, ont une première en France.

Certains projets sont déjà définis : problèmes liés à Gao (Mali), développement agricole des oasis d'Agadez (Niger), barrage sur le Soudan (Burkina-Faso). Ceux qui restent à préciser concernent la région centrale occidentale du Venezuela et les régions de Sao-Paulo, au Brésil, et de Sfax, en Tunisie.

Cette convention, qui doit être suivie d'un contrat de plan régional, centré sur la coopération internationale, est signée pour un an et dotée de 1 million de francs pour les « études de faisabilité ».

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pour aider le tiers-monde

La signature, à Montpellier, d'une convention entre la région Languedoc-Roussillon et le ministère des relations extérieures, de la coopération et du développement, pour venir en aide à des pays d'Afri-

me et des navires de 250 000 tonnes de port en lourd d'atteindre les basses eaux, après 1990, l'écluse pourrait être saturée et Le Havre risquerait alors de voir son trafic de marchandises progressivement régresser.

Tours, capitale de l'archéologie urbaine

« Nous avons lancé dans toutes les villes de France de nombreuses recherches archéologiques. Et l'on peut aujourd'hui très bien concevoir le sauvetage du passé et la modernisation d'une ville grâce à des méthodes très modernes qui seront mises au point ici ».

Jean-Pierre Weiss, l'actuel directeur du Centre national d'archéologie urbaine. Structure unique en France, ce centre, créé par le ministère de la rue de Velours, est abrité dans de magnifiques locaux mis à disposition par la municipalité de Jean Royer : ceux du Logis des gouverneurs dans le château de Tours qui fait face à la Loire. Sa mission : l'étude des aspects spécifiques de la recherche archéologique en milieu urbain et des conditions particulières de la meilleure prise en compte de l'histoire dans l'aménagement et le développement de la ville. A ces fins, le Centre national d'archéologie urbaine doit contribuer à l'information et à la documentation des archéologues et des divers secteurs intervenant dans cet aménagement.

Le Conseil scientifique, présidé par M. Goudineu, professeur au

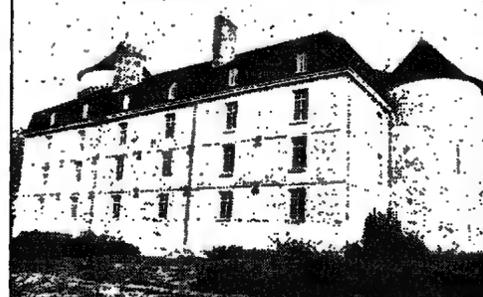
Collège de France et vice-président du Conseil supérieur de la recherche archéologique, a fixé ainsi le programme d'activités et de recherches : favoriser la mise à disposition de documents d'évaluation du potentiel archéologique des villes et le cadre d'une action globale du patrimoine urbain et organiser des missions de réflexion ou de formation autour de questions spécifiques.

Cette mission, un colloque international tenu à Tours en 1980 l'avait initiée, et c'est à partir de là que l'idée d'un tel centre avait germé. C'est en fait sept ans plus tôt que les premiers jalons avaient été posés. Henri Galinié, l'actuel directeur avait convaincu à l'époque Jean Royer de la laisser faire une série de fouilles à l'occasion de certains chantiers de reconstruction.

Formé par Martin Biddle, un archéologue anglais très en avance dans sa spécialité, Henri Galinié a introduit en France une nouvelle approche de l'archéologie urbaine. Finie la fouille de spécialisation par époques chronologiques : on s'attaque désormais à l'étude globale de l'urbanisme et de ses phases de réaffectation et d'extension.

« Autrefois, dit Henri Galinié, on fouillait comme des porcs. L'amélioration des techniques, surtout à partir des années 70, a permis de dater ce que l'on trouve dans les strates de la ville humaine en sous-sol. » Ainsi, à Tours, douze années de fouilles ont permis de découvrir en cause certaines données de l'histoire de la ville. On a découvert par exemple qu'elle a décliné à partir de la fin du II^e siècle, bien avant les invasions barbares, et que le château prétendument construit au XII^e siècle par Henri II Plantagenêt est en fait la résidence comtale (du XI^e siècle) la mieux conservée d'Europe.

Pour Henri Galinié, les archéologues n'ont plus à intervenir en catastrophe sur les chantiers au milieu des bulldozers. L'Etat jouant de mieux en mieux son rôle, il faut négocier avec les promoteurs entre la démolition et les travaux de terrassement. C'est ce qui est en train d'être fait pour le musée de la ville de Tours, dit-il. « Il s'agit, dit-il, de mettre de gèle des opérations de fouilles tout en conservant, ce qui de recueillir des données fondamentales sur le patrimoine des villes ».



Le château de Tours : il serait plus ancien qu'on se le croit.

Centre de réflexion qui capitalise les expériences, le Centre national d'archéologie urbaine de Tours a aussi un rôle incitatif. Il a quelques moyens pour financer des études d'évaluation du patrimoine. Des contrats ont été passés avec des villes comme Angers, Reims, Grenoble, Aix qui disposent d'équipes d'archéologues sensibilisés à cette nouvelle gestion du patrimoine urbain.

laboratoire d'archéologie urbaine de la ville, qui jouxte le Centre national, va s'ouvrir sur l'extérieur en 1987 prochain. Plus de 100 personnes ont participé à une présentation muséographique de la ville depuis ses origines, la documentation pour les scolaires, et des expositions temporaires. Parmi celles explorées : la poterie domestique, l'époque romaine à la fin du Moyen Age. L'investigation souterraine montrera ainsi un grand jour.

ALAIN BODDAERT.

LA PRISE DE CONTROLE DE L'Etat espagnol

notre correspondant

Madrid. — Les négociations pour la prise de contrôle de SEAT par le groupe Volkswagen ont été compliquées par le problème des dettes accumulées par la société espagnole.

PAYS DE LA LOIRE

1990 : un nouveau pont pour Nantes

Nantes, dont la traversée est un casse-tête pour les automobilistes, devrait perdre définitivement sa mauvaise réputation avec la mise en œuvre de cette année d'un nouveau pont sur la Loire, en aval de l'agglomération.

Le gouvernement va débloquer, en 1986, 25 millions de francs pour cet ouvrage. Le feu vert est donné pour la construction de ce pont, dont le coût est estimé à 500 millions de francs et qui sera ouvert en 1990. Pour la première année, le Syndicat intercommunal de l'agglomération nantaise financera le plus gros part (51 millions). Mais, au total, la charge de l'Etat s'éleva à 55 % de la dépense.

Il s'agit d'un ouvrage de 1 560 mètres de long et de 50 mètres de haut (ce qui permet le passage d'un ponton de Nantes). Avec ce pont (attendu depuis bientôt quinze ans), qui s'ajoutera à celui d'Aquitaine en Gironde, le contournement de Nantes sera bouclé. Et sa construction apportera une bouffée d'air à l'industrie des travaux publics dans un département fortement touché par le chômage.

POITOU-CHARENTES

Chèvres françaises au Maroc

Des éleveurs de la région Poitou-Charentes vont participer à deux projets d'implantation d'élevage de chèvres pour le lait et la viande au Maroc, au sein de l'Alliance pastorale, syndicat installé à Montmorillon, dans la Vienne, regroupant 11 000 éleveurs français.

Une délégation d'éleveurs de la région s'est rendue au Maroc pour étudier à Khénifra, dans le Moyen-Atlas, un projet de développement de chèvres alpines et d'amélioration de la race. Un projet analogue existe pour Chef-Chaouen, dans le Maroc.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR

BRIANÇON. — Le conseil municipal de Briançon (Hautes-Alpes) a adopté un projet qui devrait faire de la commune une station de sports d'hiver, reliée au domaine skiable de Serre-Chevalier. Ce projet prévoit l'aménagement d'un massif sur le territoire communal, « le Forclé ». Le montant des travaux est évalué à 100 millions de francs. Le projet sera soumis prochainement à un référendum municipal, a indiqué le maire.

RHONE-ALPES

SAINT-ETIENNE. — Le Comité d'expansion économique de la Loire vient d'établir, sous le titre « Loire, technologie et formation », une brochure qui présente une sélection des organismes, centres de recherches ou bureaux d'études de haut niveau installés dans le département. Cela à l'intention d'industriels et d'entreprises (50 F - 6, rue Francis-Garnier, 42100 Saint-Etienne. Tél. 77-33-23-73).

Des fiançailles tunisiennes

Tant que...

Si le mariage germano-espagnol est conclu, les fiançailles ont été longues et tumultueuses. Volkswagen et SEAT ont conclu un accord de coopération avec le constructeur espagnol qui venait de quitter l'Etat. Aux termes de cet accord, SEAT assurera la production de certains modèles VW en Espagne et se chargera en outre de développer dans le péninsule les modèles de la gamme VW et Audi. Si bien que Volkswagen a encore pratiquement absent du marché espagnol en 1985, vendant environ 40 000 véhicules en 1985 (soit contre 5 % de ce marché).

ENTREPRISES

Affaire Fermenta : Volvo veut la vente de ses intérêts pharmaceutiques

Le scandale déclenché par les écologistes de M. Rafael El-Sayed, président de Fermenta, groupe pharmaceutique espagnol, n'était pas sans conséquence. L'INI, le fait valoir, n'était plus l'Etat et les pertes qui ont été effectuées nécessaires pour la vente de ses intérêts pharmaceutiques. Quoi qu'il en soit, la vente de ses intérêts pharmaceutiques sera financée par le groupe.

AMC et les camions Mack

Renault et respectivement perdu 125 millions de dollars en 1985.

AMC et les camions Mack

AMC, constructeur américain de camions, a annoncé une perte de 125,3 millions de dollars en 1985 contre un bénéfice de 15,5 millions en 1984. Le chiffre d'affaires a atteint 4,2 milliards de dollars contre 4,2 en 1984. M. Dedeurwaerder, directeur commercial de la Régie et directeur général d'AMC, souligne que AMC a été affecté par la sévère concurrence qui règne sur le marché américain des petites voitures. Une amélioration a cependant été enregistrée au cours du second semestre (perte de 25,5 millions de dollars en 1985 au premier). L'objectif est l'équilibre en 1986, notamment grâce au succès des ventes de Jeeps.

Mack sort également en perte

Mack Trucks, société américaine, a enregistré une perte de 42,3 millions de dollars en 1985, contre un bénéfice de 59,2 millions de dollars en 1984. La perte s'explique par une provi-

مكازم الأصيل

Économie

LA PRISE DE CONTROLE DE SEAT PAR VOLKSWAGEN L'Etat espagnol prend les dettes à sa charge

De notre correspondant

Madrid. — Les négociations pour la prise de contrôle de SEAT par Volkswagen ont été difficiles, et ont longtemps échoué sur le problème des dettes accumulées par la société

Espagnols. En janvier dernier, le gouvernement de Madrid approuvait un décret-loi concédant la coquette somme de 186 milliards de pesetas de crédits à SEAT pour assainir totalement sa situation financière. La compagnie procédait ensuite, au début de février, à une

L'Etat espagnol a-t-il vraiment une bonne opération ? M. Kraussier en est persuadé, et souligne que la seule raison de rechange était la fermeture de la firme, ce qui aurait entraîné la débauchage de 100 000 personnes (les fonds auraient dû être remboursés de toute manière), mais bien plus traumatisant sur le plan social. Reste qu'en laissant longtemps s'accumuler les dettes de SEAT, l'Etat a finalement décidé de négocier avec Volkswagen, et a été contraint d'accepter les conditions draconiennes imposées par la firme allemande.

THIERRY MALINAK.

300 MILLIONS DE FRANCS POUR LES ORGANISMES HLM

La Caisse de garantie du logement social a pris les premières décisions d'allègement des dettes des organismes HLM, a annoncé, le vendredi 21 février, un communiqué du ministère de l'urbanisme, du logement et des transports. Le montant de cet allègement portera sur une dette de 30 milliards en 1986, trente-sept organismes ayant déjà obtenu des allègements pour une dette de 17 milliards. Les autres organismes devront être traités avant le 30 avril prochain.

Cette mesure allègera la dette de 300 millions de francs par un pendant cinq ans, représentant de 10 à 15 % des montants annuels des remboursements d'emprunts contractés pour la construction de logements locatifs aidés. Il s'agit de compenser, pour les organismes lourdement endettés en prêts locatifs aidés (PLA), les hausses de la dette, en termes réels.

Bruits de négociations salariales dans la fonction publique...

Le gouvernement va-t-il revenir sur sa décision de ne pas ouvrir les négociations salariales dans la fonction publique ? Le microcosme syndical est rempli de rumeurs qui le laissent entendre... Lors du règlement de la dette de sauvetage pour 1985 (le 15 janvier), M. Fabius avait, malgré le souhait de M. Le Garrec, écarté toute perspective, estimant qu'un accord avec les syndicats risquait de se livrer à des « surenchères ». Mais, éléments expliquent que la question soit réexaminée au plus haut niveau.

Porté par la hausse de l'inflation, M. Fabius table sur un glissement des prix de 2 % en 1986. Il a donc revu ses propres objectifs à la baisse. Pour les syndicats, et en particulier pour la CFDT et la FEN, la désinflation est devenue crédible. Il est donc possible de s'engager sur des hausses salariales très modestes sans perte de pouvoir d'achat. La CFDT et la FEN semblent prêtes à admettre une hausse du salaire brut de 2 %.

A l'hôtel Matignon, on hésite encore à s'engager dans une telle voie. Ce n'est pas complètement fermé, mais dans le contexte politique, c'est difficile d'ouvrir une négociation salariale, dit-on dans l'entourage du premier ministre. Il faut attendre les avantages de la loi de finances. Mais, reconnaît-on, « ce qui nous amène à réviser notre position, c'est que les syndicats nous demandent et qu'ils acceptent

2 % ». Il y a un mois, le gouvernement raisonnait encore sur un objectif de 2,5 % en glissement des prix, en ajoutant que, dans ce cas, la masse salariale devrait augmenter de 2,5 % en 1986. Une telle hausse laissait une faible marge de manœuvre : après avoir inclus dans cette enveloppe 2,1 % d'effort report sur augmentations en 1985, 0,5 % au titre du glissement vieillesse-technicité (le GVT, dont l'inclusion avait été décidée par les syndicats) et 0,27 % de mesures catégorielles, il ne restait que 0,13 % à distribuer en augmentations générales.

Dans le nouveau schéma envisagé — et qui pourrait obtenir rapidement l'agrément de la CFDT et de la FEN, dès lors qu'une clause de sauvegarde plutôt contraignante ficellera le dispositif, — le gouvernement reprendrait, pour l'évolution de la masse salariale, l'objectif de la loi de finances pour la hausse moyenne des prix, soit 3,4 %. Le glissement vieillesse-technicité serait inclus dans la masse salariale, mais les mesures catégorielles — qui bénéficient surtout aux instituteurs et aux policiers, — en seraient exclues. Dans ce tel cadre, il serait possible d'accorder une hausse de 2 % du niveau des traitements (avec, par exemple, 1 % au 1^{er} juillet et 1 % au 1^{er} novembre) et environ 170 millions de francs en mesures catégorielles. Le gouvernement jugerait-il politiquement opportun — en payant — de réviser la stratégie de négociation ? La décision devrait être prise très rapidement, vers le milieu de février, au début de la session parlementaire, des négociations salariales puissent s'ouvrir dans une entreprise publique, comme par exemple EDF, où la marge de manœuvre, en raison d'un moindre effet report, est plus grande...

Régimes syndicaux en 1988 ?

D'ici trois ans, après l'élection présidentielle, les élections normales sont prévues. Les organisations syndicales devraient changer de dirigeants. M. Kraussier a d'ores et déjà fait savoir qu'il n'aurait pas le rôle de PD jusqu'au lendemain de l'élection présidentielle, mais qu'il resterait jusqu'à la fin de l'année. Lors d'un récent bureau national de la CFDT, un octobre, l'hypothèse aurait été retenue que M. Edmond Maire passe la main quelques mois après le prochain congrès de sa confédération, prévu pour le printemps 1988, alors que certains pensaient qu'il resterait en fonction jusqu'en 1991. Quant à la CGT, la « guerre de succession » semble ouverte, le départ de M. Henri Kraussier étant envisagé pour le prochain congrès, à la fin de 1988.

De telles hypothèses peuvent toujours être remises en question en fonction de la situation politique, économique ou sociale ou des problèmes internes du syndicat. Fort d'un comité confédéral élu en janvier, qui, malgré les turbulences de l'heure, s'est réuni par le vote d'une motion à l'unanimité, M. Bergeron s'efforce de dépassionner les problèmes de sa succession. Sauf outsider de dernière heure, elle devrait se jouer entre M. Claude Pitouss et M. Marc Blondel, qui sont tous deux des membres du bureau confédéral.

À la CGT, la succession est dans l'air depuis que, en mai dernier, M. Kraussier a été nommé à l'ordre par le comité central du PC. Mais il suffirait qu'un score aux élections législatives pour que d'éventuels changements à la tête du parti se traduisent ensuite par un renouvellement des instances de la CGT. Pour l'heure, c'est M. François Duteil, secrétaire général de la fédération de l'énergie et membre du bureau confédéral depuis le 42^e congrès fédéral en novembre dernier, qui semble avoir de plus en plus le vent en poupe.

À la CFDT, le problème se pose en termes différents. M. Maire va devoir gérer une période délicate, au lendemain des législatives, et tenter de se présenter comme interlocuteur principal du gouvernement et du patronat. Or son succès au 40^e congrès confédéral de Bordeaux en juin dernier ne lui donne pas une grande marge de manœuvre : pour élargir sa majorité il a dû lâcher du lest à ce qui ne veulent pas trop vite dans l'adaptation du syndicalisme. Mais pour mettre en œuvre cette politique, il a conservé une équipe à dominante « moderniste ».

Qu'il ait été obligé de durcir le ton à l'égard de la présidence RPR-LDF, cela ne revient pas à la décision de ne pas appeler à voter pour la gauche, montre qu'il doit être plus sensible encore qu'auparavant aux réactions des différents composés de sa majorité. Le maintien de cette majorité dépendra de la succession et pourrait, en cas de difficultés, retarder les échéances. Pour l'heure, les préférences de M. Maire pour un successeur seraient aller vers M^{me} Nicole Notat, secrétaire nationale. Mais ses adversaires redoutent déjà d'avoir à faire face à la « copie d'Edmond au féminin ».

M. N.

Des fiançailles tumultueuses

Si le mariage germano-espagnol est conclu, les fiançailles ont été longues et tumultueuses. Volkswagen avait en 1982 conclu un accord de coopération avec la firme espagnole qui venait de divorcer de l'italien Fiat. Aux termes de cet accord, Seat assurait la production de certains modèles VW en Espagne et se chargeait en outre de distribuer dans la péninsule ibérique les modèles de la gamme VW et Audi. Si bien que Volkswagen, encore pratiquement absent du marché espagnol en 1982, a vendu environ 45 000 véhicules en 1985 (soit quelque 8 % de ce marché).

Tant pour Volkswagen que pour Seat, il semblait clair que cette coopération n'était qu'un premier pas, le mariage devant se conclure par la reprise de Seat par le constructeur allemand. Mais les choses n'ont pas été aussi simples. Le principal obstacle à la reprise de Seat par le constructeur allemand était la dette de 300 millions de francs par un pendant cinq ans, représentant de 10 à 15 % des montants annuels des remboursements d'emprunts contractés pour la construction de logements locatifs aidés. Il s'agit de compenser, pour les organismes lourdement endettés en prêts locatifs aidés (PLA), les hausses de la dette, en termes réels.

espagnole : dans quelle proportion devaient-elles être assumées par l'Etat espagnol et par Volkswagen ? Le thème était d'autant plus conflictuel que les deux parties divergeaient quant à l'ampleur réelle des pertes. Un accord a été réalisé en juin par la société privée Frics Waterhouse qui a financé les fonds propres de SEAT à un niveau négatif de -135 milliards de pesetas (-6,5 milliards de francs). La compagnie allemande a obtenu que le redressement financier soit entièrement financé par

augmentation de capital de 57 milliards de pesetas. Pour justifier l'opération de privatisation de SEAT, le président de l'INI, M. Luis Carlos Croisier, a fait valoir que le holding public n'était plus à même de supporter des pertes qui allaient croissant (36 milliards de pesetas en 1984), ni d'effectuer les investissements nécessaires pour que la firme automobile puisse redresser la situation. Quant à l'emploi, il ne sera que relativement préservé : des vingt-trois mille travailleurs actuels, six mille doivent aller dans d'autres sociétés.

ENTREPRISES

Affaire Fermenta: Volvo veut renégocier la vente de ses intérêts pharmaceutiques

Le scandale déclenché par les écologistes suédois en révélant que M. Rafat El-Sayed, président de Fermenta, un des plus grands groupes pharmaceutiques scandinaves, n'était pas, contrairement à ses dires, docteur en microbiologie (Le Monde du 19 février), a provoqué de violents remous à la Bourse de Stockholm. L'action Fermenta (47 % de la capitalisation boursière locale) a chuté de 50 % cette semaine. Du coup, l'opération de 3,8 milliards de francs, montée par M. El-Sayed pour racheter à Volvo ses participations majoritaires dans Pharmacia et dans Gambrø, a été remise en question. Le règlement de cette acquisition devait être pour partie effectué en actions Fermenta (Volvo serait ainsi actionnaire à 20 % de Fermenta). En raison de la tournure prise par cette affaire, le constructeur automobile ne s'estime plus lié par les accords préliminaires conclus avec Fermenta. Tous les ports ne sont cependant pas rompus. Volvo se déclare prête à reprendre les négociations dans un esprit constructif. De son côté, M. Ove Sundberg, nouveau président de Fermenta (à cause de son message, M. El-Sayed avait démissionné), précise qu'il est en relation constante avec la direction de Volvo. Le rapprochement de Fermenta avec Pharmacia et Sonesson aurait donné naissance au premier groupe pharmaceutique européen (12 milliards de francs de chiffre d'affaires).

AMC et les camions Mack (Renault) ont respectivement perdu 125 millions et 59 millions de dollars en 1985. American Motors Corp. (AMC), constructeur américain de camions, a annoncé une perte de 125 millions de dollars en 1985 contre un bénéfice de 15,5 millions en 1984. Le chiffre d'affaires a chuté de 4,2 milliards de dollars contre 4,2 en 1984. M. Dedaurwaerder, directeur commercial de la Régie, a souligné qu'AMC a été touché par la concurrence qui régit sur le marché américain des petites voitures. Une amélioration a cependant été enregistrée au cours du premier semestre (perte de 25,8 millions de dollars contre 99,5 au premier) et l'objectif est l'équilibre en 1986, notamment grâce au succès des ventes de Jeeps.

POITOU-CHARENTES
Chèvres françaises au Maroc

Des éleveurs de la région Poitou-Charentes vont participer à deux projets d'amélioration de chevre pour le fait et la viande au Maroc. L'un des projets est financé par le ministère de l'Agriculture, l'autre par la Région Poitou-Charentes. Les éleveurs de la région se sont réunis au Maroc pour étudier à Agadir, dans le Nord-Atlas, un projet de développement de chèvre à viande et de transformation de la peau. Le projet a été financé par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Maroc.

PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR
BRIANÇON. — Le conseil municipal de Briançon (Hautes-Alpes) a adopté un projet qui devrait faire de la commune une station de sports d'hiver, reliée au domaine skiable de la région par un téléphérique.

RHONE-ALPES
SAINT-ETIENNE. — Le Comité d'expansion économique de la Loire vient d'éditer, sous le titre « La Loire, technologie et formation », une brochure qui présente une sélection de bureaux d'études de recherches et bureaux d'études de très haut niveau installés dans le département. Cela à l'initiative des industriels et chefs d'entreprises. (50 F - 6, rue François-Garçon, 42000 Saint-Etienne. Tél. 73-30-23-73).

UN RAPPORT AU PREMIER MINISTRE SUR L'ELARGISSEMENT DE LA CEE

Les régions du Sud doivent coopérer et être offensives

M. Lucien Delmas, sénateur socialiste de Dordogne a rendu public le jeudi 20 février le contenu du rapport que, par lettre du 11 août dernier, le premier ministre lui avait demandé de rédiger sur les conséquences pour les régions méridionales de l'élargissement de la CEE. Initié par le Sénat du Grand Sud, le document porte sur « une opération interrégionale dynamique » (entre Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse) et une « coopération interrégionale étendue » (avec les provinces espagnoles, voire portugaises, proches).

À propos de l'agriculture, M. Delmas suggère plusieurs mesures concrètes, comme la création d'une société commune des producteurs de maïs ou la fondation d'un observatoire agro-alimentaire commun aux cinq régions. Quant au vin, il faudrait passer, dans les dix ans à venir, de 15 millions d'hectolitres d'appellation d'origine contrôlée (AOC) à 20 millions.

La pêche — en Méditerranée — n'est pas suffisamment réglementée. Il faudrait, comme le souhaitent les professionnels, instaurer un large accès à la pêche (elle est de 200 milles en Atlantique). C'est à un véritable « bouillonnement » que doit s'attendre l'Aquitaine, qui (entre des faiblesses communes) présente une de même une forte proportion de créations d'entreprises, nombreuses FME de pointe. M. Delmas note : « Le véritable enjeu est non pas de renforcer l'Espagne et le Portugal, mais de faire face en Espagne, au Portugal et plus généralement dans le sud à la concurrence des régions du nord de l'Europe. Le sud de la France doit être offensif ».

PLAINTES CONTRE LA RÉGLEMENTATION FRANÇAISE

La Commission de Bruxelles donne raison aux producteurs de cigarettes étrangères

De notre correspondant
Bruxelles (Communauté européenne). — En dépit d'une condamnation en juin 1985 devant la Cour européenne de justice, la France est toujours en infraction, selon la Commission de Bruxelles, en matière de fixation des prix de vente des cigarettes. Ainsi l'excédent européen a-t-il décidé d'adresser « un avis motivé » au gouvernement français afin qu'il modifie le règlement actuellement appliqué.

Les services bruxellois doivent formuler leur décision dans un délai de trois mois. La tradition veut qu'un « avis motivé » ne soit pas transmis à la veille d'une échéance électorale. C'est ce qui explique que Paris n'ait pas encore été officiellement saisi par Bruxelles.

Les autorités nationales concernées sont toujours avisées d'une manière ou d'une autre de la procédure engagée. Autrement, l'avis motivé serait détourné de sa fonction principale, à savoir faire pression sur les États membres pour qu'ils mettent leur législation en conformité avec la réglementation européenne.

Ferruzzi ne veut pas prendre le contrôle de Beghin-Say
Le groupe italien Ferruzzi n'a pas l'intention de prendre le contrôle de Beghin-Say (pape-rie et fabricant de sucre français), affirme un communiqué commun des deux sociétés. Après le rachat par Ferruzzi des 5 % du capital de Beghin-Say détenus par le groupe britannique Tate and Lyle, ce qui porte à 45 % la part de Ferruzzi dans le capital de la société française (le 22 février), les deux sociétés déclarent qu'aucune modification de la composition du conseil de direction n'est envisagée, si ce n'est l'entrée de M. Arturo Ferruzzi au lieu et place du représentant de Tate and Lyle.

Dans le cas de la France et des prix des cigarettes, la discrétion n'a pas été respectée. Avertis très vite de la décision de Bruxelles, les producteurs néerlandais (les nationaux et les entreprises américaines installées aux Pays-Bas) se sont agités pour augmenter la pression sur le gouvernement français. La vérité est que nombre de responsables européens sont irrités par ce qu'on n'hésite pas à qualifier à Bruxelles de « monopoles français ». Encore que dans les dossiers politiquement délicats (le plan de financement de la Chapelle-Darby en France, la protection du marché de la bière en Allemagne fédérale, le prix du gaz fourni aux horticulteurs des Pays-Bas...), la Commission — acceptant quelques cas — ait toujours fait preuve de beaucoup de patience et de compréhension.

La réponse de la Commission est cinglante : « Les autorités françaises ne respectent ni l'arrêt de la Cour de justice ni leur propre décision du 24 janvier 1985 ». Les fabricants et les importateurs de cigarettes n'ont en aucune façon, ajoute-t-elle, le droit de fixer les prix de vente au détail de leurs produits. Le texte de Bruxelles conclut : « En ce qui concerne l'année 1985, la hausse accordée est non seulement inférieure aux demandes des importateurs mais également aux normes appliquées dans le reste de l'Europe ».

MARCEL SCOTTO.

Crédits-Changes-Grands marchés

Les devises et l'or

Confusion sur le dollar

Rien ne va plus, apparemment, dans la Maison Blanche et le Département du Trésor...

En début de semaine, le « billet vert » s'orientait à la baisse, s'approchant de 2,30 DM et tombant au-dessous de 7,10 F...

Du coup, le dollar « plongait » à 2,27 DM, 6,98 F et 177 francs...

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AU 21 FÉVRIER

Table with columns: PLACE, Livre, S.E.L., Franc français, Franc suisse, D. mark, Franc belge, Florin, Lire italienne. Rows include London, New-York, Paris, Zurich, Francfort, Bruxelles, Amsterdam, Milan, Tokyo.

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 21 février, 3,8828 F contre 3,9544 F le vendredi 14 février.

Marché monétaire et obligataire

Une baisse des taux « officielle »

Anticipés depuis plusieurs semaines par le marché financier, la baisse « officielle » des taux a eu lieu enfin : jeudi 17 février, la Banque de France a diminué d'un quart le point son taux d'intervention...

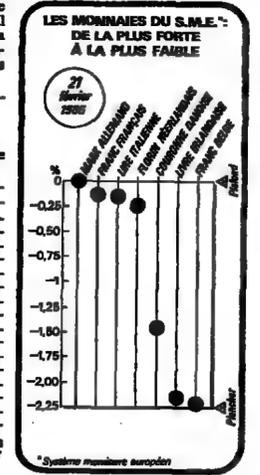
Quant au marché obligataire, il a accueilli avec ravissement la diminution du taux d'intervention de la Banque de France...

Cette mesure porte le total des réserves de 25 milliards de francs à 31 milliards et annule, pendant les établissements, le bénéfice de la

orthodoxe et encourt l'hostilité de M. Baker, précédemment beaucoup plus coopératif. Es de pronostiquer la démission prochaine du président de la FED...

Les opérateurs, toutefois, estiment que le recul du dollar n'est pas terminé, en dépit des obligations de M. Volcker...

FRANÇOIS RENARD.



L'euro-marché

Quand l'insouciance comble l'incertitude

Bien que personne ne soit en mesure de prévoir vers quelle direction se dirige le marché international des capitaux...

C'est là un infortuné poisson pour lequel un tel programme pour le débiteur est, en général, un cadeau du ciel...

En revanche, il semble que la Banque Indosuez se soit montrée un tantinet hésitante en réalisant ce projet...

La décade affichée par le marché français, qui va au-delà de la commission bancaire de 1,875 %, reflète également les réserves de nombreux investisseurs internationaux...

Les matières premières

Hausse du platine et du caoutchouc

Les accords de stabilisation des prix, échaudés par la crise de l'étain, s'écroulent toujours sur les questions de niveau d'intervention et de régulation.

MÉTALUX. - Petite flambée des prix du platine qui a entraîné leurs niveaux les plus élevés depuis le mois de juin 1984.

En dépit de grèves persistantes au Pérou qui obligent les compagnies à invoquer la clause de force majeure pour réduire leurs livraisons...

FRANCFORT

Reprise. Tensions assez régulières en matière de devises pour les opérations sur le marché de l'or...

compagnie pétrolière américaine, s'en est rapidement mordra les doigts.

C'est dans le cadre d'une euro-emission à échéance beaucoup plus courte que la Banque nationale de Paris (BNP) a, inopinément, lancé mercredi soir un euro-emprunt de 125 millions de dollars...

La raison, toutefois, en tient plus à la personnalité relativement peu connue (par le dentiste belge) de débiteurs qu'au marché de l'ECU.

La baisse des taux d'intérêt, en France et sur le marché de l'euro-franc français, a permis à la Banque mondiale de réaliser un bel exploit...

Une moisson de « premiers » ! Dans la foulée, que va donc pouvoir proposer NERSA, la centrale nucléaire européenne à neutrons rapides...

LES COURS DU 20 FÉVRIER 1986

MÉTALUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 888 (983,50) ; zinc, 995,50 (1 012) ; plomb, 995,50 (1 012) ; aluminium, 766 (783) ; étain, 1 800 (1 820) ; argent (en once par once troy), 414 (414) ; New-York (en cent par once) : or (commodities), 630 (630) ; argent (en once par once troy), 589 (589) ; platine (en once par once troy), 390,60 (390,60) ; Pétrole (en cent par gallon) : pétrole (en cent par gallon), 20 (19,07) ; TEXILES. - New-York (en cent par livre) : coton, 63,25 (63,45) ; mail, 63,15 (63,95) ; Spécimen (en cent par kilo), laine peignée (en cent par kilo), 609 (609) ; Kowatch (en cent par kilo), laine, mail, inch, 40,50 (40,50) ; CAOUCCHOUC. - Escale-Lesepère (en cent par kilo) : R.S.S. (commodities), 204 (190,50) ; DENRÉES. - New-York (en cent par tonne) : cacao, mail, 2 042 (2 033) ; maïs, 2 002 (2 087) ; sucre, mail, 5,87 (5,87) ; café, mail, 238,21 (217,94) ; mail, 240,78 (231,84) ; Londres (en cent par tonne, mail pour le sucre en dollars) : sucre, mail, 154 (154,40) ; mail, 159 (160,60) ; café, mail, 2 445 (2 388) ; mail, 2 490 (2 438) ; cacao, mail, 1 597 (1 640) ; mail, 1 607 (1 644) ; Paris (en franc par quintal) : cacao, mail, 1 585 (1 623) ; mail, 1 630 (1 655) ; café, mail, 2 461 (2 450) ; mail, 2 534 (2 490) ; sucre (en franc par tonne), mail, 1 270 (1 257) ; mail, 1 304 (1 324) ; Tourteaux de soja : Chicago (en cent par tonne) : soja, mail, 152,20 (153,20) ; mail, 153 (154,10) ; Londres (en livre par tonne), mail, 130 (135) ; juin 128 (133,20) ; CÉRÉALES. - Chicago (en cent par boisseau) : blé, mail, 331,75 (335,50) ; mail, 275 (287,25) ; maïs, mail, 238,25 (237,75) ; mail, 236,25 (237,50) ; INDICES. - Moody's, 962,60 (962) ; Reuters, 1 806,50 (1 836,40) ;

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Tout près des 1 700 points, le Dow Jones a terminé à 1 698,50 points, en hausse de 15,25 points.

La séance a été marquée par une forte volatilité, avec des échanges particulièrement actifs sur les titres de la défense.

Table listing various stocks and their prices in New York, including IBM, AT&T, and others.

LONDRES

Encore plus haut, le FTSE 100 a terminé à 2 245,50 points, en hausse de 15,25 points.

LIBRE DE L'OR

Table showing gold prices in London, including 16 oz bars and various gold coins.

TOKYO

La grande forme, le Nikkei 225 a terminé à 14 800 points, en hausse de 150 points.

FRANCFORT

Table listing various stocks and their prices in Frankfurt, including BASF, Bayer, and others.

LES ACTIVEMENTS SAU RM (%)

Table showing various indices and their values, including the Dow Jones and Nikkei.

Le Monde

Au Tchad

Renforcement du dispositif de défense de l'aéroport de N'Djamena

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — Les autorités militaires françaises ont apparemment renforcé le système de défense de la base aérienne implantée sur l'aéroport de la capitale tchadienne, c'est-à-dire le système de défense de défense radar, s'il est révélateur de la hausse des événements de ces derniers jours, si l'on en juge par le renforcement des dispositifs de surveillance de l'espace aérien. Jeudi 20 février, un important matériel a été acheminé à N'Djamena, qui permettra d'augmenter les capacités de défense de la base installée aux abords de la piste d'atterrissage lors de la mise en place de l'opération Epervier.

On souligne, de sources informées, que « bavures » comme le bombardement de la piste par le Tupolev-22 libyen ou le lancement d'une procédure d'interception d'un appareil non identifié alors que celui-ci était déjà à la verticale de N'Djamena (le mardi 10 février) ne devraient plus se produire.

Il n'est cependant qu'un objectif terrestre n'est totalement à l'abri d'un raid aérien à très basse altitude, comme l'a très bien montré le succès de la mission des Jaguar sur la base de Ouadi-Doum. Lors de cette intervention, les chasseurs français ont essuyé des tirs de défense antiaérienne, celle-ci ne s'est pas enroulée sur les missiles sol-air Sam mais les canons à tir multiple. Si la précision de ce type de bombes ne semble pas être de doute, en revanche des interrogations se posent sur l'ampleur des dégâts infligés à la piste.

S'agissant d'une part, d'une éventuelle nouvelle offensive libyenne, on doute fort, dans les milieux diplomatiques de N'Djamena, que le renforcement, depuis le 14 février, des troupes hostiles au régime de M. Hissène Habré

puisse précéder une cessation des hostilités.

Le colonel Kadafi, indique-t-on, qui veut d'essayer un double jeu — le bombardement de Ouadi-Doum et le soutien de la contre-offensive de l'armée tchadienne, — va certainement pas en rester là. D'autant qu'il sait que le régime qu'il a subi ne peut qu'encourager les militaires de gens du GUNT au gouvernement de N'Djamena qui se sont multipliés ces derniers jours.

Il se confirme qu'en dépit de pertes importantes, à la fois en hommes et en matériel, la majeure partie des dépôts libyens n'a pas été engagée dans l'offensive du 10 février : les unités libyennes proprement dites n'ont pas participé aux combats, ni pour l'essentiel celles du CDR, la principale composante politico-militaire du GUNT. C'est dans les rangs des éléments combattants de « suppléants » que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) ont fait la quasi-totalité de leurs prisonniers.

Deux prisonniers libyens

« Nous avons été très touchés par votre armée, par l'humanité de votre République. » Personne n'avait encore demandé au capitaine libyen Ahmed Salem Ramadan si son comportement de détention était satisfaisant. Il l'a dit en préambule, comme pour être sûr de ne pas oublier. Cet officier, âgé de trente et un ans était conseiller en armement dans les troupes du GUNT de M. Goukouni Oueddei, avant d'être fait prisonnier par les forces tchadiennes, le 14 février, dans la base de Ouadi-Doum.

Le capitaine, très calme, souriant, détaché. Assis à côté de lui, son compagnon est un Libyen de race blanche, le sergent Abdallah Ahmed Mohamed, âgé de vingt-cinq ans. Ses cheveux sont longs et pleins de poussière, son visage est déshydraté, ses mains sont usées et son visage

présente des blessures légères. Ces prisonniers vont aller rejoindre les autres Libyens détenus dans la prison de N'Djamena depuis les combats de 1983.

Tous deux ont répondu pendant près d'une heure aux questions de la presse internationale, au cours d'une séance de médiation organisée le vendredi 21 février dans les locaux du ministère de l'Information.

Le sergent, qui s'est épuisé et affaibli, notamment par le mitraillage des flashes et photographes, a été capturé. Au fond, il ne dit pas grand-chose, un Libyen « providentiel », qui apparemment, par leur présence, la preuve de l'intervention de Tripoli. Le capitaine déclare que « deux mille » hommes qui participaient à l'offensive d'Ouadi-Doum. Il précise que des conseillers libyens sont présents dans chaque section de l'armée du GUNT.

« Il n'a ni l'autre ne peuvent ou ne veulent dire quel était l'objectif final de cette offensive, préparée depuis « un mois, un mois et demi », et que le chef était un dénommé Ahmed Alim Issa. Le capitaine, qui « fait la guerre pour la première fois », le sergent, qui mit dans l'armée depuis 1981, sont des « prisonniers de guerre », comme le rappelle M. Soumaille, ministre de l'Information, des services qui, ainsi que le capitaine libyen, sorti de l'Académie militaire de Tripoli, « exécuté la mission qui était commandée ».

On n'en saura pas plus sur ces prisonniers-témoins, déjà interrogés à leur reprise par les militaires tchadiens depuis leur arrivée à N'Djamena : la Croix-Rouge pourra certainement s'occuper de leur cas un peu plus tard, assure le ministre de l'Information, qui ajoute, technique : « Ce sont des prisonniers de guerre ».

LAURENT ZECHIN

A Montpellier

M. Fabius dénonce l'« idée fausse » d'une cohabitation « facile »

De notre envoyé spécial

Montpellier. — M. Laurent Fabius a passé, le vendredi 21 février, dans le Languedoc-Roussillon — région dont les socialistes sont menacés de perdre la présidence le 16 mars — une journée émaillée d'imprévus. A Lézignan-Corbères où un millier de personnes environ étaient réunies pour un banquet républicain, très chaleureusement accueilli, M. Fabius a prononcé, en réponse notamment à M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés et chef de file des socialistes dans l'Aude, pour les élections régionales, un discours plein d'ardeur ponctué, en cette année cinquantenaire du Front populaire, par un hommage à Léon Blum, qui avait été député de ce département. Déjà avant qu'il ne prit la parole des militants avaient entonné l'Internationale, mais leur initiative avait tourné court. Après l'intervention du premier ministre, il était plus difficile d'ignorer l'histoire.

Flottement dans l'entourage de M. Fabius, incertitude chez les dirigeants socialistes audois... C'est M. Robert Capdeville, président du conseil général et du conseil régional, qui a tranché en se levant et en faisant signe à tous les convives d'en faire autant. Immobilité sur l'estrade, les lèvres closes, le premier ministre a écouté l'hymne traditionnel du mouvement ouvrier. Il n'est resté que deux minutes sur la scène, mais il a été très apprécié par le plus grand plaisir de l'assistance. Cette fois, le premier ministre, à côté du chanteur, frappait dans ses mains.

Des socialistes de l'Aude, M. Fabius dira plus tard aux journalistes : « Vous avez vu ? Ils sont enthousiasmés. Et puis c'est le socialisme de classe, hein ? »

A Béziers, dans l'Hérault, l'inattendu a été M. Jacques Blanc, député (UDF-PR) de Lozère, candidat démissionnaire de l'opposition à la présidence du conseil général. Alors que les maires RPR de Carcassonne et de Béziers sont restés à l'écart de la visite du premier ministre, M. Blanc, bien que n'ayant pas été invité, est venu « marquer » M. Fabius et surtout les dirigeants socialistes de la région au moment de la présentation par M. Gérard Saumade, président du conseil général de l'Hérault, d'un projet d'aménagement des basses plaines de l'Aude. Un projet, selon M. Blanc, sorti du chapeau à la veille des élections et dont le financement est un nouveau crédit tiré par les socialistes sur un avenir incertain. M. Fabius s'est borné à dire, à l'adresse de M. Saumade : « Le gouvernement soutiendra votre projet ».

Trois semaines c'est court !

A Montpellier, enfin, devant trois mille cinq cents personnes réunies à la salle du Zénith, M. Fabius a déclaré : « Dans six mois, nous serions presque sûrs de gagner. Dans trois mois, nous aurions de très bonnes chances de gagner. Mais trois semaines, c'est court ! A vous de faire que ces trois semaines soient très riches, car l'objectif, c'est de gagner ».

Le premier ministre a souligné, à l'attention de « pas mal de Français qui s'apprêtent à voter pour la droite », que le gouvernement, si celle-ci l'emporte, ne sera pas « animé » par M. Raymond Barre, puisque le député de Lyon et ses partisans « demandent des suffrages

mais ne veulent en aucun cas gouverner ». Il a aussi en garde contre « trois idées fausses ».

La première, a dit M. Fabius, c'est que « la droite ferait le même politique que la gauche ». Se référant à la plate-forme de l'UDF et du RPR, le premier ministre a réfuté cette opinion.

La deuxième « idée fausse », a-t-il dit, est que « une partie des socialistes sont les plus populaires de la préférence, notamment un gouvernement ». « Si la droite est majoritaire, a-t-il assuré, ce serait le départ de tous les socialistes ».

Troisième idée fausse : « François Mitterrand et un gouvernement à droite, cela pourrait facilement s'enssembler ». M. Fabius a souligné que « le président de la République est élu pour sept ans », qu'il « ne renouvellerait pas son mandat » et qu'il « ne pourrait pas l'exercer » ; mais, a-t-il ajouté, « si la droite accède au gouvernement, ce serait, je le crains, un désordre ». Il faut un président qui soit soutenu par le président de la République ».

« Le président de la République, a expliqué M. Fabius, il y a quelques jours, a décidé de notre intervention au 17 février. Il m'en a bien sûr parlé, et j'étais en plein accord avec lui. Que se serait-il passé si, un autre premier ministre était à ma place. Il s'était opposé au président de la République sur les principes ou sur les formes de cette intervention ? »

M. Fabius, jusqu'à présent, dénonçait la « pagaille » qu'entraîneraient les divisions de la droite si elle devenait majoritaire. Il met en cause maintenant, et comme M. Barre, la perspective de la cohabitation entre le chef de l'Etat et un chef de gouvernement de droite.

PATRICK JARREAU

NAVIGANT VERS L'AFRIQUE

Des Britanniques et leur arsenal ont été interceptés à Brest

Un véritable arsenal d'armes de guerre — plusieurs tonnes au total — a été découvert le jeudi 20 février à bord d'un cabotier à deux ponts panaméen, le Silver-Sea, qui a dû s'arrêter à la limite de la zone de surveillance de la défense antiaérienne, celle-ci ne s'est pas enroulée sur les missiles sol-air Sam mais les canons à tir multiple. Si la précision de ce type de bombes ne semble pas être de doute, en revanche des interrogations se posent sur l'ampleur des dégâts infligés à la piste.

S'agissant d'une part, d'une éventuelle nouvelle offensive libyenne, on doute fort, dans les milieux diplomatiques de N'Djamena, que le renforcement, depuis le 14 février, des troupes hostiles au régime de M. Hissène Habré

de l'équipage, des citoyens britanniques, ont été placés en garde à vue et entendus en procédure de flagrant délit ouverte sur les lieux du parquage de la base des policiers de l'antenne locale de contre-espionnage français et la DST (Direction de la surveillance du territoire). Vendredi, ils ont été emmenés dans les locaux de la DST à Brest, sous leurs bagages.

La dernière note signalée du Silver-Sea remonte au 20 septembre dans le port britannique de Southampton. Le Silver-Sea, cabotier de 666 tonnes construit en 1958, est affrété par une mystérieuse compagnie, l'Atlantic Tug and Shipping Limited, dont le siège est dans l'île anglo-normande de Guernesey. Mais l'armateur ne dispose ni d'un bureau ni d'un téléphone et pour le trouver, il faut écrire à une boîte postale dans l'île, à Saint-Peter Port.

Le Foreign Office a demandé, vendredi, des renseignements sur les liens établis aux autorités françaises. Selon le quotidien britannique Daily Mail, les mercenaires du Silver-Sea étaient payés par le président Samuel Doe, du Libéria, et non pour intervenir en Sierra-Leone.

Les neuf rescapés du naufrage du « Snekkar-Artic » sont attendus lundi à Roissy

Le bilan du naufrage du Snekkar-Artic, un chalutier de Dieppe, au large de l'Écosse était toujours, le 22 février en fin de matinée, de dix-huit victimes : seize disparus, deux morts dont les corps ont été retrouvés. Les opérations de recherche avaient recommencé à l'aide de navires et d'avions. Les neuf rescapés doivent arriver lundi après-midi à Roissy.

Leurs témoignages seront déterminants pour expliquer les causes du naufrage de ce navire-cogitateur de 50 mètres très moderne, lancé le 23 novembre 1984, conçu par ses armateurs Davidge, Leveux et Le Gouez pour affronter les fortes mers de l'Atlantique nord et piloté par des marins expérimentés. On sait seulement qu'un incendie s'était déclaré au tableau électrique, mais qu'il fut maîtrisé.

La CFDT a demandé que les syndicats de marins soient associés aux opérations qui ont été ouvertes.

Fécampois, les meilleurs capitaines...

De notre correspondant

Fécamp. — A Fécamp, le port normal de Terre-Neuve, aujourd'hui déserté par les maritimes qui allaient autrefois en Islande et au Labrador, le bâtiment s'inscrit en lettres d'or dans la chapelle des marins disparus. Les noms des Snekkar-Artic, os abîmés par le naufrage, n'avaient pas une année de mer. Pourtant, on verra fier de fournir les équipages embarqués sur les chalutiers immatriculés dans les grands ports de la Manche, à Boulogne-sur-Mer et à Dieppe. « Les meilleurs capitaines sont les Fécampoisis », disait-on un jour.

Dans un impressionnant silence, la nouvelle du naufrage s'est répandue à travers la ville, où la solidarité de la mer s'est manifestée en complicité. L'armateur du Snekkar-Artic, M. Leveux, a trouvé auprès de son collègue Jean-Louis Lagarde,

un bail pour aller au foyer en foyer informer les familles. Celle de Claude Jouen, quarante-cinq ans, le patron du bateau, disparu lui-même, compte aujourd'hui quatre absents.

Les spécialistes et les « anciens », comme le capitaine Jean Rocher, l'auteur du récit autobiographique de l'équipage, tentent encore à fournir une explication. Mais dans sa mémoire, reviennent les images des vagues déferlantes des mers d'Écosse, là où le poisson abonde. Lorsque le navire rentra son chat avec une poche chargée parfois de 30 à 40 tonnes, lorsque la porte arrière s'ouvrit pour avaler les milliers de poissons, alors le moindre accroc peut se transformer en catastrophe.

Le Snekkar-Artic n'est pourtant un bon bateau, comme son aîné le Snekkar-Nordic, plus vieux de six mois, et son petit frère actuellement en construction à Dieppe.

ETIENNE RANZET

LA NAISSANCE DE LA « 6 » MUSICALE

Départ en douceur pour la chaîne des jeunes

Le 22 janvier, 14 heures, quelque quarante heures après le lancement de la « 5 », la sixième chaîne arrive. On doit pouvoir compter dans neuf agglomérations (1) un programme d'émissions à forte dose de clips. Démarrage en douceur : la rapidité de la mise sur pied de l'opération n'a pas permis à la chaîne musicale d'engranger suffisamment d'émissions, mais il fallait partir en même temps que la « 5 », ne serait-ce que pour l'équilibre de l'offre.

L'acte de naissance — le contrat de concession à l'Etat public et le cahier des charges y afférant — a été signé vendredi 21 février, par M. Maurice Lévy, PDG de TV 6 — président de Publicis conseil, et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. Une course contre la montre, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'ayant fait connaître son avis que tardivement.

Le contrat de concession à l'Etat public et le cahier des charges y afférant — a été signé vendredi 21 février, par M. Maurice Lévy, PDG de TV 6 — président de Publicis conseil, et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. Une course contre la montre, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'ayant fait connaître son avis que tardivement.

Le contrat de concession à l'Etat public et le cahier des charges y afférant — a été signé vendredi 21 février, par M. Maurice Lévy, PDG de TV 6 — président de Publicis conseil, et M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication. Une course contre la montre, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle n'ayant fait connaître son avis que tardivement.

que au secrétaire d'Etat que la position de la Haute Autorité — une chaîne musicale ne serait pas viable, mais il lui a demandé des précisions — a été jugé contradictoire.

TV 6 devra donc commencer au moins la moitié de ses programmes à la musique et devra produire en partie française : 350 heures la première année, 500 heures la troisième année. Elle devra respecter, pour la diffusion des films, les règles du service public. Un accord a été signé avec le bureau de liaison des industriels cinématographiques (BLIC) (le Monde du 4 février), qui constitue en quelque sorte un annuaire au cahier des charges ; la sixième chaîne, notamment, pourra diffuser un film le samedi soir, en concurrence avec celui de TF 1.

Mais il faudra attendre huit jours pour que TV 6 diffuse, samedi 1er mars, un éditorial de programmation véritable et entre à son tour dans la danse des nouvelles télévisions.

(1) Paris (canal 33), Bordeaux (canal 43), Lille (62), Lyon (54), Lyon (62), Marseille (38), Nevers (46), Nancy (37), Toulouse (34). Au total, 7,6 millions de téléspectateurs potentiels. D'autre part, TDF, qui a été assailli, depuis jeudi, de centaines de téléspectateurs qui n'arrivent pas à capter la « 5 », renvoie sur les professionnels et sur les « immobiles ».

NE LES LAISSEZ PAS JOUER SEULS AU GRAND JEU DE LA COHABITATION.



Jusqu'à présent, il n'y avait que quelques privilégiés qui pouvaient s'amuser au grand jeu de la cohabitation.

Grâce au jeu Actuel, vous êtes Président de la République, vous avez 100 points de charisme, 0 point de stress, enfin au début. Choisissez un Premier Ministre, et ne faites confiance à personne.

ACTUEL

ACTUEL 20 F TOUS LES 15 DU MOIS.

F.J. ABELA

proverbes populaires du Liban sud

3700 proverbes en écriture arabe avec transcription phonétique, traduction, commentaires et index.

Tome I : 512 pages 192 F.
Tome II : 364 pages 150 F.

En vente chez les bons libraires. Editeur : MAISONNEUVE ET LAROSE

45, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43.54.32.70

A B C D - F G H

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,9 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,8 MHz)
à Coen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)

LUNDI 24 FÉVRIER

Allô « le Monde »

Politique et terrorisme

Emission présentée par FRANÇOIS KOCH

M. JACK LANG

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jack Lang, ministre de la culture, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 23 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre, qui est membre du groupe socialiste au Conseil de Paris et qui conduit le liste du PS dans le département de Lot-et-Cher pour les élections législatives, répondra aux questions d'André Fumera et de Danièle Heymann, de Michel et de Dominique Fumera, et de Jean-Pierre Tison, de RTL, le débat étant dirigé par Elie Vautier.

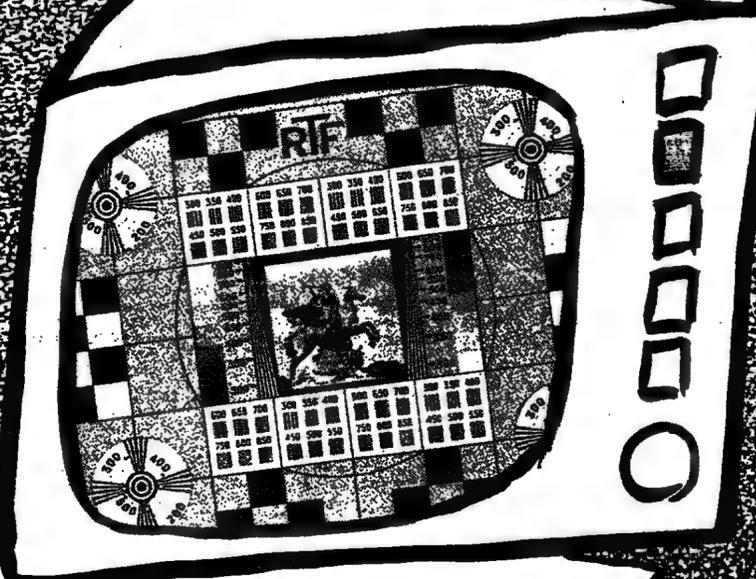
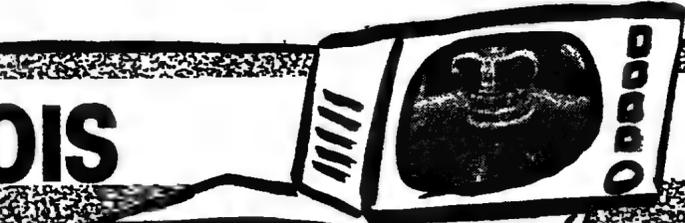
Le numéro du « Monde » daté 22 février 1986 a été tiré à 472 500 exemplaires



L'histoire de la télévision française en quatre images (photo Roussillon). Claude une compétition de hockey mire au cheval (photo Roussillon).

IL ÉTAIT UNE FOIS

LA TÉLÉVISION



La télévision de papa est morte en France le jeudi 20 février sous les coups de cymbales que lui ont assénées de Milan, les hommes de la « 5 ».

L'ère des chaînes privées devenait une réalité en même temps qu'était signé l'acte de mise en terre du monopole.

Ce monopole qui avait eu ses servants, ses fidèles, ses rebelles. Tous ceux et toutes celles qui furent les plumeurs et les promoteurs d'un étrange et fascinant outil de communication.

L'histoire de la télévision française en quatre images (de haut en bas) : le couronnement de la reine Elisabeth II en 1953 (photo Roussillon), Claude Darget et Léon Zitrone commentent une compétition de hockey sur glace au Vel'd'Hiv en 1955 (photo Landau), La fameuse mire au cheval (photo Roussillon), Christine Ockrent et Yves Mouroust (photo Sibert, 1980).

Montpellier
... l'« idée fausse »
... facilitation « facile »
... le socialisme
... dans l'Hérault, l'indé-
... M. Jacques Blanc, dé-
... PR) de Lozère, muni-
... de l'opposition à la
... la conseil général. Alors
... RPR de Carasso, son-
... sont restés à l'écart de
... le premier ministre,
... qui n'ayant pas été
... « marquer ». M. Fabius
... les dirigeants social-
... l'après au moment de la
... par M. Gérard Sautou-
... du conseil général
... d'un projet d'aménage-
... plaines de l'Aude
... M. Blanc, sera au
... veille des élections et
... est un nouveau
... sur les socialistes sur un
... M. Fabius s'est
... à l'adresse de M. Sautou-
... gouvernement solution-
...
... est court !
... er, enfin, devant trois
... personnes réunies à
... M. Fabius a dé-
... six mois, nous serions
... de gagner. Dans trois
... semaines de trois heures
... trois semaines c'est
... de faire que ces trois
... trois mois, car
... ce gagner »
... ministre a voulu, à
... pas mal de Français
... à voter pour la
... le gouvernement, si
... porte, ce sera pas
... M. Raymond Barre,
... député de Lyon et ses
... manders des suffrages
... PATRICK JAHIER

NAISSANCE DE LA MUSIQUE
Départ en douceur
sur la chaîne des jeunes
... janvier, 14 heures,
... trois heures après le
... le « 5 » la chaîne
... On doit pouvoir cap-
... gissements (1) un
... annonces à forte dose
... arrage en douceur : la
... image sur pied de l'Eu-
... permettra à la chaîne
... granger suffisamment
... il faut perdre en
... que la « 5 », ne serait-
... bénéficier de l'effet
... Les actionnaires de
... de cette époque pour les
... Gascogne, NRJ,
... n'ont pas la cap-
... tation malaisée de
... l'ancien
... assurance - le contrat
... de service public et le
... gages y afférant - a été
... 21 février, par
... PDG de TV 6,
... Publiens conseil, et
... Fulcrand, secrétaire
... des techniques de la
... Une course contre
... Haute Autorité de la
... audiovisuelle
... rendre son avis sur
... le Monde et
... comme pour la cin-
... le gouvernement a
... de des critiques et angé-
... oruf sages » : il n'y a
... ment possible dans les
... est sûr que les états-
... bles, prochainement
... 30 janvier. On indi-

M. JACK LANG
invité du « Grand Jeu »
RTL - le Monde »
M. Jack Lang, ministre de la culture, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jeu RTL - le Monde » dimanche 23 février, de 18 h 15 à 19 h 30.
Le ministre, qui est membre du groupe socialiste au Congrès de Paris et qui conduit la liste de Paris dans les département de Lozère, Cher pour les élections régionales, répondra aux questions d'actualité posées par les téléspectateurs. Passeront et de Dominique Laperrière et de Dominique Laperrière du Monde et de Dominique Laperrière et de Jean-Pierre Thom, du RTL. Le débat sera dirigé par M. Vannier.

Le numéro du « Monde » daté 22 février 1986 a été tiré à 472 500 exemplaires.

COURRIER

LES « PETITES » PHRASES

Quand Pierre Daninos, au début de ses fameux Carnets du Major Thompson, écrivait plaisamment que les Français « sont sous le charme lorsqu'un de leurs grands hommes leur parle de leur grandeur, de leur grande mission civilisatrice... », mais que leur « rêve est de se retirer, après une bonne partie de vie, dans un petit coin tranquille (...) avec une petite femme qui (...) leur mitonnera de bons petits plats », il oublia « les petites phrases », récurrentes de nos campagnes élec-

Ah ! ces petites phrases, le soir, au coin de la télé ! Avec quelle passion les journalistes ne les traquent-ils pas, à peine écrites sur les lèvres de nos hommes politiques, pour nous les servir toutes dument érudites, avec quelle méditation ! Quelle quelle gobons-nous, tout un jurant nos grands thèmes que

JEAN REY
(Cherbourg).

QUESTION AUX SONDAGES

Je vous fais part de quatre questions à propos des sondages du Monde Aujourd'hui daté 16-17 février 1986 :

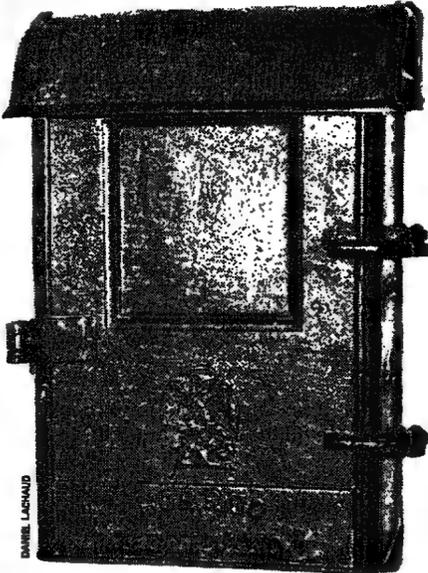
- L'affirmation selon laquelle la « popularité » d'une personnalité politique se mesure par le taux de réponses positives à la question : « Voulez-vous me dire si vous souhaitez lui voir jouer un rôle important au cours des années à venir ? » est effectivement souvent reprise par la presse. En fait, il ne s'agit, dans cette question, que de popularité, et la popularité, c'est une chose. Par conséquent, si l'étude de l'évolution des réponses à cette question est intéressante, il faut la présenter en rappelant la question telle quelle, qu'en disent les institute de sondages ;

LE BASQUE ET LE « POSSIBLE »

Une petite coquille me passa dans ma lettre au sujet du « possible » ou du « possible » un basque que vous avez publié dans le Monde Aujourd'hui daté 16-17 février.

Il fallait lire : hautatuko duko (il est probable qu'il le choisira), au lieu de dukable, ce -ble terminal, comme chacun sait, d'un roman venu du latin, d'un mot étranger au basque.

JEAN-BAPTISTE ORFUSTAN,
de langue basque,
Bordeaux-III.



Boîte aux lettres mexicaine, San-Cristobal, 1986.

FOSTER ET LA COLONNADE

Vous avez publié dans votre journal le 3 janvier dernier un entretien signé F. E., intitulé « La capitale du Gard », qui met en cause un mouvement d'opinion initié par les amis du théâtre en faveur de la conservation de la façade du théâtre, menacée de démolition.

L'auteur prône une Nîmoise attachant un symbole à une colonnade dont personne ne s'était soucié jusqu'alors, mais qu'elle soit inscrite sur la liste des monuments historiques et qu'elle représente un modèle des temples-théâtres néo-classiques construits en France entre 1785 et 1830, dans des villes comme l'Odéon à Paris, le théâtre de Besançon, celui de Bordeaux et quatre autres.

Le centre de la ville de Nîmes, où l'on veut implanter un théâtre d'arts, représente que la demi-

centième de l'étendue de la ville, supprime.

Personne n'est contre la médiathèque que veut réaliser, avec juste raison, notre maire Jean Bouquet, ni contre l'architecte choisi, Norman Foster ; mais pourquoi détruire une œuvre rare pour la remplacer par une œuvre contemporaine ?

C'est en additionnant que se constitue le patrimoine, et il faut cité dont il est un élément culturel. Pour ma part, j'aime cette façade que l'incendie du théâtre a épargnée, parce que de nombreux souvenirs m'y rattachent, mais je suis sûr que mes petits-enfants seraient plus heureux de consulter les archives et les trésors de ce futur palais, s'ils pouvaient y aller en voiture - car en l'an 2000 personne ne marchera plus, - ce qui est possible s'il se situe sur un des grands axes de la ville, et pourquoi pas sur ce « garde » qu'on voit avec prémonition un urbaniste à l'échelle d'un quartier.

Dr JEAN LAURET
(Nîmes).

AVENTURES D'UNE MIGRANTE EUROPÉENNE

Quelle ne fut pas ma surprise de trouver trois douaniers attendant à côté de ma voiture garée sur la place du marché de Besançon à 8 heures du soir !

« Papiers, s'il vous plaît, douane volante de Besançon ! »

Je montre mes papiers, après avoir déposé mes paquets. Il faut dire que j'ai encore une plaque minéralogique belge alors que je viens de déménager en France à la suite de la démission de mon mari, ingénieur.

« Avez-vous le document « XY » ? »

« Voici tous les documents de ma voiture avec une attestation de la gendarmerie de ma ville d'accueil disant que j'ai bien présenté ma voiture en ordre, ainsi je ne suis ni d'est le papier que vous cherchez. »

« Pourquoi avez-vous encore une plaque belge ? »

« Monsieur, le véhicule n'était pas sur la camion de démantèlement ; nous avons dû attendre le retour des papiers de douane que les démantelateurs avaient avec eux, et ensuite, seulement, nous avons pu présenter la voiture à la gendarmerie de la ville pour avoir le papier que vous avez sous les yeux. Enfin, nous devions prendre rendez-vous avec les douaniers après avoir réuni les documents nécessaires, et il se fait que les douaniers étaient en sous-effectifs depuis début décembre et ont reporté ce rendez-vous jusqu'à y a deux jours. C'est fait maintenant et nous sommes le retour de nos documents. »

Il y a une demi-heure que nous discutons sous la pluie au milieu de la place du marché. Les curieux s'interrogent...

« Rien ne me prouve que vous avez bien payé vos droits de douane sans ce document « XY », ou que vous bénéficiez d'une franchise ! »

Les douaniers téléphonent alors à Lons-le-Saunier (ils ont le téléphone dans leur voiture) afin de vérifier mes dires auprès de la gendarmerie de ma ville à 100 kilomètres de Besançon.

Un quart d'heure après, Lons-le-Saunier répond qu'il ne peuvent trouver la gendarmerie qui a signé ce papier car il vient de partir en vacances !... Il faut que je me fasse un procès-verbal. On ne sait jamais...

Le chef se décide alors à rédiger ce procès-verbal me permettant de présenter les papiers (dont le « XY »...) dans huit jours à son bureau.

IL ÉTAIT UNE FOIS

Novembre 1935 : première émission officielle de télévision dans le studio installé au ministère des PTT (1).
Novembre 1954 : le Grand Prix de la télévision est décerné à Pierre Dumayet et à Pierre Desgranges pour leur émission « Lecture pour tous » (2).
Années 60 : show Jean-Christophe Averty (3).
Années 70 : Roger Clocq présente le journal télévisé (4).
Années 80 : Stéphane Collaro présente « Cocoricocoboy » (5).



L'AGONIE D'UN MONOPOLE

NOVEMBRE 1935 : la télévision naît dans les locaux du ministère des PTT sous le signe du monopole d'Etat. Simple préhistoire technique pure, à la veille de la guerre, il n'y a pas plus de 300 récepteurs en France. En 1950, véritable démarrage des émissions régulières, on n'est guère plus avancé : on dénombre 179 récepteurs groupés dans un rayon de 50 kilomètres autour de Paris. Mais même embryonnaire, la télévision publique française a déjà les principales caractéristiques qui vont marquer son histoire.

Le monopole, tout d'abord, rejette à la périphérie du territoire toutes les initiatives privées (Europe 1, RTL, Télé-Montecarlo) et surtout, exclut du développement de la télévision les entreprises de presse et de cinéma. Début d'une longue rivalité entre médias, soumise aux contraintes arbitraires de l'Etat. L'infrastructure technique, pourtant, veut offrir la télévision à tous les Français, couvrir l'intégralité du territoire grâce à un réseau complexe, national et international, à des fréquences. Dans le même temps, la norme 819 lignes, choisie pour des raisons de protection industrielle, isole la télévision française du reste du monde et contribue à replier le producteur sur les besoins du marché national. Les ressources, enfin, sont strictement contingentes : la redondance, dont le montant est voté chaque année par le Parlement, devra alimenter non seulement les programmes mais aussi le développement du réseau.

Les effets de toutes ces contraintes ne vont tarder à se faire sentir. Le produit de la redondance est trop faible pour assurer une croissance rapide du réseau et les retards de la diffusion ne stimulent pas le marché des télé-

CHUTES D'IMAGES

Chronique

par Bruno Frappat

T'AS voulu voir la cinq en on a vu la deux. T'as voulu voir la six on a vu la une. Berlusconi, Berlusconi-là. Le mercredi c'était « L'heure de vérité », le vendredi nous apprenait à lire, le samedi nous présentait ses procès au nom du peuple de gauche, le dimanche c'était Martin et le national-catholisme. Les semaines se succèdent sous nos yeux hagards et éblouis, les programmes s'ordonnent avec la régularité sécurisante d'un emploi du temps pour sage. Le flux des images s'écoule régulièrement, minuté. Les grilles conviennent, nous maintiennent. Le carroufel de 20 h 30, moment d'émotion, débat national repris dans des millions de familles, après la pub bien assimilée, était une liturgie toujours recommencée.

On peut en parler au passé de nos habitudes bien apprises. Les images s'éclatent, explosent, se répandent par mille canaux nouveaux. On peine à suivre les innovations. Les abonnés à Canal Plus - pour cause de coquinerie - ou tout simplement - sont de plus en plus nombreux et attendront sans doute le million avant l'été. La cinq a répondu sur la France (une France de zones d'ombre) ses programmes de joie. La six, vidéo-clips en tête, commence par la musique, continue par la musique et s'achèvera en musi-

que : le rock comme maître de vivre.

Ce n'est qu'un débat : continue le débat des images ! On ne cesse d'en parler, mais rares sont ceux qui songent à l'effet social (ou à l'effet culturel) que va provoquer le câblage de nos villes. Fibre optique ou câble coaxial, l'image traverse souterrainement ou multiplie la ville en ville jusqu'à l'ivresse - les potentialités du petit écran. Les faisceaux avaient leurs limites, le câble aura les limites plus franches. Qui disposera d'une prise ainsi que d'une antenne pourra jouer sur quinze ou vingt programmes. La Britannique installée à Paris d'après la BBC à domicile, l'Allemand la ZDF à l'italien la RAI. Mais aussi chaînes privées et celles des voisins. Les images parleront toutes les langues.

La France de demain sera une France d'images. Les Français ne le savent pas encore. Les industriels, eux, s'activent autour du câble. Des marchés fabuleux s'ouvrent sur leurs pieds. Une bataille technico-politique se livre discrètement. On dit que la fibre optique est à gauche. Elle a les faveurs de l'administration actuelle des PTT. Elle affirme que le vieux coaxial est de droite. Fibre optique contre libéral-coaxialisme ? On s'emmêle un peu dans ces débats.

de fils, de câbles, d'antennes, de réseaux. Et l'on songe, non sans frayer, qu'il faudra s'équiper pour lire dans le vent.

Les familles, que la télé unique d'antan avait regroupées dans la grande pièce de la maison, se dispersent dans les appartements. Dans la cuisine, un enfant se platera devant un écran diffusé depuis le Luxembourg. Au salon, papa regardera encore « Apostrophes », par fidélité culturelle et pour apaiser sa conscience. Dans sa chambre, une fille égrangera les rythmes du rock anglais transmis par l'antenne. Maman méditera sur la télé. Maman mangera sa émission italienne de psychanalyse-spaghetti. Dans sa chambre fermée, un adolescent rediffusera un bon vieux Bordeaux-Nantes piqué naguère sur Canal-Plus. Et quand s'éteindront peu à peu les lampes perdues dans la tempête d'images, on verra des ombres voûtées passer à la pièce en pièce, se croiser dans les silences silencieux, échanger de regards « bonsoirs » avant de plonger, recroisés de silences diurnes, dans les silences silencieux du rêve non dirigé.

Faire la guerre aux images ? Projet d'attardé. Trop c'est trop, mais trop tard est trop tard. Il y eut des siècles au fer, des siècles au plomb, des siècles au verre, des siècles au cristal. On traverse les siècles de l'électricité. Incontournable, comme on dit aujourd'hui à propos de tout et de rien, et qu'on peut donc dire aussi à propos de cela. Ambivalence de notre rapport à l'image. Privilégier l'écriture, mépriser son prestige, redorer son nom ? La refaire conquérante, fière et dominatrice ? On se va pas, en écrivant ici, dire que c'est un vain combat. On peut seulement observer qu'il est mal parti, et que l'armée des plumes contre l'armée des images est vaincue quelque part.

Adieu, suspects, montés à la cuisine, boîtes aux lettres béantes, risques graisseux, canaux multiples. Une annulation. Un tremblement de terre a ralenti. Derrière les barrières de protection, un immigré, la quarantaine, avec les yeux rougis. Et ce n'était pas pour cause de froid. Il avait regardé à l'intérieur (on ne voit pas dans cette habitation) pendant quatre ans. Peut-être qu'il y avait souffert, mais sans doute qu'il y avait connu de beaux moments, aimés...

de fin du monde provoqué, d'exorcisme urbanistico-social, quelques spécialistes recrutés pour l'occasion. On aurait aimé qu'à l'heure H des caméras indiscrettes s'installent dans les quartiers cossus, au domicile des hommes politiques, des architectes, des promoteurs qui, il y a un quart de siècle à peine, avaient commis ensemble cette barre inhumaine. Et qui avaient poussé le cynisme, le goût du surréalisme, jusqu'à baptiser « barre Debussy ».

Quand on le vit s'effondrer après des lustres de mauvais et déloyaux services on songeait à la musique des images et paraissait Tournier. A ces gouttelettes cristallines qui, ensemble, composent le lugubre écroulement. On aurait aimé lire, les visages de ces messieurs, l'effet de cette musique sur la « barre Debussy ».

Saluons pourtant comme il se doit la médiocratie de l'électricité Tournier, qui écrit tout haut ce que beaucoup n'osent plus penser tout bas. Dans la Goutte d'or, le romancier national règle son compte à l'image : « L'image, dit un des personnages, est dans un rayon de méduse qui changeait en pierre tout ce qui se trouvait à son regard. Pourtant cette fascination n'est insupportable qu'aux yeux des analphabètes. En effet, l'image n'est qu'un enchevêtrement de signes, et la force magique vient de l'addition confuse et discordante de leurs significations, comme la chute et l'entrechoir des milliards de gouttes d'eau de la mer font de la tempête, un lieu du cristal qu'une seule goutte cristalline qu'une seule

TÉLÉVISION

LES VISIONNAIRES

Bouleversements technologiques, éclatement des monopoles, concurrence entre médias : tous les problèmes qui agitent aujourd'hui l'audiovisuel national ont lentement germé en trente ans de télévision publique. Une poignée de professionnels ont su très tôt les déceler, les analyser avec une remarquable justesse et alerter l'opinion ou les pouvoirs publics, sans beaucoup de résultats. Ces visionnaires s'appelaient notamment Pierre Lazareff, grand patron de France-Soir et créateur de « Cinq colonnes », la une », Jean d'Arcy, fondateur de l'Eurovision et directeur des programmes de l'unique chaîne de télévision française entre 1952 et 1959, ou Jacques Thibau, directeur adjoint de la télévision entre 1965 et 1968. Leurs trop rares écrits restent aujourd'hui d'une actualité brûlante.



En janvier 1959, les trois Pierre : Lazareff, Desgranges, Dumas, et Igor Barrère, lanceur de « Cinq colonnes à la une ». Dans la préparation de l'aventure (sur la photo ci-dessous), Jean d'Arcy (au centre) est le complice du patron de France-Soir Pierre Lazareff. Photo à gauche, Jean d'Arcy, directeur des programmes de la télévision de 1952 à 1959.



1959: LE MONOPOLE EN QUESTION

« La RTF est à l'heure actuelle deux monopoles : l'un de droit, celui de diffusion, l'autre de fait, celui de production. Seul l'exercice du premier est indispensable : il est la raison d'être de l'audiovisuel. Il n'existe par contre aucune justification majeure, autre que syndicale, pour que l'Etat produise lui-même les programmes qu'il diffuse. Son rôle n'est pas de produire, mais de contrôler et d'arbitrer : il le fait actuellement en produisant, il peut mieux le faire en un régime de production privée. »

« Jean d'Arcy : Notes sur la chaîne de télévision française, La Documentation française, 1967. »

1961: PRESSE ET TÉLÉVISION PRIVÉE

« Même avec une deuxième chaîne d'Etat non commerciale, il aura un jour en France une chaîne publicitaire. Déjà un réseau de télévision commerciale s'installe à Douvres sur la côte anglaise, pour diffuser des programmes commerciaux aux Français. Les frontières ne peuvent pas être imperméables. La radio d'Etat, en France et en Belgique, n'est pas publicitaire. Mais leur monopole est battu en brèche par les grands postes privés installés au Luxembourg, dans la Sarre, à Monte-Carlo, en Andorre, en Espagne. »

« En outre, dans les arguments des publicitaires, favorables, naturellement, à la publicité à la télévision, il y en a un que met en avant mon très cher ami Marcel Bleustein-Blanchet : c'est que la publicité elle-même, pour se développer, a besoin d'utiliser des moyens qu'à force de lui

« jamais d'emporter en week-end. Ni même le dernier gadget : ce poste qui se fixe sur le front à la manière d'une visière. Mais M. Durand n'aime pas ce genre de choses, beaucoup trop dangereux pour ses rejets, même lorsqu'on garde un œil sur la route en circulant à scooter... »

« M. Durand s'amuse. D'un doigt négligent, il « prend » successivement une partie de baseball à Boston, un pêche sous-marin à Tahiti, un festival Mozart à Salzbourg, un match de jockeys chinois, le Challenge-Round de Rio, un match espagnol de tennis en Australie. Le monde lui paraît ridiculement petit. »

« Jean-Guy Moreau : Le Monde de la télévision (Le Seuil, 1967). »

1967: LA TÉLÉVISION DU FUTUR

« Par un beau dimanche du printemps 1980, M. Durand s'éveille de bonne heure. Après avoir bâillé, il étend le bras et, d'un geste machinal, actionne sur la table de chevet une commande électronique qui met sa télévision en marche. Plus précisément un des récepteurs TV de la maison, celui qui pend au mur d'en face dans un cadre extra-plat, mais une reproduction de Dufy et une autre de Renoir. »

« Dans son salon, pour épater les amis, M. Durand possède bien entendu le téléviseur à écran plat, qui projette en couleurs les matches de football ou de rugby sur un panneau de 7 mètres sur 3, format cinémascope à son stéréophonique... »

« Sans compter le téléviseur-cuisine. M. Durand, les postes portatifs que les enfants n'oublient

jamais d'emporter en week-end. Ni même le dernier gadget : ce poste qui se fixe sur le front à la manière d'une visière. Mais M. Durand n'aime pas ce genre de choses, beaucoup trop dangereux pour ses rejets, même lorsqu'on garde un œil sur la route en circulant à scooter... »

« M. Durand s'amuse. D'un doigt négligent, il « prend » successivement une partie de baseball à Boston, un pêche sous-marin à Tahiti, un festival Mozart à Salzbourg, un match de jockeys chinois, le Challenge-Round de Rio, un match espagnol de tennis en Australie. Le monde lui paraît ridiculement petit. »

« Jean-Guy Moreau : Le Monde de la télévision (Le Seuil, 1967). »

1970: CONCURRENCE ENTRE PUBLIC ET PRIVÉ

« La gestion : aucun argument sérieux ne justifie l'affirmation selon laquelle une télévision ne pourrait être gérée convenablement sans être soumise à la concurrence. Est-ce que l'introduction de la concurrence a amélioré la gestion de la BBC ? Qu'on aille voir. Est-ce qu'en France la concurrence a amélioré la gestion de la radio nationale ? Qu'on aille voir. Il fallait évoquer cette question sans cesse mise en avant le jour de la création de chaînes privées. Mais elle n'est pas pertinente par rapport à l'essentiel. »

« L'essentiel : l'apparition d'une télévision privée d'une télévision nationale (ce serait le cas en France) n'entraînerait pas, dans la réalité, un vrai programme supplémentaire. Souvenons-nous de l'exemple britannique. Pour la BBC, la télévision commerciale, la première chaîne : la concurrence n'a joué qu'entre deux programmes, la deuxième chaîne est exclue du jeu. »

« Il y a plus grave : la logique profonde d'un système qui n'élargit pas le choix des programmes offerts aux téléspectateurs mais qui restreint. »

« Système dont les conséquences sont désastreuses au plan de la qualité de l'univers quotidien créé chaque soir par la télévision. »

« Les responsables des chaînes privées se bornent à fonctionner, au moment où ils fonctionnent, ce qui fait gagner le plus d'argent. »

« Mais que la télévision peut faire tant d'argent en produisant le pire, elle s'interdit de plus en plus ce qui pourrait être excellent (Fred Friendly). »

« Certes, les programmes doivent « plaire ». Doivent-ils pour autant être conçus en fonction de ce qui est supposé être des goûts du public ? (...) »

« Une attitude statique se borne à chercher ce qui aujourd'hui fait le plus d'argent et à l'imiter par la

puissance de la télévision et la force de l'habitude le goût (ou présumé). »

« Bien sûr, des télévisions publiques peuvent aussi, par mollesse et facilité, suivre les mêmes principes. C'est le cas de la télévision dans l'Etat actuel des choses, mais des télévisions publiques peuvent éviter ces pratiques. Elles ont des préoccupations financières et de rentabilité, mais elles ne sont pas animées de buts mercantiles. »

« Il faut donc, dans l'équivoque et la réserve, maintenir aujourd'hui en France le refus de créer une télévision privée. »

« Cela dit, la télévision privée vendra. Dans dix ans, elle sera là. Il faut profiter de cela pour faire une télévision cohérente qui offre une véritable alternative à ce que l'insignifiance ne défère. »

« Jacques Thibau : Une télévision pour tous les Français. (Le Seuil, 1970). »

1973: LA TÉLÉVISION SE PAYE

« Que ce soit un régime de télévision commerciale ou en celui de

l'Etat, le sentiment d'une gratuité de la distribution paraît établi : d'où probablement cette attitude de passivité devant ce que l'on reçoit, si souvent et à juste titre stigmatisée. Pour le spectateur de la télévision commerciale, c'est la publicité qui paie, pour celui de la télévision d'Etat, c'est l'Etat. En France, la taxe sur les postes récepteurs de la loi de finances de 1923, appelée aujourd'hui redevance, n'a jamais finalement été juridiquement reconnue comme redevance pour services rendus, ni psychologiquement acceptée plus ne l'a été. Pour cette démocratisation possible de la communication que représente la télédiffusion, la taxe de paiement pour la réception des images et des sons à domicile me paraît essentielle à établir. »

« Dans tous les pays où elle fonctionne, la télédiffusion est l'abonnement individuel de l'usager au réseau. De même que l'eau, le gaz, l'électricité, le chauffage urbain, sont livrés à domicile par abonnement à un réseau de distribution, de même les images et les sons doivent entrer dans la liste des produits ainsi distribués et pour lesquels un abonnement pour service

rendu est versé. Lorsque, demain, des télévisions ou des vidéodisques seront en vente commerciale dans les magasins, celui qui voudra en faire usage ira les acheter. Il n'en sera pas autrement par câble, il sera normal que, de même, il paie et participe. »

« Dans notre régime que et social, tel qu'il est en Europe de l'Ouest, un autre politique me paraît dangereuse et hasardeuse. Tout d'abord, il serait injuste et fiscalement contestable de financer la télévision sur le budget national, départemental ou municipal, ce qui ne bénéficie qu'à quelques-uns, ne serait-ce que par l'impôt. Un régime d'Etat et de subventions est, d'autre part, toujours susceptible de risque d'être accompagné de conditions susceptibles d'entraver la liberté de création et d'expression. Seuls enfin les revenus réguliers apportés par les abonnés permettent de fournir la masse de manœuvre nécessaire aux développements techniques ultérieurs. »

« Jean d'Arcy : Notes de 1973 citées dans Jean d'Arcy parle, La Documentation française, 1974. »

Point de vue DU PROGRAMME COMMUN A BERLUSCONI

« Il est un domaine où les politiques ont changé d'opinion, c'est bien celui de la radio et de la télévision. On brûle allégrement aujourd'hui ce qu'on adorait hier. J'ai connu une époque — elle n'est pas très lointaine, on ne parlait pas encore beaucoup d'audiovisuel — où les gaullistes qui dirigeaient l'ORTF, fidèles à un des grands desseins du Général, n'auraient pas laissé toucher à l'Office — son prestige à l'étranger était aussi grand, j'en ai été le témoin, que celui de la BBC — et où les socialistes affirmaient qu'il fallait supprimer la publicité de marques à la télévision. »

« Le 1^{er} janvier 1975, l'ORTF avait vécu. M. Giacard d'Estaing en fut le naufragé. J'ai raconté, il y a quelques années, dans un article du Monde qui avait fait quelque bruit, comment l'ORTF, dont personne ne niait qu'il devait se transformer et s'alléger, aurait pu être sauvé. Il aurait suffi que Georges Pompidou vécût deux mois de plus. Pompidou et la majorité des gaullistes d'alors n'étaient pas partisans de la destruction de l'Office mais de sa transformation, comme l'avait précisé le rapport de Lucien Paye — que de rapports excellents qui n'ont servi à rien, Paye, Monnet, Brudin — en un certain nombre d'établissements publics spécialisés, confiés par un centre de décision et de coordination. C'était un pas sérieux dans la bonne direction. »

« M. Marcel Long, général de l'ORTF, avait été

la société française, et j'avais pensé que les socialistes, parce que socialistes, avaient quelque chose d'important à dire. »

« Comme Valéry Giacard d'Estaing un 1974, François Mitterrand imposa à sa troupe, en 1982, une loi détestable. Seuls les communistes s'y opposèrent résolument. La loi consacrait l'autonomie des chaînes, qui allaient se livrer au fil des années à une concurrence insensée : elle confiait à la composition de deux directeurs généraux d'un organisme nouveau au titre ronflant, la Haute Autorité, mais au pouvoir à la fois large et incertain et dont la composition était vicieuse, au départ, par des choix politiques, au lieu de la confier à des conseils d'administration indépendants ; elle ouvrait la porte, sans tenter de la comprendre et de la contrôler, au raz de marée des radios locales, et là aussi on s'aperçut très vite que ce n'était pas le meilleur qui l'emportait, mais le pire. »

« Tant de choses qui étaient, sans doute, une logique inévitablement préparée les dernières abbayes : la cinquième chaîne avec son vrai patron, le pseudo-Européen Berlusconi, l'homme qui mutile les films de Fellini, et le système avec NRJ, caricature parfaite des radios associatives et locales nées en 1971 ? Il quoi servent les chaînes ? »

« Pierre Andreu, directeur des services artistiques de la Radiodiffusion française. »

« Une loi détestable »

« On en était là en 1981 de ce dialogue quand un grand mouvement populaire amena la majorité que l'on sait au Parlement. Je n'ai pas douté alors que tout puisse s'arranger. J'avais cru que le moment exceptionnel que la France vivait allait permettre d'ouvrir un grand et libre débat sur la place de l'audiovisuel dans

la société française, et j'avais pensé que les socialistes, parce que socialistes, avaient quelque chose d'important à dire. »

« Comme Valéry Giacard d'Estaing un 1974, François Mitterrand imposa à sa troupe, en 1982, une loi détestable. Seuls les communistes s'y opposèrent résolument. La loi consacrait l'autonomie des chaînes, qui allaient se livrer au fil des années à une concurrence insensée : elle confiait à la composition de deux directeurs généraux d'un organisme nouveau au titre ronflant, la Haute Autorité, mais au pouvoir à la fois large et incertain et dont la composition était vicieuse, au départ, par des choix politiques, au lieu de la confier à des conseils d'administration indépendants ; elle ouvrait la porte, sans tenter de la comprendre et de la contrôler, au raz de marée des radios locales, et là aussi on s'aperçut très vite que ce n'était pas le meilleur qui l'emportait, mais le pire. »

Photo publiée en couverture de la Revue le 25 avril 1948. En légende on pouvait lire : Pierre Sabbagh, correspondant de guerre Riebelieu, retour d'Extrême-Orient, en micro boule, relié à un enregistreur à diaphragme audiovisuel que l'on voit.

SABBAGH



Le premier « journal », c'est lui les premiers films d'actualité. Au ministère, on disait : « Laissez jouer dans la cour. » Ils jouaient en trois émissions de cinq minutes par semaine.

« C'EST HIER. Il y a quarante ans il peine à l'époque donc de la télévision, quand les postes étaient plus comme des armoires encastrées et le petit écran tout rond et tout ventru. Au temps du noir et blanc, du 819 lignes, de la chaîne unique, des décrochages à l'image et de la speakerine Jacqueline Courat. Quand une rue devenait célèbre : Cognac-Jay. »

« Quand j'y avais foule sur les trottoirs les jours de match, devant les vitrines des magasins d'électroménager, et qu'on ne comptait pas dans Paris quatre mille téléspectateurs en pantalons. Des hommes jeunes alors tournant autour de ce nouvel outil de communication, apprenant à s'en servir, à s'en amuser. S'en effrayant un peu aussi. Des hommes qui, penchés sur le bec-cu, allaient devenir, du jour au lendemain, des « hommes de télévision ». C'était magique à n'en pas douter. »

« Des journalistes, des radio-reporters — souvenons-nous des voix à l'ancienne — qui, hier encore, parlaient dans les micros de la Radiodiffusion française tendus comme des toiles d'araignée. Ils s'ennuyaient un peu libres et n'allaient pas manquer leur chance de continuer leur métier en le maintenant. »

« Ils n'auraient pas longtemps à attendre. »

« Au début de 1949, Wladimir Porché, directeur général de la Radiodiffusion française, demanda au radio-reporter Pierre Sabbagh, qui lui avait soumis un projet de mettre en place le premier journal télévisé. Le premier JT du monde : trois émissions de cinq minutes par semaine. A Cognac-Jay, il n'y avait qu'un studio, qu'un pupitre, qu'un télécinéma. On diffusait quelques heures d'émissions sans prévenir personne. On fermait du vendredi au lundi, et de juillet à octobre. On était pauvre. Cela coûtait d'argent, trop de temps. Le développement n'en finissait pas, on emmenait plus de trois jours après le tournage en 35 mm avec des caméras lourdes comme des mottes de fer. »

« Pour assurer un journal quotidien, il fallait donc surmonter des obstacles techniques, accélérer le développement, alléger les caméras. Je me souvenais d'avoir vu quand j'étais correspondant de guerre, raconte Pierre Sabbagh, une machine de

l'arm... qui... paill... films... tion p... d'un... bagh... I... l'ail... troupe... à la fr... Jay, l... camé... Un... franc... possé... il m... bagh... dans... les en... moort... nicies... vitch... j'écriv... par... Sab... rions... ouvrir... Au n... pas t... les en... Six... qui av... paliste... Pierre... bert, ... autres... mière... date... de la dé... voule... son, W... partai... Sabb... deux... qu'il... soule... quer ?... système... raux... cules... dispo... des in... main... pas d... ter é... l'Haut... seul j... cripti... par ki... Pot... deux... Walké

TÉLÉVISION

SANGLA LE FAUTEUR D'IMAGES

propos recueillis par Evelyne Pujol

Spectacle de qualité, spectacle populaire. Le débat n'est pas neuf à la télévision, où des réalisateurs issus de ce qu'on a appelé « l'école des Buttes-Chaumont » ont essayé d'inventer une écriture, de créer un style ; Raoul Sangla est un de ces « auteurs d'images ».

RAOUL SANGLA, en débarquant à la télévision, vous étiez alors un jeune homme de vingt-neuf ans. Quelles furent vos premières impressions ?

— C'est à la fin de la première décennie de l'émission de la télévision française que j'entrai à l'école des Buttes-Chaumont. Venu des plateaux du cinématographe, je fus surpris par le mimétisme de l'écriture télévisuelle, que je croyais différente pour n'avoir jamais auparavant regardé la télévision. Elle était en 1957 d'usage petit-bourgeois, et déjà des émissions pour les couches moyennes. Les plus républicains des journalistes avaient des façons de travailler noires culturelles (Malraux était alors les premières maisons de la culture), et la télévision avait l'ambition de composer l'inégalité des classes tout au long de la culture, sinon le savoir.

— Les dramatiques étaient alors le territoire de la plus haute distinction professionnelle. Petits moyens, mais dispense d'Audimat. Par ailleurs, l'école de Cognac-Jay avait fait « Cinq colonnes à la une » et les « En direct de... ». Les émissions des moyens lourds ne délaçaient pas le style. Ainsi, le grand leurre de la télévision-spectacle, dite « de qualité », prospérait bien avant l'arrivée de la publicité dans le service public.

— Promu réalisateur de variétés assez rapidement, vous inaugurez un nouveau style que l'on nommera le « style Sangla ». Quel était-il ?

— En 1964, j'étais nommé réalisateur (derniers temps du

service clausus) et débutai au studio 4 avec Denise Glaser dans « Discorama ». Je fis alors découvrir le studio comme lieu de travail non plus d'illusion, et phagocytai les formes techniques : projecteurs, caméras et système de plateau, devenant ainsi l'« homme des échelles » (avec Jean-Christophe Averty, était alors la seule griffe de style identifiable). Je distanciai avec les moyens du bord, et jubilation, l'équipe Sangla, castor de rêves, et André Diot, mon infant lumière.

— Je fis cent heures de plus de variétés, dont « Permis la nuit » de Michel Caste (censuré à la douzième édition, pour « peintres pornographiques », d'après l'Elysée, sollicité par un directeur adjoint de l'ORTF), et « Bienvenue chez Guy Béart » dont je fus écarté après la sixième édition, pour incompatibilité d'humeur. Après 1968 vint à ma charge le secrétariat général de l'intersyndicale (je signais les lettres d'invitation du directeur général de l'époque). Je revins à la production grâce à Eliane Victor, qui me confia son « Invité du dimanche ». Ce fut l'année où je citai le hasard, ce vieil étalon du direct que j'ai tenu de l'esthétique télévisuelle, avec « duende », comme dirait Don Quichotte.

— Jusqu'à la partition de l'ORTF, j'ai pu réaliser quelques chantiers remarquables (« Soudain un écureuil », deux comédies musicales et le réveil en 1970, avec Jean-Claude Grumbert, qui fit scandale). Dominique Reznikoff était ma productrice de haute race et tint tête aux



Et voici maintenant la « 5 » et la « 6 » pour ratifier (façon éboueurs d'images) les « clients » sources de recettes publicitaires.

administratifs. Cette catégorie de producteurs a disparu. Après 1975, durant trois mois et demi, avec « Un jour futur », de Michel Lancelot, j'ai poussé l'avantage. L'auto-distanciel en apparaissant dans le champ au béré - Gascon oblige - et filmai l'homme de peine portugais balayant le plateau pour le générique de fin (j'ai le record de montre des spécialités du ménage à la télévision).

— Je fus remarqué à la troisième émission (un ours sodomite du Magic Circus et une pétition des radios-électriciens pour exiger l'arrêt de la série pour cause d'insuffisante illumination de mon plateau y furent sans doute pour quelque chose). Une passion selon saint Thomas avec Paul Seban, l'« Euf de Colomb » et « L'Inquisiteur », trois plans séquences

de cinquante-deux minutes tournés en deux jours, firent de moi le spécimen le plus intéressant du marché audiovisuel, au rapport qualité-prix s'entend. Jean-Pierre Elkabbach me demanda la mise en scène de « 20 heures » en 1977. Je suis des téléviseurs dans le champ et tentai sur commande de dépersonnaliser la présentation. Six mois après, j'étais remercié, comme l'on dit improprement.

— L'« école » des Buttes-Chaumont avait fait ses temps, étaient venues les heures électroménagères. En 1981, Jean-Pierre Guérin aidant, j'inventais le « Journal d'en France » — les citoyens anonymes devenaient des agents politiques ; c'était, avec « Les gens d'ici », leur seul terri-

toire d'expression. Exit le « Journal d'en France », sur l'intervention d'un sénateur socialiste de Marseille.

— Et depuis 1981 ?

— Une comédie musicale avec Michel Caste pour Claude Brabant sur la xénophobie, trois variétés et des interviews pour « Cinéma, théâtre », de Claude Ventura ; voilà pour le « bilan du socialisme », comme on dit. Quoi qu'il en soit, depuis trois ans et plus, la télévision, spectacle de qualité, disait-on, populaire, ajoute Yvon Bourges, euphorise les populations. La télévision est le grand alambic du socialisme.

— Et voici maintenant la « 5 » et la « 6 » pour ratifier (façon éboueurs d'images) les « clients » sources de recettes publicitaires. Le système spectaculaire va au

bout de sa logique. Une émission pour les adultes, des « beaux » à Margot, l'autre pour les vrais jeunes, et bientôt la septième petite dernière pour les couches de « milieu » cultivées (coucou, revoilà l'école des Buttes-Chaumont !).

— Je ne suis pas de celles-là, je suis de la « locale ». En 1984 à Gennevilliers à Canal 101 (de mars à juin 1986) au bord de l'étang de Berre, je suis là où se fait une télévision qui se mêle à ceux qui la regardent. Réalisateur, je mets en scène l'expression de la réalité par un langage même (citoyens et non pas chaland). Je participe, dans la même illusion, à une télévision qui préserve l'utopie, avenir du printemps.

CAMÉRA LES PETITS PLATS

QU'UN inconnu pénètre chez vous pour vous donner des leçons ! Or, en 1953, le cuisinier qui pénètre dans les foyers était un inconnu, pour la télévision. Et cet inconnu prétendait être le chef qui dirigeait leur petit monde de s'attaquer à une toile, sculpter, peser leurs plats d'écriture. En un mot, pour lui, la cuisine était art et magie. Mais allez donc persuader une ménagère qu'en montrant sa maîtrise son navarin elle faisait œuvre d'artiste ?

Seulement, l'inconnu était un maître du Sud-Ouest, l'œil rieur, le geste fraternel : c'était Raymond Oliver, depuis peu d'années installé au Grand-Véfour au connu maintenant dans le Sud-Ouest. Mais qui était ce Raymond Oliver, un homme qui fait l'œuvre-boîte ?

L'émission n'avait pas été facile à monter. C'était une première. D'innombrables réunions avaient eu lieu avec M. d'Arcy, le « big boss » de la télé ; Pierre Sabbagh, « le right man ». La tâche fut de donner à Raymond un « faire-valoir » extraordi-

naire en la personne de Catherine Langeais. Jolie, elle avait pour question première à l'audience de comprendre le « truc », en lui faisant croire qu'elle le connaissait et que le chef ne le donnait qu'à cette dame de compagnie !

Et l'accent avec lequel elle prononçait son prénom ! Un bonbon pour l'œuvre ! Le succès fut immédiat. J'ai rencontré, à l'époque, bien des chefs qui, jaloux, assuraient qu'ils n'avaient rien tant la cuisine à petit écran. J'en ai choqué beaucoup en leur répliquant que sans doute ils étaient de bons chefs que Raymond Oliver, mais qu'ils n'avaient rien tant la comédie.

Comédiens, aussi bien, ils sont nombreux. Seulement, on y voyait ! Et on le vit lorsque, dans son « Magazine féminin », Malté Cellier de Sanols alla « tourner » ici et là dans les cuisines de bons chefs renommés.

Ces premières recettes données dans « Art et magie » en 1955, Oliver les publiait. On y retrouvait le « petit écran » du maître cuisinier mais, me disait-il : « Les traits au crayon de son livre sont tendus, un regard s'est adouci... Tendez l'oreille, un voix a pris le ton de la conversation ! »



Raymond Oliver face à Catherine Langeais.

Puis-je rapporter une anecdote personnelle ? Lorsque parut ce premier livre, j'allai voir Raymond : « Vous êtes un cuisinier, vous aimez le feu, c'est parfait, moi, je suis une femme. Voilà maintenant que vous faites un livre, avez-vous prévu, je vous prie, une recette à la télé ? » Trois mois plus tard, dans le « Magazine fé-

minin », je « tournai » (mal rasée au vent) une soupe de poirettes de gelée à ma façon. Puis je repris ma plume. Raymond était devenu un ami.

Plus tard, Raymond entreprit de modifier sa formule. Il appela votre serviteur et « Art et magie » de la cuisine »

devint « Cuisine à quatre mains » (on ne peut en faire un livre, mais c'est vrai, je me souviens que comme utilité, pour évoquer l'histoire du plat, puis Raymond oblige, pour le goûter. Raymond l'incomparable magister, le maître et maître de la cuisine, et naturellement Catherine Langeais lui donna la réplique. En 1968, et sans qu'il en soit prévu, on a supprimé l'émission. En deux ou trois, les recettes enregistrées et que l'on verra sans doute jamais.

Piston

Quelques années après Michel Caste devait à son tour paraître le livre magique. D'un style différent, mais toujours le ton bretonne de famille, les recettes furent très variées jusqu'à ce qu'il promette, l'autoritaire dernier, une émission hebdomadaire.

D'autres cuisiniers et cuisinières (toute une bonne amie Adrienne Biscan, le « Noël » de la rue de l'Arbre-Sac, très familière), d'autres (dans ou dehors bleus, au hasard du geste du producteur, l'actualité, de l'emballage de petit écran. Plus ou moins de bonheur car, je le répète, le talent du cuisinier doit ici

se compléter d'un esprit pédagogique aimable et surtout d'une absence de bonimenteur de bon ton. Etre un chef, quoi ! Et c'est presque un autre métier : le génie n'est pas la photogénie, en quelque sorte.

D'autre part, de nos jours, les recettes ne manquent pas ! Il en paraît un ou deux livres par semaine, chaque magazine publie les siennes. Ce que la télé-spectatrice demande, ce n'est plus tout à fait une recette, rarement nouvelle, mais un divertissement. C'est ici qu'intervient l'anecdote, la petite histoire, le « truc » du cuisinier, le détail pratique ou les mots d'esprit, et qui font, de cette recette, un jeu : le grand jeu de la cuisine. Ce n'est pas à la portée de nombre de bons chefs que ce rôle de meneur de jeu. A la télé, le meilleur plat doit être « show », si l'on écrit !

C'est ce que présentait Sabbagh, c'est ce qu'avait compris Raymond Oliver. « Mes émissions à la télévision, disait-il, m'ont prouvé qu'il est des émissions aussi enthousiasmées que des professionnels... Mes émissions ne voulaient exclure ni la fantaisie ni le soin ni cette touche que beaucoup veulent acquérir en s'amusant. »

Aux abonnés de ce jour. Mais... aussi bien !
ROBERT-J. COURTINE.

PELÉ MAR

A l'instar des grands évènements internationaux qui ont marqué la mémoire collective, nous avons tous en tête les images de certains faits. Ce sport qui n'a pas été chose facile à installer à la télévision.



KALÉIDOSCOPE de souvenirs sur petit écran. Jean-Claude Killy zigzaguant dans le brouillard grec pour enlever une troisième médaille d'or qui en fait l'égal de Tom Sailer. Les cadavres des athlètes juifs massacrés à Munich par un commando palestinien. Nadia Cemaneci s'entraînant comme une liane sur la poutre de Montréal. Léon Zitrone postillonnant dans un micro grand comme un ballon pendant un match de hockey sur glace. Jacques Anquetin battant encore et toujours Raymond Poulidor au sommet du col d'Ere. Des grands moments de sport et de télé. Et une image qui surimpressionne toutes les autres : un chat manqué.

J'avais huit ans, la boule en brosse comme les gamins cillés d'aujourd'hui, je détestais. A la maison, il y avait une grosse TSE posée sur une glacière. Le soir, on écoutait la famille Duranton. Et cette année-là les matches de la Coupe du monde de football étaient retransmis de Suède en Europe. Mon père connaissait un monsieur qui avait un poste. Nous avons été invités à voir France-Bresil. Les hommes étaient assis sur des chaises et les femmes sur des fauteuils. Les hommes étaient les plus raides. Moi, comme j'étais le plus petit, on m'avait installé sur un pouf, juste devant le récepteur. Un moment. Il me semblait aussi gros que l'armoire du grand-père. A l'époque, les appareils étaient énormes. J'étais très impressionné. Et l'autre plus que les Français, c'était de belles occasions. Derrière moi, les hommes faisaient beaucoup de commentaires. Ils essayaient de reconnaître les joueurs. Ce n'était pas facile parce que les commenta-

Rayonnages Bibliothèques
prix de fabrication
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement
bureaux, magasins, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208 avenue du Maine, Paris (13e)
45-40-57-40 - M. Albin

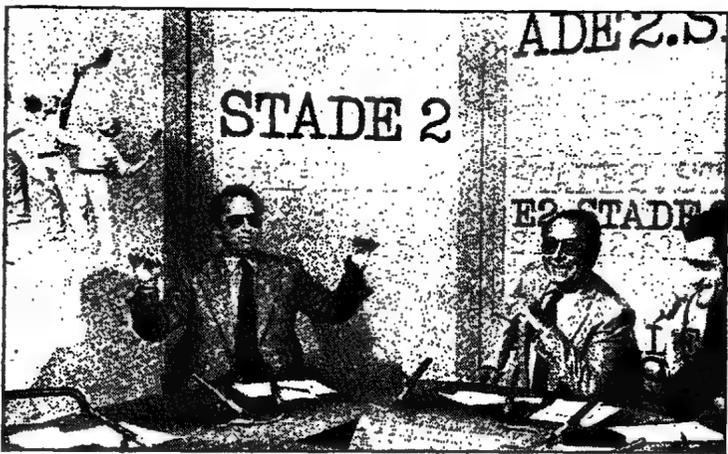
TÉLÉVISION

PELÉ MARQUE : « CHIALE PAS », DIT MON PÈRE

par Alain Giraud

A l'instar des grands événements internationaux qui ont marqué la mémoire collective, nous avons tous en tête les images de certains hauts faits sportifs. Ce sport qui n'a pas été chose facile à installer à la télévision.

A droite, un des premiers journaux télévisés en 1950. Pierre Sabbagh aux commandes et, déjà, la boxe à la « Une ». A gauche, le plateau de Stade 2 au temps de Robert Chapatte : une nouvelle façon de raconter le sport.



KALÉIDOSCOPE de souvenirs sur petit écran. Jean-Claude Killy zigzaguant dans le brouillard grenoblois pour enlever une troisième médaille d'or qui en fait l'égal de Tony Sailer. Les cadavres juifs à Munich par un commando palestinien. Nadia Comaneci s'enroulant dans une liane sur la poutre à Montréal. Léon Zitrone postillonant dans un micro grand comme un totem pendant un match de hockey sur glace. Jacques Anquetil battant encore et toujours Raymond Poulidor au sommet du col d'Eze... Des grands moments de sport et de télé. Et une image qui surimpressionne les autres : un but manqué.

Avant huit ans, la boule en brosse comme les gamins câblés d'aujourd'hui, mais je détestais. A la maison, il y avait une grosse TSF posée sur une glacière. Le soir, on écoutait la famille Duranton. Et puis, les matches de la Coupe du monde de football étaient retransmis en Suède en Eurovision. Mon père connaissait un monsieur qui avait un poste. Nous avons été invités à voir France-Brazil. Les hommes étaient assis sur des chaises Henri II aux couleurs très riches, les femmes restaient droites. Moi, comme j'étais le plus petit, on m'avait installé sur un pouf, juste devant le récepteur. Un monsieur, il me sentait un gros que l'armoire du grand-père. A l'époque, les appareils étaient énormes. J'étais très impressionné. Et d'autant plus que les Français avaient de belles occasions. Derrière moi, les commentateurs, ils essayaient de rendre les joueurs. Ce n'était pas facile parce que...

Le tennis a sans doute été le sport dont la télévision a accompagné la promotion. La création de l'apparition d'une nouvelle génération de champions comme Bjorn Borg. Mais, en règle générale, elle a favorisé le rapprochement entre les grandes disciplines et les petites. La rencontre d'un homme et d'un événement pouvait, il est vrai, être spectaculaire. Le phénomène : avec Léon Zitrone, le hockey sur glace et le patinage artistique avaient la dimension d'opéras sportifs. Mais tout cela n'a pas été réalisé d'un coup de baguette magique. Il a fallu attendre un certain

temps avant que les réalisateurs n'arrivent à tirer le meilleur parti des moyens techniques. Les images de jeux collectifs qui arrivaient d'Angleterre, notamment, ont longtemps été jugées supérieures à celles produites en France. Les réalisateurs d'outre-Manche avaient assuré une meilleure culture sportive. Petit à petit, ce handicap a été comblé. Thierry Laroque, par exemple, est parvenu à faire pénétrer le téléspectateur au cœur des étapes du Tour de France.

La création d'un service dont le chef, Raymond Marillac, devait être sacrifié en 1967 sur l'autel de la publicité clandestine et du monopole réunis à l'AFP, a permis l'avènement du sport à la télévision. Depuis lors, en dépit de la multiplication des heures de retransmission et d'une « structure » massive des Jeux olympiques, de la Coupe du monde de football ou de Roland-Garros, les chaînes de service public, corsetées par la grille des programmes et la lourdeur des moyens techniques, en étaient arrivées à une certaine sclérose dans le traitement des événements, même si une émission comme « Auto-Moto », de L'Herminet Rosinsky,

peut être considérée comme un modèle du genre. Dégagé de leurs contraintes, Charles Biétry, venu de l'AFP, à la tête du service des sports de Canal Plus, a donné un genre un souffle nouveau en allant encore plus dans le vif de l'action et en traitant les images d'archives pour montrer les évolutions techniques. Mais ce n'est que l'amorce d'une nouvelle révolution. Aux Etats-Unis, où les chaînes sont « propriétaires » des événements qu'elles diffusent, les règlements des sports ont été modifiés notamment pour adapter les retransmissions aux « flashes » publicitaires.

Point de vue

ATTENDONS LA « 8^e »

La préférence accordée à la création de quelques nouvelles chaînes de télévision contre celle d'une centaine — ou plus — de stations locales ne pouvait déjà que nuire aux programmes qui vivaient de voir fleurir dans notre pays mille programmes locaux pour des publics spécifiques. Mais ce qu'on peut actuellement apercevoir des programmes de la cinquième et de la sixième chaîne donne vraiment froid dans le dos : des jeux et des clips rediffusés à longueur de journée pour occuper le téléspectateur. Voilà qui coûtera pas trop cher et permettra de racketter à bon compte le marché publicitaire ! Certes, l'innovation peut avoir un effet stimulant dans un pays encensé, mais, précisément, il n'y a rien de nouveau là dedans : car, des jeux et des clips, nous en avons déjà ! Fallait-il vraiment abandonner ce qui a nourri par tous les créateurs — et tous les consommateurs — les chaînes télévisées pendant des années ? Fallait-il pour cela appauvrir les chaînes publiques et les contraindre à réduire encore leur production d'œuvres originales ? Force est de constater, hélas, que ces décisions ne font que prolonger une méfiste évolution amorcée pendant les années précédentes : il a manqué aux socialistes, dans le domaine de l'audiovisuel, des réformateurs de la trempe des Jack Lang, des

Robert Badinter, des Pierre Bérégovoy. On peut, en effet, envisager deux types de différenciation du public. La première, que l'on peut qualifier d'horizontale ou de géographique, exprime le fait que les Alsaciens, les Bretons, les Languedociens, les Parisiens ne sont pas tout à fait les mêmes Français et n'ont pas exactement les mêmes besoins. Si honorer ces différences-là était bien la mission de FR3, c'est peu de dire que sa direction de 1981 à 1985 y a fait, comme ses prédécesseurs d'ailleurs. Paris a obstinément conservé l'initiative et le contrôle de toutes les émissions nationales, réduisant les stations régionales ou, au mieux, de pourvoyeurs d'idées pour les bureaux centraux. Jamais on n'a osé laisser les stations imaginer entre elles et se partager le programme national. Est-ce que le gain de quelques misérables points de sondage pouvait justifier qu'on effectât à la diffusion de « Dynastie », de séries de Guy Lux ou de Pierre Bellemare — qui avaient leurs places ailleurs — un budget si cruellement absent à Strasbourg, à Nancy, à Rennes ? Pourquoi même y a-t-il sur FR3 un journal national, gros consommateur de crédits pour un résultat décevantement pauvre ? Il serait facile de détailler les preuves de cette méfiance, de cet effroi jacobin devant les forces

vives des provinces, auxquels même les démarcations politiques n'ont pas résisté : on a préféré, au lieu de nommer à la tête des stations des hommes de terrain (nécessairement reconnaissons à la direction parisienne de ces miracles inattendus plutôt que des dîtes de gauche trop enracinées et soucieuses de leurs différences),

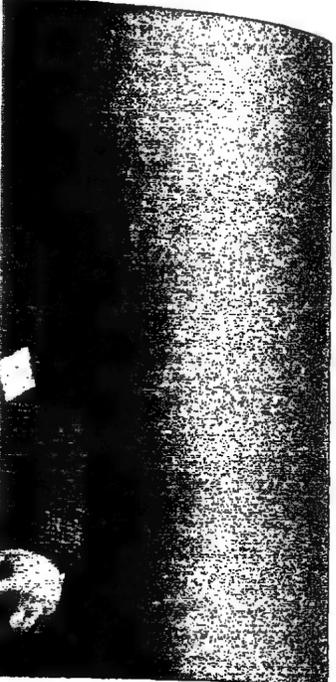
shows snobinards d'un côté et la file des jeux pour beaux de l'autre puisant réponse aux besoins culturels différenciés des Français. Attendez la septième chaîne, dire-on, et vous aurez de la Kultur ! Précisément, on redoute déjà la destin qui pourrait être promise à la malheureuse : celui de France-Culture, d'une chaîne touchée à sa naissance, où une société se donnerait bonne mesure en offrant son soutien aux universitaires, les archevêques et les grands maîtres de diverses officines de pensée... Il n'y a pas trente-six solutions pour créer de la diversité : il faut faire confiance aux autres. Laisser les régions s'exprimer, même si ce qu'elles disent paraît subversif ou réactionnaire ou incompréhensible à Paris : ce n'est pas la tâche de FR3 (et de stations locales). Laisser les jeunes, les femmes, les hommes, les agriculteurs, les ouvriers, les amateurs d'art moderne ou de science produire leurs propres programmes : ce devrait être celle de Canal Plus (et de France 2).

Rôle à va encore falloir attendre pour être modernes : v'là la cinquième !

MICHEL TRÉQUER
réalisateur

Rayonnages Bibliothèques
au prix de fabrication
du kit au sur mesure
LEROY FABRICANT
équipe votre appartement
bureaux, magasins, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Maine, Paris (14^e)
45-40-57-40 - M^o Aléxis

opos recueillis par Evelyne Pujol



« clients » sources de recettes publicitaires.

Enfin le jour... sur l'intervention... de Charles Br... pour les clients... sources de recettes publicitaires.

de quatre mains... de la cuisine... de la famille... de la télévision... de la publicité...

ROBERT-J. COURTINE

TÉLÉVISION

SANTELLI, L'ÉCRAN LITTÉRAIRE

par Evelyne Pujol



Du « Tour de France par deux enfants », première « dramatique » à épisodes, aux « Nouvelles » de Maupassant, qu'il innove actuellement, Claude Santelli, homme de théâtre, président de l'Union des auteurs et des artistes, a toujours défendu l'idée d'une télévision de création.

« J'ai connu une télévision naissante, imparfaite, au moment où elle se passait des choses sur l'écran. Je constate, malheureusement, qu'il s'en passe de moins en moins... »

C'est comme ça, à chaque fois, que j'ai pu réaliser des choses que j'avais envie de faire (...). Aujourd'hui, je proposerais l'équivalent, on calculerait d'abord six mois à l'avance le budget; il faudrait tenir compte de la grille des programmes, des sondages, et finalement on dirait: « Nous quittons la télévision adolescente, avec ses lots, ses propres possibilités à inventer, à tout découvrir. Nous arrivons à l'âge mûr et l'on casse tout pour des impératifs économiques commerciaux... »

Comment a-t-on pu en arriver là? Voilà la question que se posent, avec lui, une partie de ses confrères de la télévision et des professions du spectacle. « Quand je suis arrivé à la télévision, en 1955, j'ai eu la grande chance, avec ceux de ma génération, de pouvoir expérimenter un médium formidable qu'est la télévision. Du moment qu'on avait des idées, du dynamisme et de la jeunesse, on pouvait donner quelque chose de blanc. »

« Cette chance, il la rencontre plusieurs fois dans sa carrière. Quand Jean d'Arcy, directeur des programmes, la fait débiter en lui proposant de présenter de nouvelles émissions pour la jeunesse: « C'était complètement libre, quasiment improvisé... Je n'avais aucune responsabilité particulière pour arriver à la jeunesse. Puis j'ai travaillé à l'émission... »

buvaient du petit lait en regardant « Oliver Twist », le dimanche après-midi, dans les émissions dramatiques tirées des grands romans de la littérature populaire. « Nous étions un peu des humanistes, c'est vrai, nous les profs, reconnaît-il. Pierre Dumayet et Pierre Desgraupes s'étaient connus à la Sorbonne, et la plupart des producteurs-animateurs comme Max-Pol Fouchet, Jean-Claude Bringuier et moi-même, étions des universitaires plus ou moins rentrés. Etienne Lalou, qui faisait ses émissions radiophoniques avec Igor Barrère, était lui-même: « J'ai échangé ma classe de quarante élèves contre une classe de plusieurs millions d'élèves (...). C'était un peu notre vocation (...). Mais nous étions surtout attirés par les énormes possibilités d'expression et de médiation qu'offrait la télévision. »

Agacé par les doctrines, ni pour une longue période, ni pour une longue période, Claude Santelli, en même temps que les autres, abandonne la vidéo pour la caméra-film. Quelle révolution!

pour aller plus vite dans les changements et courir à toute vitesse d'un décor à l'autre, comme au théâtre, en une heure, une heure et demie d'émission. C'était un prodige de technique. C'est comme ça qu'a été créée cette fameuse école des Buttes-Chaumont, où l'esthétique était proche d'une certaine théâtralité, avec des séries qui ont été immensément célèbres, comme « La caméra explore le temps », « Les cinq dernières minutes », « Le genre policier », et « Théâtre de la jeunesse ».

critique du Figaro cria à la trahison et à l'hérésie. C'est ridicule. Quand on regarde ce qui restera de cette période, c'est justement les grands Bluwal du Mariage de Figaro et de Don Juan.



Claude Santelli (au centre), lors du tournage du Chef-d'œuvre de Vaucanson, en 1965.

Disparus aujourd'hui, les grandes idées et les grands bouleversements, où une poignée d'hommes « défrichait » le terrain et préparait la télévision de demain. Fini le temps où Pierre Lorenzi, Jean-Louis Trintignant dans les chaumières ou montrant le dur labeur des mineurs à Lens, le voyage « vécu » d'un train Paris-Lille ou l'ascension de la tour Eiffel. Tout cela, à travers notre œil limité d'aujourd'hui, peut paraître bien naïf. Pourtant, « c'est ainsi qu'on a pu sentir que l'outil télévision était illimité. Alors que la technique était encore rudimentaire, tout a été essayé et tout a été filmé: le spectacle, le grand plan, l'initiation pédagogique, les variétés. »

Epoque révolue, semble-t-il, en tout cas bien loin de ce qui se passe aujourd'hui, explique Claude Santelli. On vous demande comment de faire une émission dans un format déterminé, quasiment sur un ton déterminé, genre que, vous dit-on, on a fait ses preuves, et pour un marché déterminé. En fait, il s'agit de vendre des choses à un public. On n'a plus le droit ni le temps d'inventer, ce n'est plus la forme de TV inventée que je regrette le plus. « Avec ces nouvelles chaînes, comme Claude Santelli, j'ai bien peur qu'on en arrive à l'uniformité des programmes, où primeront l'efficacité commerciale et le prétendu goût du public, au plus bas niveau. Le téléspectateur, à l'aide de sa télécommande, se composera un patchwork d'images issues de vingt secondes de vingt-cinq programmes, ce qui peut être fatigant, j'en conviens, mais certainement pas enrichissant. »

Point de vue

BATAILLE ENTRE CHIFFRES ET RÊVES

La puissance à laquelle sont parvenus les médias audiovisuels aurait dû être tout responsable à se demander à quoi sert cette puissance. Au lieu de cela, on la redoute et on ne sait comment la prendre ni comment s'en déprendre, et chacun fait comme il une telle puissance n'est pas un problème spirituel.

l'homme émanant d'une civilisation et celle qui nous vient d'une maigre sociologie des sondages. Nous le voyons, une « intermédiaire plus que de médiation s'oppose à l'enjeu des chasses d'idées, des débats en quête de toujours plus. Entre eux, il y a incompatibilité d'humeur, et ce rêve de jour partout actif des uns est incessamment contredit par les autres sous les traits déformés de ce qu'ils appellent « formule révérisée ».

Or rien n'est plus facile à faire. La situation à venir est une excellente occasion, maintenant que de gauche à droite le « privé » est son apparition, de rendre chacun à sa vocation, sans pour autant séparer rigoureusement les genres.

C'est pour être un des pôles de la bataille entre public et privé à jouer pour les citoyens le rôle d'une variable authentique que la télévision publique face à ses concurrents a besoin d'un minimum de champ. Ce champ s'organise par une graduation entre elles, autour de deux chaînes capables d'offrir des programmes régionaux et complémentaires: l'une pour le public le plus large possible relatif à un programme expressément « voulu », l'autre pour la conquête d'une popularité sans précédent, mais que le « privé », de son côté, voue par nécessité au plus grand nombre, déduit ses programmes d'une arithmétique des sondages.

Le film de trente années

À la façon d'un livre, dont il connaît la matière, puis qu'il fut auteur et réalisateur, Claude Santelli résume le film de ses trente années de « extraordinaire », d'expériences, d'erreurs et d'euphorie, trente ans passés au service de la télévision. « Un homme qui on s'émerveillait de voir son image, on ne savait pas trop comment apparaître sur le petit écran. »

Rendre à chacun sa vocation

Or, de 7 à 8 milliards peuvent être vivement encouragés par les nouvelles sources de publicité, 5 milliards de milliards sont disponibles pour le secteur privé.

Or, de 7 à 8 milliards peuvent être vivement encouragés par les nouvelles sources de publicité, 5 milliards de milliards sont disponibles pour le secteur privé.

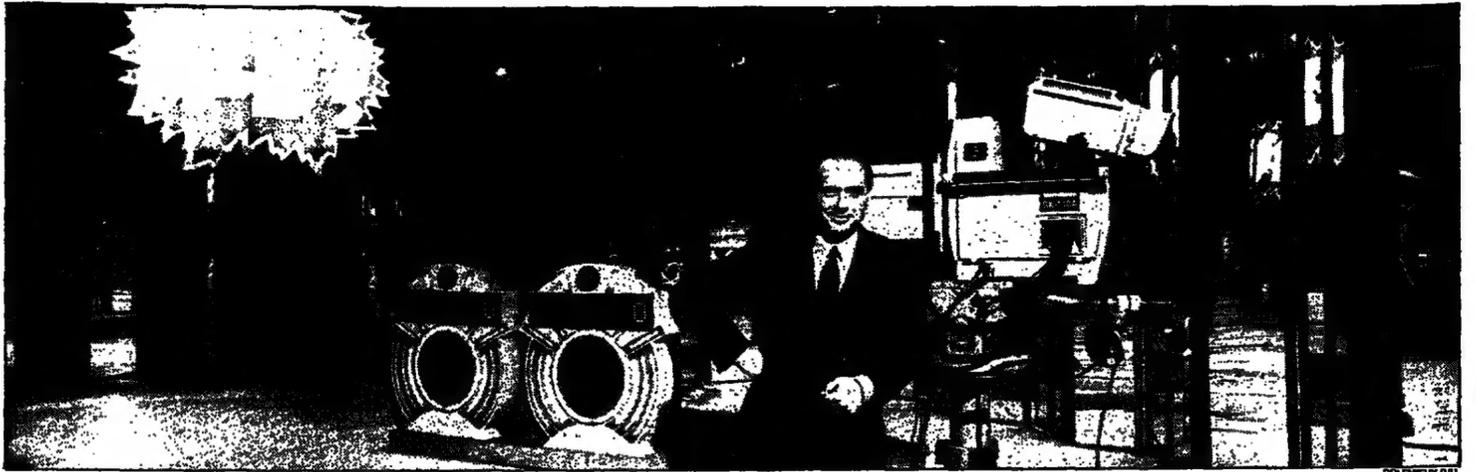
YVES JAIGU. (Ancien responsable des coproductions de l'ORTF, ancien directeur de France-Culture.)

PRIVÉE, PU

« J'vous cite: « La télévision est devenue le pilier magistral de la société moderne. » N'est-ce pas une affirmation un peu rapide? »

TÉLÉVISION

Silvio Berlusconi dans les studios de la « 5 » à Milan.
« Faut-il considérer que les 25 % à 35 % de l'auditoire qui regardent sont des créés à qui l'on doit interdire de voir la télévision ? Tout cela n'a aucun sens. Ce qui est vrai, c'est que, en Italie, ce fut un vaste dévouement, ce n'était que cela. Il n'empêche que le système Berlusconi est une réussite sur le plan industriel », affirme Jean-Marie Cavada.



PRIVÉE, PUBLIQUE OU MEILLEURE ?

un entretien avec Jean-Marie Cavada

« **J**E vous cite : « La télévision est devenue le pilier principal de la société moderne. » N'est-ce pas une affirmation un peu rapide ?

— Ecoutez, cette formule ne doit pas seulement à mon énergie de plume ou... à une mauvaise crise de foi. Je crois profondément que les télévisions, les médias, sont devenus le garant de l'exercice quotidien de la démocratie. A la fois en terme d'information, et comme culture usuelle, comme comportement, quotidien des Français. Les télévisions sont devenues un véhicule majeur et tout à fait positif.

— La télévision, un nouveau droit des citoyens ?

— C'est un bien public. La télévision est un acte libre du citoyen et du consommateur. On ne le dit pas assez dans notre pays. Elle doit être organisée dans le cadre des libertés fondamentales de notre démocratie, où le respect du droit des citoyens est parfois oublié. C'est une liberté du consommateur, car quoi qu'en décident les ministères ou les assemblées parlementaires toute réflexion n'a aucun sens si le consommateur ne peut exercer son choix souverain, essentiel : appuyer sur un bouton pour avoir une chaîne, et deuxièmement pouvoir choisir sa chaîne. En Grande-Bretagne, aux USA, le citoyen et le consommateur sont respectés.

— Et en France ?

— L'avance que l'Etat qui sortira des urnes, hier, demain, après demain, doit se contenter de dessiner les traits généraux du système audiovisuel, mais non de décider combien de médias il faut. Il n'est pas compétent. Simplement, une fois que le système est mis au point, il doit le faire entrer dans le respect des lois en vigueur : code du commerce, code civil, Constitution. Pour le reste, un minimum de règlements, confiés à une magistrature par l'Etat, avec mission de surveillance. L'équivalent de la Haute Autorité, mais avec un pouvoir d'analyse technique, et le pouvoir de délibérer publiquement sur le rendu de ses actes. Cela est le modèle d'une vraie démocratie, vers laquelle on peut aller en France si les législateurs ont le courage politique de le vouloir. On pourra le faire avec les hommes de l'opposition actuelle ou avec l'opposition de demain. Je précise que je ne situe pas cet avenir d'un point de vue politique, mais principalement du point de vue de la démocratie audiovisuelle qu'il nous faut.

— On ne part pas, aujourd'hui, de zéro.

— Moi qui suis jubilaire et sévère, par passion pour mon métier, il me faut observer que la télévision a fait d'immenses progrès. Rappelons-nous d'où elle vient. Dans les années 50, c'était une petite entreprise, une annexe

du ministère de l'information, additionnée d'un peu d'électronique... Pierre Sabbagh le note dans ses Mémoires, lui et d'autres étaient considérés comme de joyeux fous, courageux, mais que personne ne prenait vraiment au sérieux. Evidemment tout est différent ; actuellement, les médias sont un fait dominant de société. C'est pourquoi ils doivent s'organiser, non dans le sens de la satisfaction de la classe politique, mais dans celui de la *res publica*, de la société publique, civile, dont on parle tant.

— Entre télévision publique et télévision privée, quel est l'enjeu ?

— L'idée générale, c'est qu'aucun système excessif ne réussit. En France, à l'automne 1981, par suite d'un changement mal contrôlé, l'audience a chuté. Le public a réagi, avec lenteur, mais de façon déterminée. TF1 a mis du temps à redresser la barre. C'est la télé « cours du soir » qui a provoqué la dérive. En Italie, en 1976, dans l'anarchie de la dérégulation, la création de près de mille deux cents télécs, ce fut l'excès de la télévision « soutiengorge ». On a fait n'importe quoi. Mais on s'est vite aperçu que faire vivre une station n'était pas un exercice de saltimbanques ; c'est un métier, ce sont des moyens économiques à mettre en œuvre. Finalement trois réseaux ont vu le jour. Leur réussite ? Des émissions populistes, ou plutôt, qu'on veuille bien m'excuser, je ne souhaite pas choquer, *populaires*. Là, mettons de côté les jugements moraux... Faut-il considérer que les 25 % à 35 % de l'auditoire qui regardent étaient des créés à qui l'on devait interdire de voir la télévision ? Tout cela n'a aucun sens. Ce qui est vrai, c'est que, en Italie, ce fut un vaste dévouement, ce n'était que cela. N'empêche que, aujourd'hui, le système Berlusconi est une réussite sur le plan industriel.

— Une réussite, mais aux dépens de la chaîne nationale, la RAI.

— Ce n'est pas tout à fait exact. Le système Berlusconi doit maintenant faire face au défi de la chaîne publique italienne. Après cinq années de crise, la RAI tire la production télévisuelle vers le haut. Et l'on s'achemine vers un *modus vivendi* où chacun trouvera son créneau. La même situation s'est produite il y a quelques années en Grande-Bretagne avec l'apparition de chaînes privées comme ITV, puis Channel Four. Et la BBC est repartie à la conquête de l'audience. Son moyen : la qualité des programmes. Donc, ce qui est bon dans ces systèmes différents, c'est l'équilibre provoqué par la concurrence. La loi économique, qui finalement est la meilleure représentation de la *vox populi*, prouve et autorise la diversité des

Journaliste, Jean-Marie Cavada navigue depuis près de vingt ans dans les stations de radio ou les chaînes de télévision.

Démissionnaire en 1982 de son poste à TF 1,

il collabore depuis décembre 1984 avec

Robert Hersant au projet de télévision du groupe.

Il vient de publier En toute liberté (Grasset),

un livre de réflexion sur le paysage audiovisuel.

choix ; ce mouvement génère une industrie audiovisuelle dynamique. Ce qui manque à la France.

— Télévision publique, télévision privée, un faux problème ?

— Absolument. C'est un non-sens total. D'ailleurs, si ce débat continue, je deviendrais un défenseur de la télévision publique. Dire ce qui n'y fonctionne pas n'est pas vouloir sa mort ; bien au contraire... Il faut se remettre en cause, sortir des corporatismes. La France, qui est un petit pays, a besoin d'une télévision publique, mais aussi un grand besoin de chaînes privées pour faire bouger ce qui existe. L'équilibre sera trouvé. En fait, le vrai débat est : peut-on construire une vraie industrie ? A la fois pour sortir de cet état de « crise sidérurgique » dans l'audiovisuel, et pour répon-

dre aux leçons données par l'Italie, le Brésil et bientôt peut-être par la télévision coréenne...

— Les créateurs de télévision y trouveront-ils leur compte ?

— Ecoutez, je vais jouer les provocateurs. Oui, il faudra négocier avec les créateurs de l'audiovisuel, les auteurs. Mais eux-mêmes ne doivent pas ignorer les lois de l'économie. Ils doivent savoir que demain on ne pourra gagner sa vie dans une entreprise de télévision s'il n'y a pas une ou deux interruptions publicitaires dans l'œuvre produite. Ce sera à eux de déterminer l'endroit...

— Ensuite, il faudra défendre la culture française même si elle doit passer par la pénétration d'un marché dominé par la langue anglaise. Et, s'il le faut, je suis prêt à produire *Les Misérables* en anglais pour qu'à Tokyo ou ail-

leurs on sache qui est Victor Hugo, et ce qu'était la vie au dix-neuvième siècle. On doit pouvoir tenir ce pari ; je suis certain qu'on trouvera en France les talents qu'il faut pour réussir cela.

— Mondialisation de la culture, mondialisation des médias ?

— Oui, bien sûr. Et il y a les satellites. C'est la liberté, la circulation des images sans contrainte. Mais les satellites ne sont d'abord dans un premier temps que — pardons aux ingénieurs — de la quincaillerie. Il y a eu récemment Marc Fowler et Ted Turner. Ce dernier possède trois réseaux de télévision aux USA diffusant des informations par satellite vingt-quatre heures sur vingt-quatre et captées ensuite par des réseaux câblés. Il m'a annoncé son intention de construire un réseau mondial de télévision — on peut d'ailleurs déjà capter des programmes en France. Il ambitionne également de construire un autre réseau mondial de diffusion de films en continu. Il étudie la possibilité de traductions de ses films en plusieurs langues pour avoir un maximum de consommateurs...

— Avec Marc Fowler — président de la commission fédérale américaine des communications, une institution de 1 600 personnes, des délégués dans tous les USA — et Ted Turner on a selon

moi les deux piliers de la démocratie médiatique. L'un représente l'audace d'entreprendre et l'autre le modèle de la représentation nationale pour l'exercice de capitalisme médiatique. Au fond, voilà un bon symbole de vitalité moderne.

— Un symbole bon pour la France ?

— Oui. Mais cela ne signifie pas qu'il faille créer des chaînes à tour de bras. Dans le paysage actuel, je suis persuadé que toutes les chaînes annoncées n'atteindront pas leurs objectifs de survie. Dans ce pays, il n'y a de la place que pour quatre ou cinq chaînes. Quatre nationales, et peut-être une spécifique distribuée par abonnement comme Canal Plus. Encore que cette dernière soit déjà une trop grosse entreprise, et pour cela pas encore viable...

— Vous collaborez au projet de télévision de Robert Hersant. Quelle sera la structure mise en place ?

— Je travaille effectivement au sein d'une équipe dirigée par Philippe Romon, et suis personnellement responsable des programmes, de la conception des produits, de la recherche des hommes. Nous avons évolué à partir de deux hypothèses. La première est celle où nous devrions tout « construire » nous-mêmes ; la seconde, c'est la possibilité de se comporter en capitaliste, c'est-à-dire d'entrer dans le capital d'une chaîne.

— Cette hypothèse est la « plus riche » ?

— C'est une hypothèse à propos de laquelle je ne suis pas en mesure de faire de commentaires. Je ne m'évaderais pas de votre question pour des rêveries. Je la répète, toutes les hypothèses sont étudiées. Je suis obligé de m'en tenir là. Dieu reconnaîtra les siens.

— Quelles seront les orientations de cette chaîne ?

— Une fois encore, tout dépendra du cadre. Mais il y aura des divertissements de qualité et d'audace regardables par le plus grand nombre, et de l'information. En fait, on ne peut développer de système paritaire, *since* on n'a pas de consommateurs...
— Quel sera le public visé ?
— Vous savez, le public est une sorte de monstre marin en constante transformation. Il n'est pas statique. Malgré les instruments de mesure actuel on ne peut mettre en boîte dans un indicateur quelconque cette magie abstraite qui fait le « flair » ; savoir exactement quelle est l'attente. Mais on ne sait cela que lorsque l'attente a été fructueuse ou non. Ce que nous savons pourtant, c'est que notre public sera exigeant et c'est une bonne nouvelle...

Propos recueillis par
BERNARD LEFORT.



Jean-Marie Cavada.

par Evelyne Pujol

critique du Figaro cria à la trahison et à l'hérésie. C'est ridicule. Quand on regarde ce qui restera de cette période, c'est justement le grand Biwaï du Mariage de Figaro et de Don Juan.

Disparus aujourd'hui, les grandes idées et les grands bouillonnements, où une poignée et préparait la télévision de demain. Fin le temps où Pierre Tchernia faisait frémir en disant dans les chaumières en montrant Letta, le voyage « vécu » d'un train Paris-Lille ou l'ascension de la tour Eiffel. Tout cela, à travers notre œil lessivé d'aujourd'hui, peut paraître bien naïf. Pourtant, c'est ainsi qu'on a pu sentir que l'outil télévision est illimité. Alors que la technique était encore rudimentaire, tout a été essayé et tout a été filmé : le spectacle, le documentaire, la conversation, le gros plan, l'initiation pédagogique, les variétés...

Epoque révolue, semble-t-il, en tout cas — bien loin de ce qui se passe aujourd'hui, explique Claude Santelli. On vous demande maintenant de faire une émission dans un format déterminé, quasiment sur un ton déterminé, parce que, vous dit-on, ça a fait ses preuves, et pour un marché déterminé. En fait, il s'agit de vendre des choses déjà vues. On n'a plus le droit ni le temps d'inventer et c'est cette forme de TV inventive que je regrette le plus... « Dans les nouvelles chaînes, estime Claude Santelli, j'ai bien peur qu'on en arrive à l'uniformité des programmes, à privilégier certains thèmes et à négliger d'autres. Le téléspectateur, à l'aide de sa télécommande, se composera un patchwork d'images selon les centres d'intérêt ou les goûts du moment. Les programmes de qualité, mais sans lendemain à la longue, et certainement pas enrichissant... »

ET RÊVES

C'est pour être un des pôles de la concurrence entre contenus et jouer pour les citoyens le jeu d'une variable autonome que la télévision publique face à ses concurrents a besoin d'un minimum de champ. Ce champ organisé, par une graduation entre elles, autour de deux chaînes principales d'embrasser des ensembles asymétriques et complémentaires. L'une pour le public le plus large possible relatif à un programme expressément « voulu », l'autre pour la conquête d'une population sans obsession tendue que le « privé » de son côté, voit par nécessité le plus grand nombre, de ses programmes d'une symétrie des sonages.

Telles sont les bases d'une véritable émulation entre les programmes de la taxe et ceux de la publicité. Libérées de leur fausse concurrence les deux chaînes publiques seront ainsi placées dans un rapport de force « privé ». Les valeurs des unes et des autres se mettront en place et la tentation d'une rentabilité d'audience à court terme ne fera plus obstacle à la tentation de lui opposer une ambition plus administrative du public.

YVES JAIGU,
auteur responsable
des émissions
de l'ORTF,
ancien directeur
de France-Culture 1

peuvent chaînes un an sur ses émissions chaînes de plus ou on leur

NOUVELLE

LUNDI

par Liliana Mahalova

DEPUIS qu'elle est montée dans l'autobus, la femme ne cesse de me fixer, cherche à capter mon regard, et chaque fois qu'elle le croise s'apprête à faire un signe, mais au dernier moment, mal à l'aise, elle détourne les yeux ou rectifie à nouveau son châle blanc en dentelle... Elle s'efforce de se rappeler d'où elle me connaît : je comprends cela parfaitement, puisque je m'efforce moi-même de me rappeler d'où je la connais.

Cela m'arrive de plus en plus souvent ces derniers temps et je ne peux toujours pas décider s'il est préférable de saluer, par erreur, quelqu'un que l'on ne connaît pas, ou de ne pas saluer, par hésitation, quelqu'un que l'on connaît. La chose est plus aisée dans la rue, on s'y croise plus rapidement, mais cela fait dix minutes que cette femme me regarde... Peut-être nous sommes-nous tout de même rencontrés quelque part, peut-être avons-nous fait nos études ensemble ou nos enfants fréquentent-ils le même établissement scolaire. Elle a des cheveux bruns, mais à notre âge la couleur des cheveux n'est pas une garantie. Elle porte la même coiffure que moi : un chignon légèrement relevé, maintenu par la laque « Aloine », le samedi après-midi les salons réalisent cette coiffure à la chaîne. Elle dure jusqu'au lundi inclus, il suffit de ne pas se soigner, de dormir avec un fichu et que personne ne brûle du désir de caresser vos cheveux.

Il est impossible que nous soyons collègues de la faculté d'architecture. Nous étions douze filles dans notre cours, nous ne nous sommes pas perdues de vue. Lorsque nous nous rencontrons, nous avons rarement le temps de nous arrêter, en général nous nous demandons en continuant à marcher : « Comment vas-tu ? » et nous nous répondons : « Bien », de sorte que nous allons bien toutes les douze. Il est plus vraisemblable qu'elle ait fait ses études une année ou deux avant moi, ou après moi, ou qu'elle ait été dans une des sections d'ingénieurs. Quoi qu'il en soit, je ne peux pas me souvenir et puis j'ai suffisamment de sujets de préoccupation... Une réunion de travail m'attend.

Elle débute à huit heures et demie. Depuis toujours Sotirov aime nous réunir dans les premières heures de la journée, il a lu quelque part que c'était le matin que le cerveau humain était le plus riche en phosphore, il nous l'a dit un jour en plaisantant. Au bout d'une demi-heure nos têtes phosphoreuses vont se pencher sur le plan, bien que celui-ci ne puisse plus à présent subir aucune modification.

Les blocs de ce complexe d'habitations sont tous identiques : huit étages de béton, même les petits carrés qui les représentent sur le papier sont identiques comme le fond de boîtes d'allumettes et s'il n'y avait pas les numéros l'on ne manquerait pas de s'y perdre. Notre unique liberté d'architectes consiste à les déplacer à gauche, à droite, au coin des rues... Vaines histoires dont le plus drôle est que nous débattons. Hadjianeva frappe même son crayon sur le plan et marchande chaque degré. Et au bout du compte le quartier sera toujours affreux, les blocs gris aux petits balcons en matière plastique sembleront collés sur la terre, non pas soudés à elle comme les autres maisons, mais collés précisément, parce que la terre ne peut pas se souder à tant de béton à la fois. Et nous le savons, nous le savons à l'avance, nous sommes même habitués à cela.

Aussi, à quoi bon soulever à nouveau la question de l'horloge ? J'en ai déjà parlé à trois réunions, mais je suis sûre que l'architecte Sotirov ne m'a écoutée jusqu'au bout que la première fois. Ma proposition n'a rien de particulier, il s'agit simplement de monter sur

un des blocs de béton une horloge électrique.

Sotirov m'écoutait avec bienveillance, c'est là son expression la plus perfide, puis il me demanda à quoi servirait réellement une horloge à cet endroit, alors qu'aujourd'hui tout le monde porte une montre au poignet et que, dans un quartier périphérique, il est peu probable que quelqu'un ait le temps de s'arrêter et de lever la tête vers cette inutile dépense supplémentaire.

« Inutile dépense supplémentaire » est sa phrase, par suite il ne donnerait plus d'autre nom à l'horloge et les autres ne laisseraient pas passer l'occasion de sourire à la plaisanterie du chef.

J'expliquai en détail, et à chaque réunion j'expliquais la même

paraître plus mécontents que lui. Toutefois, le plus vraisemblable est que Sotirov ne va rien faire, il va m'écouter de sa grande oreille velue et donner la parole au suivant. Du reste, ses oreilles sont franchement grandes, je les ai regardées à de nombreuses réunions et j'ai l'impression que les petits pois noirs et drus dans ses oreilles constituent un filtre spécial qui laisse passer uniquement les mots que Sotirov veut bien entendre. Alors, quel intérêt ai-je à parler ?

L'autobus s'est arrêté. Un vieillard portant un fringant chapeau tyrolien est descendu et deux jeunes filles en tablier blanc serré au-dessus des coudes sont montées. Elles pourraient être indifféremment étudiantes en médecine ou vendeuses dans une boulange-

rie, ayant lavé leur tablier chez elles pour le lundi.

La femme a fini par me saluer de la tête, elle s'est levée et est venue vers moi lentement par le chemin humide en caoutchouc qui sépare les sièges. Elle portait un sac à provisions vide et une chemise noire en plastique « Documents ».

« Tu vas au travail ? » Sa voix me sembla connue.

Je dis :

« C'est cela », et je lui souris parce qu'elle me souriait. Nous savons presque la même taille, des banches fines, de femmes qui ont pratiqué autrefois le volley-ball. Et son imperméable est presque le même que le mien, de confection, blanc cassé, doublé aux épaules et dans le dos.

« Je te regarde depuis un petit moment et je me demande : est-ce elle, oui ou non ? Cela fait bien longtemps que nous ne nous sommes pas rencontrés. »

« Oui, longtemps, ai-je dit, d'ailleurs qu'aurais-je pu dire d'autre.

« Nous nous sommes dispersés. Lorsque je rencontre l'un d'entre nous, je suis presque incapable de le reconnaître. Mais toi, je t'ai reconnue, tu as très peu changé. Vous êtes ici, n'est-ce pas ? »

« Oui. »

« Nous aussi, nous sommes revenus cet hiver. Partis pour trois ans de mission et nous en avons passé huit, tu te rends compte ? »

« Je me rends parfaitement compte, ai-je dit. Nous en avons passé six. »

« Vous avez reçu l'appartement que vous attendiez ? »

« Pour finir, oui, l'automne dernier. »

« Vos parents sont chez vous ? »

« Je ne pouvais toujours pas me souvenir d'où je la connaissais, je me sentais penaud et c'est pour-quoi j'éclatai de rire plus fort qu'il n'aurait fallu... »

« Mais bien sûr, on ne sait jamais... »

« Je serai une belle-mère moderne, ajouta-t-elle, qui a son permis de conduire. Tu as terminé tes leçons de conduite ? La dernière fois que nous nous sommes vues, tu me disais que tu attendais ton tour pour l'examen. »

« Je les ai terminées. Seulement que tu as, excuse-moi, j'ai oublié. »

« Une fille. »

« C'est encore mieux, nous pourrions devenir parentes par alliance, on ne sait jamais. » Elle éclata de rire.



« Je ne pouvais toujours pas me souvenir d'où je la connaissais, je me sentais penaud et c'est pour-quoi j'éclatai de rire plus fort qu'il n'aurait fallu... »

« Mais bien sûr, on ne sait jamais... »

« Je serai une belle-mère moderne, ajouta-t-elle, qui a son permis de conduire. Tu as terminé tes leçons de conduite ? La dernière fois que nous nous sommes vues, tu me disais que tu attendais ton tour pour l'examen. »

« Je les ai terminées. Seulement que tu as, excuse-moi, j'ai oublié. »

« Une fille. »

« C'est encore mieux, nous pourrions devenir parentes par alliance, on ne sait jamais. » Elle éclata de rire.

« Je ne pouvais toujours pas me souvenir d'où je la connaissais, je me sentais penaud et c'est pour-quoi j'éclatai de rire plus fort qu'il n'aurait fallu... »

« Mais bien sûr, on ne sait jamais... »

« Je serai une belle-mère moderne, ajouta-t-elle, qui a son permis de conduire. Tu as terminé tes leçons de conduite ? La dernière fois que nous nous sommes vues, tu me disais que tu attendais ton tour pour l'examen. »

« Je les ai terminées. Seulement que tu as, excuse-moi, j'ai oublié. »

« Une fille. »

« C'est encore mieux, nous pourrions devenir parentes par alliance, on ne sait jamais. » Elle éclata de rire.

« Je ne pouvais toujours pas me souvenir d'où je la connaissais, je me sentais penaud et c'est pour-quoi j'éclatai de rire plus fort qu'il n'aurait fallu... »

« Mais bien sûr, on ne sait jamais... »

« Je serai une belle-mère moderne, ajouta-t-elle, qui a son permis de conduire. Tu as terminé tes leçons de conduite ? La dernière fois que nous nous sommes vues, tu me disais que tu attendais ton tour pour l'examen. »

« Je les ai terminées. Seulement que tu as, excuse-moi, j'ai oublié. »

« Une fille. »

« C'est encore mieux, nous pourrions devenir parentes par alliance, on ne sait jamais. » Elle éclata de rire.

« Je ne pouvais toujours pas me souvenir d'où je la connaissais, je me sentais penaud et c'est pour-quoi j'éclatai de rire plus fort qu'il n'aurait fallu... »

« Mais bien sûr, on ne sait jamais... »

« Je serai une belle-mère moderne, ajouta-t-elle, qui a son permis de conduire. Tu as terminé tes leçons de conduite ? La dernière fois que nous nous sommes vues, tu me disais que tu attendais ton tour pour l'examen. »

« Je les ai terminées. Seulement que tu as, excuse-moi, j'ai oublié. »

« Une fille. »

« C'est encore mieux, nous pourrions devenir parentes par alliance, on ne sait jamais. » Elle éclata de rire.

M OI, je n'aurai jamais la nostalgie de Sotirov.

L'idée de l'horloge s'empara à nouveau de moi. Mais je n'ai plus la force de résister, je n'ai même pas la force de décider si je vais en parler à nouveau aujourd'hui ou si je vais griffonner avec mon crayon dans mon calepin et me taire.

« A quoi penses-tu ? », dit la femme.

Une mèche était tombée de son chignon. Je levai la main et touchai mes cheveux - j'avais moi aussi une mèche qui était tombée au-dessus de mon oreille. C'est comme cela, la coiffure laquée tient jusqu'au lundi. Elle froissait son billet et me regardait avec attention. Qu'allait-elle me répondre si maintenant, alors que nous nous tenions à quelques centimètres l'une de l'autre, je lui racontais ma longue lutte pour l'horloge ?

« Il faut reconnaître que moi aussi je ne m'entends pas excessivement bien avec mon chef, mais on fait ce qu'on peut. Si l'on a décidé de tout mettre en ordre, quand va-t-on vivre, n'est-ce pas ? Attends, j'allais oublier, excuse-moi de te poser la question, ne pensais-tu pas un moment préparer une thèse de doctorat, qu'en est-il advenu ? - J'ai renoncé. » Son visage rond n'était que sollicitude amicale, mais il y avait dans ses yeux le désir d'entendre exactement ce qu'elle avait entendu.

« J'ai renoncé », répétai-je. Il m'était indifférent et il ne me coûtait rien de doubler sa satisfaction. Mais je savais déjà que je ne lui raconterais pas l'histoire de l'horloge.

Dans le reflet que lui renvoyait la vitre, elle remarqua la mèche qui pendait, elle la rectifia habilement, par habitude. En observant de côté, je me demandai à nouveau d'où je connaissais cette femme qui savait tout de ma vie.

« Il faut que je descende au prochain arrêt, se hâta-t-elle de dire. Nous avons gentiment parlé. Je suis contente que nous nous soyons vues. Venez un dimanche, nous nous attendrons. Promets-moi ! Téléphone-moi d'abord pour nous mettre d'accord, tu as notre numéro de téléphone. »

« Bien », dis-je, bien que mon carnet soit rempli de dizaines de numéros de téléphone et que je ne saurais jamais lequel appeler, puisque j'ignore jusqu'au nom de cette femme.

L'autobus s'arrêta. Elle glissa sa chemise sous le bras pour libérer sa main et me tendit ses doigts nus et hâlés. Elle s'éloigna à petits pas et, parvenue à la porte, se retourna encore une fois vers moi.

« Nous vous attendrons. Vera, tu as entendu ! ». Je ne lui répondis rien. Je ne pouvais pas parler. Je sentais que je chance-rais, qu'il fallait que je m'agrippe tout de suite à quelque chose. Parce que je m'appelle Maria. »

[Liliana Mahalova est née à Plovdiv en 1939. Sa nouvelle Lundi est extraite du recueil Lettres en poste restant publié à Sofia en 1984.]

LE BŒUF,

Nouvel An chinois, à Paris. Un ethnologue, Vinh Phong raconte la fête, vécue dans du dix-huitième arrondissement, tandis que Jean-Pierre Hassen sociologue au CNRS, a suivi la procession rituelle de fin d'année dans le quartier commercial de la porte de Choisy.

MEDI 8 février. Par un jour de grand froid, la communauté chinoise de Paris s'apprête à entrer dans l'année du Tigre. Dans le dix-huitième arrondissement, où l'on peut découvrir le boulevard Ney, la plus moderne Chinatown (1) de la capitale, M. Vuong est content. « C'est bien, cette année ! Le Nouvel An tombe un week-end. »

Cette heureuse coïncidence des calendriers va permettre à tous de profiter de la fête. Agé de soixante-trois ans, M. Vuong habite dans le quartier depuis son arrivée en France, voilà bientôt dix ans. Natif du sud-est de la Chine et de parler hakka, il a émigré au Cambodge en 1946 durant la guerre sino-japonaise. Sa femme Hakka elle aussi, le rejoignit deux ans plus tard. Etablis dans la province de Battambang, les Vuong ont vécu de l'artisanat et du petit commerce. Leurs enfants, treize en tout, sont nés et ont grandi dans le royaume khmère.

En 1975, une partie de la famille quitta le Cambodge pour la Thaïlande la veille de l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges. Les autres - dont M. Vuong lui-même - n'ont franchi la frontière qu'en 1979, au lendemain de l'invasion des troupes vietnamiennes. « En vérité, j'étais avec mon frère sous Pol Pot, confie-t-il. On avait besoin de moi. Je savais tisser les krama. J'étais un artisan du textile dans le temps. C'était une chance. Les Khmers rouges portaient des écharpes traditionnelles autour du cou en signe de ralliement. »

Après un séjour plus ou moins long dans les camps de réfugiés, la famille s'est retrouvée en



France, à l'exception d'une fille, restée à Bangkok. A présent, les parents Vuong n'ont plus aucune peur d'accueil, commence l'histoire de leurs enfants.

Installés à Paris ou en banlieue, certains se sont alliés à des Tchinois. Ils furent pendant un temps ouvriers ou manutentionnaires, puis ont lancé leurs propres affaires. Ils ont été parmi les premiers à être entrepreneurs dans la confection. Mais devant la concurrence rapide de ce marché, la plupart d'entre eux se sont reconvertis, tout en restant dans le domaine du commerce de détail. L'entreprise individuelle, aussi ingrate et difficile soit-elle, demeure une situation extrêmement valorisante dans l'esprit de la communauté chinoise, sans doute parce qu'elle est considérée comme la voie royale qui permet de sortir de sa condition.

SOCIÉTÉ

LE BŒUF, LE TIGRE ET LE LION

par Vinh Phong Tan et Jean-Pierre Hassour

par Liliana Mahalova

Nouvel An chinois, à Paris. Un ethnologue, Vinh Phong Tan raconte la fête, vécue dans une famille du dix-huitième arrondissement, tandis que Jean-Pierre Hassour, sociologue au CNRS, a suivi la danse du lion, procession rituelle de fin d'année, dans le quartier commerçant de la porte de Choisy.



Le lion et sa suite passent de magasin en boutique selon un parcours soigneusement préparé.

SAMEDI 8 février. Par un jour de grand froid, la communauté chinoise de Paris s'apprête à entrer dans l'année du Tigre. Dans le dix-huitième arrondissement, où l'on peut découvrir, entre le boulevard de la Chapelle et le boulevard Ney, la plus modeste Chinatown (1) de la capitale, M. Vuong est content. « Ah ! c'est bien, cette année ! Le Nouvel An tombe un week-end. » Cette heureuse coïncidence des calendriers va permettre à tous de profiter de la fête. Agé de soixante-trois ans, M. Vuong habite dans le quartier depuis son arrivée en France, voilà bientôt six ans. Natif du sud-est de la Chine et de parler hakka, il s'émigra au Cambodge en 1946 durant la guerre sino-japonaise. Sa femme, Hakka elle aussi, le rejoignit deux ans plus tard. Etabli dans la province de Battambang, les Vuong ont vécu de l'artisanat et du petit commerce. Leurs enfants, treize en tout, sont nés et ont grandi dans le royaume khmer.

En ce dernier soir de l'année du Bœuf, ils ont fermé leurs boutiques et arrivent les uns après les autres avec leur propre famille tandis que le père finit de dresser la table. Dans l'entrée, où s'entassent une trentaine de paires de chaussures, une table cirée est posée par terre : c'est là que mangeront les petits-enfants. Ces derniers courent déjà dans tous les sens. L'un d'eux se précipite vers le poste de télévision et le met en marche en introduisant une cassette dans le magnétoscope. « Ce n'est pas la peine, dit la grand-mère, la télé est morte cet après-midi. »

Très vite, la salle de séjour grouille de monde. Le brouhaha s'installe. La troisième fille s'exclame en s'asseyant sur un tabouret : « Aujourd'hui, c'était le vrai tourbillon. Ce matin, j'étais à Paris pour notre travail. A 2 heures, je suis rentrée à la maison, à Lognes, afin de procéder aux rituels pour la parenté de mon mari. Puis j'ai filé à Pontault-Combault, chez mon frère, pour rendre hommage à mes ancêtres. Et me voilà ici. Oh, j'ai la tête qui tourne ! » Les rituels qui ont lieu en effet à cette occasion dans chaque foyer sont uniquement célébrés en l'honneur de la lignée du chef de famille.

Cognac-Perrier et Coca-Cola

Un peu avant 20 heures, tous les plats sont enfin prêts, et le grand repas commence. Ce soir, rien que des mets de circonstance : potage aux allieurs de roquin, assiette froide et asperges, patates de canard braisées, pois de Hollande et champignons, canard laqué. On goûte de tout en bavant

proposé de jouer au « 21 ». Les candidats empiètent déjà des pièces de 5 francs devant leurs jambes repliées et désignent un meneur. Pendant ce temps, les enfants rassemblent les enveloppes qu'ils ont reçues et vont rendre compte à leurs mères du montant de leurs cadeaux.

Vers 23 heures, un des joueurs, M. Lam, se lève en ramassant son gain et s'écrie : « Je rentre. Demain, je travaille quand même. » Il confectione des beignets (indispensables pour accompagner la soupe de vermicelle) pendant la nuit et les livre le matin aux restaurateurs et aux épiceries. Il « couvre » à lui seul les commerces du dix-huitième et du dix-neuvième arrondissement. « Mais je finirai tôt car j'ai l'intention d'emmener mes filles voir la danse du lion à la porte de Choisy. Elles n'ont jamais vu ce spectacle, et moi cela fait si longtemps ! Demain je serai dans le treizième. »

Comme lui, et pour la troisième année consécutive, nombre de Parisiens ont pu suivre et entendre les déambulations des équipes de danse du lion qui, désormais, aident la communauté chinoise à clore le cycle annuel et à se projeter dans celui à venir.

La danse elle-même est centrée sur une tête de lion, qui d'ailleurs ne présente que peu de ressemblance avec l'animal réel. Fait de carton dur où dominent des couleurs vives qui lui donnent d'emblée un caractère mythique et flamboyant, le gigantesque masque possède aussi une corne conique, pour le moins insolite, sur son sommet. La tête se prolonge par une traîne de tissu également bigarrée, qui représente le corps de l'animal. L'un des deux danseurs, glissé à l'intérieur de la tête, peut à loisir le mouvoir et actionner des trottets qui, à l'extérieur, font papillonner ses paupières. Son partenaire, caché sous la robe, mime les mouvements du fauve, eux-mêmes guidés par les rythmes du tambour et des cymbales qui accompagnent ce spectacle itinérant.

Mais pourquoi un lion (souvent confondu avec un dragon ou une licorne), alors que sa présence est étrangère à la faune chinoise ? On situe son arrivée dans cette région à l'époque de la dynastie Tang, il y a environ dix siècles. Il était offert comme présent royal par les ambassadeurs ou les commerçants vraisemblablement venus de Perse, comme l'indique l'étymolo-

gie du mot chinois qui le désigne (*shih*, du perse *str*). Le monde chinois allait assimiler cette image et la transformer en un de ses symboles positifs. Dans l'ancienne Chine, la procession du lion prenait place dans les rituels de fin et de début d'année. Le prestige et la force associés au roi des animaux investissent d'une fonction exorciste : il aidait à chasser les mauvais esprits et participait ainsi au nettoyage complet de la maison.

Dans les communautés immigrées qui s'étaient établies en Asie du Sud-Est après 1850, cette tradition s'était maintenue et avait même été stimulée par la naissance de nombreux commerces. Car sans commerce, point de danse du lion. Un principe qui s'est vérifié à Paris.

Le lion et sa suite bruyante passent de magasin en boutique dans un désordre qui n'est qu'apparent, car le parcours a été soigneusement planifié par des sollicitations préalables. On le voit et on l'entend de loin.

Ancêtres affamés

Chacun dispose d'au moins un autel pour honorer la lignée paternelle et les divinités du panthéon chinois. Parmi ces dernières, c'est le « propriétaire de la terre », *di tu zhu*, que l'on rencontre le plus souvent ; mais aussi Guan Yu, général guerrier qui accéda au rang de divinité et que les commerçants affectionnent plus particulièrement.

En leur honneur, c'est le moment d'allumer quelques bâtons d'encens et de se prosterner (quatre fois pour les ancêtres, trois fois pour les dieux). C'est le moment aussi d'apaiser la soif et la faim des parents décédés afin qu'ils ne se transforment pas en « ancêtres affamés » capables de troubler les projets familiaux. Si on a le temps, on fera encore brûler quelques « papiers dorés », *jin zhi*, symboles de l'argent, cet indispensable vantage du monde chinois céleste et terrestre.

Mais déjà, dans la rue de Belleville, la rumeur des percussions se rapproche. Effervescence générale. Un père endimanché, des enfants en pleine excitation, des femmes qui, pour une fois, acceptent de cesser leurs activités effrénées : tout le monde se regroupe devant la vitrine comme pour une photo de famille. Le lion arrive. Encore le temps d'accrocher à l'extérieur une perche au bout de laquelle on met une salade et des

« enveloppes parfumées ». Chacune d'elles renferme un billet de 100 francs, 200 francs ou 500 francs. A moins de 2000 francs, on signale que l'entreprise ne tourne pas si bien qu'il y paraît.

Le lion délaisse la salade. Il préfère pénétrer dans le magasin où on lui a préparé de la nourriture. Des mandarines ou des oranges (*ji*, qui, en chinois, est homophone de « chance »), du poulet (homophone de « fête ») ou bien encore des pommes, dont la première syllabe, *ping*, signifie « paix ». Le lion coupe ses offrandes. Alors le roulement du tambour se fait plus régulier et plus sourd. Sous la tête, l'officiant-acrobate s'affaire à épauler le lion en quatre pour que la chance s'engouffre par les quatre côtés, et d'un coup de pied royal fait voler le fruit ainsi déposé. Le rythme des percussions s'accélère et, signe de son contentement, l'animal cligne des yeux. Il lève la tête brusquement, il exulte, la famille aussi.

Mais si le commerce a versé plus de 2000 francs, la prestation ne peut s'achever si rapidement. Sortie à reculons. Le lion doit encore avaler la salade, dont la couleur verte, symbole de fertilité, appelle la prospérité. Ultimes facéties, dodelinements, endormissement, réveil, mime de l'ivresse. Dans l'ilarité, le spectacle rituel est mené à son terme. La salade et le chapelet de billets sont engloutis.

En échange de ces dons alimentaires et monétaires, le boutiqueur est en position d'attendre une meilleure harmonie avec sa généalogie, le monde céleste, et par conséquent une destinée, *ming*, heureuse. Mais c'est aussi pour lui l'occasion d'améliorer son image d'entrepreneur par l'acquisition d'un surcroît de prestige, de notoriété, de force, d'identité.

Avant que le lion ne s'éloigne pour proposer ses services ailleurs, le maître des lieux allume une salve de pétards dont les fortes sonorités doivent faire fuir les quelques mauvais esprits encore dans les parages. Si, les deux années précédentes, la communauté avait hésité à utiliser ce stratagème, il semble que l'année du Tigre, placée sous le signe de l'audace et du courage, ait facilité cette bruyante transgression.

Le plus souvent s'éclipsent par ce nouveau type d'animation urbaine, les populations parisiennes ont fait assez bon accueil

à l'animal rugissant, mais invariablement comique. Une courtoise prestation à « Bonjour la France » sur TF1 a consacré son entrée sur la scène nationale. A Melun, au Pré-Saint-Gervais, au parc de La Vilette, des associations ont déjà fait appel à lui pour animer des carnivals ou des fêtes.

Dimanche 9 février, des associations asiatiques du treizième s'étaient regroupées pour présenter leurs vœux à M. Toubon, maire de l'arrondissement. On y vit celui-ci, entouré des cinq lions, glaner l'enveloppe parfumée dans la gueule de l'un d'eux puis, à l'aide d'un pinceau trempé dans l'encre rouge (couleur de la chance), pointer les yeux de l'un des fauves présents. Bon enfant, il a respecté la coutume et s'est accommodé de cet animal certes mythique mais néanmoins impétueux.

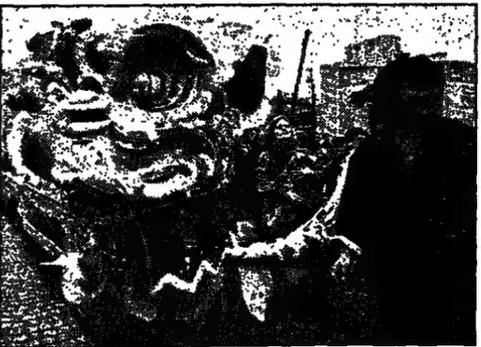
L'année du Tigre aura consacré l'explosion du phénomène. Trois équipes (2) ont proposé leur savoir-faire à plus de cent cinquante entreprises ethniques. Huit journées n'ont pas été de trop pour sillonner le treizième et le dix-neuvième, et pour faire des incursions du côté de Marx-Dormoy et même du troisième.

Désormais, chaque année, le parcours du lion délimite des territoires où, peu à peu, le provisoire marque le pas et fait place au projet. Ils ne sont plus tout à fait des *maimai*, les « gens qui fuient les catastrophes », des réfugiés, et déjà se considèrent comme *hao gao ces* « Chinois d'outre-mer » au comportement social traditionnellement offensif. Les cymbales et les tambours scandent aussi les étapes de cette histoire migratoire dont les acteurs, et surtout leurs fillets commerçants, s'efforcent de maîtriser le cours.

(1) Paris compte désormais quatre concentrations chinoises. Les quartiers de la porte de Choisy, de Belleville et de Marx-Dormoy sont peuplés par des réfugiés venus du Cambodge, du Vietnam et du Laos après 1975. Presque tous appartiennent à la principale ethnie chinoise (les Hans) mais parlent des dialectes différents (touchien, cantonais, hakka, hoïkien et haïmen). Les Touchiens sont de loin les plus nombreux de ces vingt ou trente mille réfugiés.

Ceux du troisième arrondissement (quelques milliers seulement) sont des immigrants de Chine populaire nés dans les environs de la ville de Wenzhou (province du Zhejiang). Les premiers sont arrivés dans les années 1920.

(2) Association des résidents de France d'origine indochinoise, Rencontre et culture franco-asiatique, Association des arts martiaux chinois en France.



France, à l'exception d'une fille, restée à Bangkok. A présent, les parents Vuong n'ont plus aucune activité. Ici, dans ce deuxième pays d'accueil, commence l'histoire de leurs enfants.

Installés à Paris ou en banlieue, ceux-ci se sont alliés à des Tocchiois. Ils furent pendant un temps ouvriers ou manutentionnaires, puis ont lancé leurs propres affaires. Ils ont été parmi les premiers à être entrepreneurs dans la confection. Mais devant la saturation rapide de ce marché, la plupart d'entre eux se sont reconvertis, tout en restant dans le domaine du commerce de détail. L'entreprise individuelle, aussi ingrate et difficile soit-elle, demeure une situation extrêmement valorisante dans l'esprit de la communauté chinoise, sans doute parce qu'elle est considérée comme la voie royale qui permet de sortir de sa condition.

« Au Nouvel An, ce sont les jeunes et les vieux qui sont les plus heureux », dit l'aînée des filles Vuong. A l'autre bout du salon, sa mère, radieuse, se retient de rire en rangeant dans son sac les liasses de billets qu'elle vient d'extraper des pochettes rouges.

Un groupe se forme autour d'un paquet de cartes. Quelqu'un

[Liliana Mahalova est née à Plovdiv en 1939. La nouvelle Lundi est extraite du recueil Lettres en poste roumaine publié à Sofia en 1984.]

Sotrov... les lettres qu'il envoyait à son fils au service militaire. Je ne l'ai plus appelé une seule fois... bien que je sente qu'il pense à lui et qu'il ne cesse d'attendre ce mot. Le fait qu'il ne m'écrit pas le prouve... ne l'empêche évidemment pas de vivre, mais j'agace comme une goutte d'eau de Chine qui ne laisse tomber qu'un dessin complètement achevé.

MOMI... je n'aurais jamais la nostalgie de Sotrov. L'idée de l'héritage s'empara à nouveau de moi. Mais je n'ai plus la force de résister, je n'ai même pas la force de décider si je vais en parler à nouveau aujourd'hui ou si je vais continuer avec mon crayon dans mon cahier et me tuer.

Une mèche était tombée de son chignon. Je levai la main et touchai mes cheveux. « J'avais moi aussi une mèche qui était tombée au-dessus de mon oreille. Ces comme cela, la coiffure lapine tient jusqu'à l'aube. Elle froissait son buste et me regardait avec attention. « Quel travail me reproche-tu maintenant ? Alors que nous nous tenions à quelques centimètres l'une de l'autre, je la regardais dans les yeux. « Pourquoi ? » dit la femme.

« Il faut reconnaître que moi aussi, je ne me contentais pas exclusivement de travailler mon chef, mais on fait ce qu'on peut. Si l'on a décidé de travailler en ordre, quand quelqu'un vient à l'esprit, attendez-vous à ce que ça casse. Moi de ne pas le faire, ça me paraissait un peu étrange. Je pensais que ça allait se passer comme ça. Mais il y avait dans ses yeux le désir d'entendre quelque chose de ce que j'avais entendu. « J'ai entendu », répétai-je. Il m'étais manifestement et il ne me coûtait rien de doubler sa satisfaction. Mais je ne savais plus que je ne lui raconterais pas l'histoire de l'héritage.

Dans le reflet que lui renvoyait la vitre, elle regarda la mèche qui pendait sur sa nuque habilement, par habitude. En l'observant de côté, je me demandai à nouveau d'où je connaissais cette femme qui avait tout de ma vie.

« Il faut que je descende en prochain après le bûche », elle dit. Nous avons gardé un parti. Je suis contente que nous nous soyons vus. Vers un dimanche, nous nous attendrions. Promettez-moi de téléphoner-moi à l'heure pour nous mettre d'accord, tu es notre numéro de téléphone.

« Bien », dis-je, bien que mon carnet soit rempli de dizaines de numéros de téléphone et que je ne saurais jamais lequel appeler, puisque j'ignore jusqu'à ce nom de cette femme.

L'autobus s'arrêta. Elle glissa sa chemise sous le bras pour libérer sa main et me tendit ses doigts mouillés. Elle s'éloigna à petits pas et, parvenue à la porte, se retourna encore une fois vers moi.

« Nous nous attendrions. J'y étais », dit-elle. Je ne pouvais pas répondre rien. Je ne pouvais pas parler. Je sentais que je changeais, qu'il fallait que je m'agrippe tout de suite à quelque chose. Parce que je m'appelle Maria.

Parce que Mihailova est née à Plovdiv en 1939. La nouvelle Lundi est extraite du recueil Lettres en poste roumaine publié à Sofia en 1984.]

RENCONTRE

SOLLERS ÉRUDITOLOGUE

propos recueillis par Monique Nemer

Dans Théorie des exceptions, Philippe Sollers explore l'art et la littérature. Il provoque des rapprochements, des enjambements, pour « marquer un angle, biseauter les choses » et construit avec Femmes (1983) et Paradis II (à paraître en avril) une pensée « cubiste ».

« QUELQUE vingt ans après Théorie d'ensemble, lié au collectif Tel quel, vous publiez Théorie des exceptions (1)... Titre d'autant plus remarquable que vous assignez à « théorie » un sens aussi étymologique que provocateur : « défilé, ou plutôt dans d'exceptions ». Est-ce un pied de nez à votre langage persistante de théoricien ?

Il est vrai que théorie et exception sont tenues pour contradictoires : on ne fait que la théorie des généralités, et l'exception confirme la règle. Ici, elle l'inverse. Elle prouve que la règle est infirme. La théorie que je présente n'est pas un système rigide, elle déploie de grandes amplitudes, des ressemblances là où on ne les attendait pas. De Lucrèce à Picasso, de Saint-Simon à Webern, il s'agit de penser ensemble des expériences disjointes dans le temps, diverses dans leur nature - littérature, musique ou peinture, - différentes dans leur approche - de la méditation à la première personne, comme pour Lucrèce, à l'essai, comme pour Sade ou Dostoevski. Cette « théorie » des exceptions dit les mêmes éléments minimaux : une violente

tière de littérature : Flaubert nous introduit à la transgression majeure de l'écriture qui se pense elle-même, et il y aurait un parallèle entre ce geste et un progrès historique. Je dis exactement le contraire : il y a des actes de transgression multiples, à des époques différentes, qui visent la même révélation.

- Au commencement de votre livre est Lucrèce...

- Lucrèce, c'est le poète dont on ne sait rien, mais celui qui a poussé à bout une philosophie inacceptable. L'histoire de la culture occidentale est ponctuée par les dénégations et les dévoilements de Lucrèce. Sur fond de science, presque tout le monde admet l'éventualité que nous soyons des atomes en train de tomber dans le vide. Mais la peur qu'inspire le poème de Lucrèce tient à son parcours : il commence par une dédicace à la volupté et s'achève sur la peste. Et, simultanément, il pose une équivalence, réelle et non métaphorique, entre l'assemblage, l'articulation du monde physique et l'articulation de l'écriture. C'est terriblement perturbant si l'ordre du discours a cette force de vérité du réel physique. Il y a chez Lucrèce une alliance de la philosophie, de la lit-



« L'hilarité, c'est une chose que j'ai depuis l'enfance. Je me suis toujours fait mettre à la porte pour des fous rires incontrôlés. »

plastiquement et plus profondément que Picasso sur le passé, sur Velasquez, Delacroix ou Manet. Certains disent que ce musée devrait être à la Défense. Cela aurait été, au nom de la « mode » et du « moderne », une méconnaissance totale de la réinterprétation que fait Picasso de la tradition.

- Alors, dans Théorie des exceptions, Watteau parle de Picasso, et Saint-Simon de Proest ?

- Le livre est fait aussi pour cela, pour attaquer de plusieurs côtés, marquer un angle, biseauter les choses. De ce point de vue, c'est un livre un peu cubiste.

- Le changement d'angle - presque le cubisme, - c'est un peu ce qui caractérise vos trois modes actuels d'écriture. D'une part, ces essais et, d'autres part, vos récents romans, Femmes, Portrait du joueur et Paradis, que vous poursuivez. Faites-vous une hiérarchie entre ces modes d'expression ?

- Aucune hiérarchie. Ils procèdent tous du même amour du langage. Mais ce jeu sur les formes a un sens. L'actuel préjugé, c'est qu'un auteur doit être identique à lui-même. Il est assigné à un genre comme on est assigné à résidence. Toute aptitude rhétorique au changement de ton jette une suspicion sur l'identité de celui qui s'y prête.

même corps... Ces différences de points d'activité, c'est une tradition très française : Diderot, Baudelaire.

- Il est un peu inquiétant que les Français l'oublient ainsi. Cela risque de provoquer en retour un processus de violence analphabète à tendance fasciste... Pourquoi les Français ont-ils tant de mal à penser leur tradition changeante, mobile ? Il ne me déplairait pas, comme ça, en passant, d'être le symptôme qui permettrait non de résoudre, mais de penser cette question... J'aime beaucoup le concept que propose Jean-Didier Vincent dans Biologie des passions (2), celui d'« état central fluctuant ». C'est un état qui n'a rien à voir avec la représentation stéréotypée de la conscience, une complexité d'organisation biologique dont ne donne guère l'idée l'homme caricaturé par Daumier. Et pourtant lui aussi fonctionne ainsi...

- Mais, en même temps que vous acquiescez à ces complexités, à ces « vivant, trop vivant », vos derniers romans semblent mimer une « recherche de temps perdu » et, au-delà même, une sorte d'annulation du temps. Dans Portrait du joueur, la formule que vous proposez est « Thèse, antithèse, hors thèse »...

- Je ne crois pas qu'il y ait un lieu à retrouver, même si je le feins dans Portrait du joueur. On ne retrouve ni un lieu ni un état. On a simplement le sentiment de quelque chose de tout à fait lumineux qui est sans cesse perdu, égaré, oublié. Etait-ce là à l'origine, comme le disent les mythes ? Je ne le crois pas. Mais on pense que c'est enfoui, quelque part, dans le passé. On fait des psychanalyses pour cela, parce que l'on pense qu'on a oublié la partition, le texte. En fait, il s'agit d'échapper à l'expérience du temps en tant que tel, de l'instant pur. Si on pouvait le penser, on ne serait plus soumis à ces cycles d'oubli, de renaissances, de heurs dans la nuit. On serait en dehors. On trouverait le trou. Le « sans temps ». Dante, dans la Divine Comédie, pose deux temps absolument définitifs. En enfer, c'est la pétrification, l'enfermement corporel et, en même temps, l'éruption de stéréotypes. Au paradis, c'est le mouvement, l'allégresse, la voix qui sort du corps, et l'énonciation qui modèle la matière.

- Le temps, c'est le corps ?

- S'il devient un tombeau. Quand les gens sont convaincus qu'ils sont dans leur corps, c'est l'enfermement dans le temps. C'est à cela que sert une causalité biologique, un « miracle de la vie », l'idée que le langage sort du corps, qu'il le contient et s'en contente, alors qu'il y a toujours plus de langage que de corps, dans le passé, et dans l'individu même. C'est manifeste dans le jeu de mot. Il y a là une expérience sur le temps. C'est comme si on avait trois dimensions au lieu de deux. Avoir plus ou moins de plasticité vis-à-vis du jeu de mot, c'est dormir plus ou moins. Le langage surplombe le temps. Il y a dans le jeu de mot une incitation à se réveiller. On ne s'entend pas souvent parler, donc on ne se représente pas sa propre pensée.

- Dites-moi ce que vous pensez par la tête et vous allez découvrir une pensée que vous ignorez vous-même. On a beau bétonner, électrifier, barboter, il y a toujours une faille qui détraque les apparences. Et, pourtant, les efforts qu'on fait pour ne pas savoir, c'est épatant...

- En fait, une théorie des non-savoir, des censures multiples, serait plus productive et moins répétitive qu'une description des savoirs.

- Cela produirait des savoirs passionnants. D'ailleurs, la théorie des exceptions est une théorie de la censure. Et de ses déplacements. Etre expert en censure assurerait un contre-pouvoir étonnant. Prenez l'Olympia de Manet. Patrimoine culturel. Complètement assimilé. Eh bien, je suis sûr que si vraiment on le voyait l'effet serait aussi violent que le jour où tout Paris s'est assemblé pour un énorme éclat de rire. C'était un chimpanzé abrutissant, pas scandaleux, désopilant. Des scènes sexuelles de Portrait du joueur, on n'a pas dit qu'elles étaient scandaleuses, on a dit qu'elles étaient mal écrites, bâclées. En réalité, c'est toujours le sujet qui est censuré. Mais on fait comme si Sade était lisible, comme si cela allait de soi...

- Dans l'essai que vous consacrez à Gracian, dans Théorie des exceptions, vous parlez d'« une éternité libérée [qui] peut se dire dès à présent dans les fêtes de la désillusion rythmée qu'on appellera, par facilité, la pensée ». Liberté de la désillusion ?

- Rythmée. C'est quelque chose de plus que la pensée au sens philosophique, quelque chose de musical, de scandé. Il ne s'agit pas d'illusions perdues, ou d'une quelconque « sagesse ». Il s'agit de jouer dans la désillusion, jusque dans la désillusion. C'est un pas de plus vers la connaissance. C'est un refus de plus du nihilisme.

- Vous accordez beaucoup d'importance au rire. A propos de Cervantès, vous dites que « la confrontation incessante du « déchet avec la mauvaise littérature » produit un état d'« hilarité continue ».

- L'hilarité, c'est une chose que j'ai depuis l'enfance. Je me suis toujours fait mettre à la porte pour des fous rires incontrôlés. C'est aussi une sortie.

- Dans Théorie des exceptions, à propos de l'assommoir, vous notez que le mot est dans le dictionnaire entre « assommoir » et « assonance ». « Sollers », la pseudonymie que vous vous êtes choisie, est, dans le Gaffiot, entre « solenniser, are », une seule occurrence chez saint Augustin, signifiant « solenniser », et « solletier, adroitement habilement... Solenniser adroitement... Qu'en pensez-vous ?

- Épatant. Les pensées sont bien plus qu'on ne le croit dans la façon même dont les mots se classent dans le dictionnaire.

(1) Gallimard, « Folio ». Essais. Voir le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech dans « le Monde des livres » du 21 février.

(2) Editions Odile Jacob, 1986 (le Monde du 14 février).

SOLLERTISSIMUS

Sollers, Philippe, pseudonyme de Philippe Joyaux, écrivain français né à Bordeaux le 28 novembre 1936. Sollers (mieux que solers), fils, de solus et ars. 1° tout à fait industriel, habile, adroit ; Sollers porteur (Horace), habile à représenter : lyre sollers (Horace), qui a la science de la lyre. 2° (en parlant de choses) ingénieux, habile, intelligent. Institutions, quibus nihil inveniit agricultura sollertius (Cicéron), la greffe, qui est la découverte la plus ingénieuse de l'agriculture : fundus sollertissimus (Caton), terre la plus apte à produire. (Dictionnaire latin-français de Félix Gaffiot.)



récusation de l'apparence, une réflexion sur le mal, sa nature et sa fonction, une critique de la nécessité du mal à être nécessaire, et une apologie frontale ou discrète de la jouissance.

- Si « théorie » prend ici un sens inattendu, votre intérêt pour l'exception n'est pas neuf. En 1972, le groupe Tel quel se voulait un « accélérateur d'exceptions ».

- J'y souscris toujours. Accélérateur d'exceptions, comme on dit accélérateur de particules. Ce livre, comme un appareil permettant de voir des rapprochements, des enjambements, c'est une métaphore qui me convient. Mais c'est aussi un livre qui veut établir des résonances. Il commence par une citation d'Homère - Achille bondissant dans la plaine, qui fait écho à une citation de Kafka : « Écrire, c'est bondir hors du rang des meurtriers ». Manière de dire, de l'exergue à la quatrième de couverture, que toutes les exceptions n'en font peut-être qu'une. Borgès, à propos d'Homère justement, pensait qu'il n'y avait peut-être qu'un seul écrivain qui se poursuivait, sous des apparences variées, dans l'espace et le temps...

- J'insiste là-dessus, parce qu'il y a une « doxa » moderne en ma-

térature et de la connaissance scientifique dont l'ennemi constant est ce que Joseph de Maistre appelait le « philosophisme ».

- C'est fascinant, ces mêmes pièces sur le même échiquier. Ce qui fait illusion, même si le préjugé philosophiste se double d'un préjugé biologique, à savoir qu'on a raison parce qu'on est là et que les autres n'y sont plus... On risque d'en déduire que les vivants sont plus vivants que les morts, ce qui n'est pas forcément vrai... Mais comment pourrait-on accepter que quelqu'un qui vit en même temps que soi ait la même fonction, exactement, qu'un mort éniématique dont on se demande comment il a pu exister ? « Heureusement, je suis parfaitement mort », disait Mallarmé. Mais, heureusement, pour beaucoup, on n'est pas obligé de le croire.

- En somme, la notion de progrès est une mystification entretenue par le philosophisme.

- La fable, c'est par exemple celle de l'art moderne comme table rase. C'est pourquoi l'installation du musée Picasso à l'hôtel Salé est un si grand événement, qui change la ville elle-même, et devrait changer son rapport à la chronologie. Nul n'a médité plus

En missiles : le « oui, mais » de M. Reagan

Dans la grande partie de programme sur le désarmement relayée par le sommet Reagan-Gorbatchev de novembre et le plan stratégique de janvier, les considérations de propagande et d'opportunités médiatiques ne sont jamais oubliées. Ce n'est sans doute pas un hasard si le président américain a choisi de répondre aux propositions de Moscou à la suite de l'ouverture du cinquantième congrès du P.C.U.R.S.S. - grand-messe - du régime, à l'occasion de discours présentés comme spectaculaires. Car on attendait la publication de la lettre de M. Reagan, que l'on lit longue et circonstanciée, on hésite à considérer comme définitive la promesse - et jusqu'à présent la seule - réaction enregistrée à Moscou, celle d'un commentateur de la télévision soviétique pour qui la position américaine « se contentait pratiquement rien de constructif ». Il paraît plus probable, compte tenu de l'importance de l'enjeu attachée par la nouvelle équipe au pouvoir à Moscou à la relance des négociations, que M. Gorbatchev se montre intéressé par certains éléments des propositions américaines et dispose à continuer le dialogue.

L'essentiel de la réponse de M. Reagan - l'élimination des missiles intermédiaires en Europe et en Asie, que le président américain propose d'éliminer en trois ans - n'est pas pour surprendre. Comme son collègue, M. Nixon, l'avait fait avec ses alliés européens des États-Unis au début de ce mois, Washington considère comme le plus prometteur la partie du plan soviétique consistant à réduire les forces nucléaires intermédiaires, c'est-à-dire à dire aux missiles : non seulement en raison des concessions de fond beaucoup plus amples faites par Moscou dans ce domaine, mais aussi parce que M. Gorbatchev a insisté pour leur être à double effet : la défense spatiale. C'est donc sur les armements européens que M. Reagan a le plus de chances de trouver un terrain d'entente avec le Kremlin et, par conséquent, de tenir le second sommet qu'il souhaite cette année.

Sa réponse est donc positive sur le fond, mais elle reste assaillie de nombreuses objections ou commentaires qui, eux aussi, ne sont pas inattendus. En premier lieu, Washington exclut que les forces françaises et britanniques fassent l'objet d'un marchandage à quelque niveau que ce soit, et compris en ce qui concerne leurs plans de modernisation en cours. Paris et Londres ont été très nets sur ce point : les négociations américaines, et tant est qu'ils avaient en d'autres idées en tête, ont dû s'arrêter.

L'autre objection a porté sur la situation en Asie, et c'est là, peut-être, que la position des États-Unis a dû le plus évoluer sous la pression de leurs alliés en Asie. Non seulement le Japon mais aussi, rapporte-t-on, l'Australie et même la Chine auraient insisté pour que les SS-20 soviétiques soient très sévèrement limités. M. Reagan proposerait maintenant à M. Gorbatchev un choix entre diverses solutions, notamment la liquidation complète de ces armes, ou encore la possibilité pour les États-Unis d'y répondre par la constitution d'un arsenal équivalent en Asie. Une fois n'est pas coutume, mais il semble qu'en l'occurrence on impose à M. Reagan une ligne plus ferme que celle qu'il entendait adopter à l'origine. Il est vrai qu'entre les intérêts de la coalition dans son camp et ceux d'une détente avec Moscou, Washington n'avait guère le

EX La Ligue M. d'art trait dans palette en-f... que b... minis... éch... de pa... de p... de m... de m... 7 fév... Sim... insur... Canal... suite d... prox... ments... jours... unités... occup... ch... En... le ran... de la... des ga... Les... d'Étr... d'ynn... leur a... -roug... faut p... vécu p... bienn... de for... trois... points... droite... si, on... Au... 1984, recue... mais l... p... dentis... 26.1... mesur... et d'a... XXX La... du... m... ser... but... De... Mos... part... Lesoi... prés... Gorb... vint... laus... amé... que M... Cinch... six ai... de ce... l'omog... M. ch... pit c... honor...